

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La convention du 30 mars 1968 relative au régime des crédits de la Banque Nationale de Belgique à l'Etat — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA CONVENTION DU 30 MARS 1968 RELATIVE AU REGIME DES CREDITS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE A L'ETAT

La convention du 30 mars 1968 ⁽¹⁾, conclue entre la Banque Nationale et le Ministre des Finances en vertu de la loi du 28 juillet 1948, relève le montant autorisé des crédits de la Banque Nationale à l'Etat et introduit en même temps une certaine souplesse dans le système.

La portée et les modalités de cette nouvelle convention seront commentées dans un des

⁽¹⁾ Le texte de la convention est reproduit en annexe. Cette convention a été brièvement commentée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de février 1969, p. 148.

prochains numéros du *Bulletin*. Le présent article a pour but de situer le régime des crédits accordés par la banque centrale à l'Etat dans sa perspective historique et dans le contexte d'une comparaison internationale.

L'article est agencé, en conséquence, en deux chapitres, dont le premier décrit l'historique du régime des crédits accordés par la Banque Nationale à l'Etat et le deuxième, le régime des crédits de la banque centrale à l'Etat dans les pays de la Communauté Economique Européenne, ainsi qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

CHAPITRE I

HISTORIQUE DU REGIME DES CREDITS ACCORDES PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE A L'ETAT

La Banque Nationale fut fondée en 1850 à une époque où les doctrines relatives à sa mission étaient assez différentes de celles qui prévalent à l'heure actuelle. L'évolution des conceptions se traduit dans les termes utilisés pour désigner le caractère propre de la Banque Nationale : caractérisée comme « banque d'émission » au XIX^e siècle, elle est appelée,

au XX^e siècle, « banque centrale ». A la transformation de l'expression, la seconde étant empruntée à l'anglais, correspondent une plus grande précision et un élargissement de l'optique dans laquelle apparaissent les fonctions de l'institution. La nouvelle conception implique, bien sûr, que la Banque est chargée de l'émission de la monnaie fiduciaire, mais elle couvre,

par ailleurs, un rôle plus général portant sur les objectifs essentiels suivants : la préoccupation de concilier la croissance avec la stabilité aussi grande que possible de la valeur intérieure de l'unité monétaire, l'équilibre extérieur de l'économie et, en rapport avec ces deux objectifs, l'approvisionnement adéquat de l'économie en liquidités grâce aux interventions de prêteur en dernier ressort.

Jusqu'en 1850, les instruments monétaires étaient essentiellement des pièces métalliques et les billets ne jouaient qu'un rôle supplétif comme moyen de paiement. Emis en Belgique par plusieurs banques privées ⁽¹⁾, ils n'étaient pas considérés comme de la monnaie légale dans les transactions privées. Depuis les expériences du financier écossais John Law et la mise en circulation, à cours forcé, des assignats quelques dizaines d'années plus tard, la population avait gardé une méfiance profonde à l'égard du papier-monnaie. L'instauration du cours forcé en 1848 n'était pas de nature à rétablir la confiance dans les nouveaux instruments de paiement.

Les mésaventures de ceux-ci furent attribuées, souvent à raison, à l'ingérence des pouvoirs publics dont la situation financière était obérée en période de guerre. L'exemple des assignats est caractéristique à cet égard. Aussi était-il hors de question, en 1850, de créer une banque d'émission étatique ou une banque soumise à l'influence prépondérante de l'Etat. Pour les fondateurs, la Banque Nationale avait pour but d'unifier l'émission des billets de banque sous un régime de monopole de fait, d'améliorer la distribution du crédit dans les différentes régions du pays, notamment par le truchement des comptoirs d'escompte, et de remplir déjà en quelque sorte le rôle de prêteur en dernier ressort, plus particulièrement dans les périodes de crise.

Ce rôle, la nouvelle banque ne devait pas le remplir vis-à-vis du Trésor. L'orthodoxie budgétaire était rigoureusement respectée et le Trésor disposait le plus souvent d'un solde créditeur auprès de la Société Générale, qui assumait le rôle de caissier de l'Etat avant 1850, et auprès de la Banque Nationale après cette date. Pour ses besoins exceptionnels de fonds, l'Etat s'adressa le plus souvent à l'étranger.

(1) Même les particuliers et les sociétés à responsabilité illimitée pouvaient en émettre sans entraves; mais, à la fin de 1847, il n'existait des billets de l'espèce que pour environ un demi-million. Cf. P. Kauch, *La Banque Nationale de Belgique 1850-1918*, Bruxelles, 1950, p. 14.

Jusqu'en 1926, les prescriptions légales et statutaires relatives aux opérations de la Banque sur effets publics à court et à long terme restèrent étroites et rigoureuses. Les statuts originaires avaient fixé deux limites à l'escompte de bons du Trésor : la durée de ces bons ne devait pas excéder 100 jours et la Banque ne pouvait en détenir pour plus de 6 millions de francs. Le montant des bons admissibles à l'escompte fut fixé tous les mois dans la limite susmentionnée. Celle-ci fut portée à 10 millions de francs en 1872 et à 20 millions en 1900. A partir de 1872, le taux et le montant de ces bons furent déterminés toutes les semaines.

D'autre part, le portefeuille en fonds publics — considérés comme un placement de sécurité et non pas comme une aide à l'Etat — ne pouvait dépasser le montant du capital versé et des réserves.

A partir de la première guerre mondiale, la Banque Nationale dut, sous la pression des circonstances, consentir aux pouvoirs publics des crédits exceptionnels sous des formes différentes. En même temps subsistait le classique recours à l'escompte des bons du Trésor (limité à 20 millions de francs), dont le montant ne fut pas publié séparément avant 1939.

A la suite de ces crédits exceptionnels, la dette globale de l'Etat vis-à-vis de la Banque comprenait, au 25 octobre 1926 :

— la dette interprovinciale (480 millions de francs) représentant des prêts accordés par la Banque aux provinces et reprise par l'Etat en exécution d'une loi du 14 novembre 1919;

— les bons du Trésor remis en contrepartie d'une avance octroyée par la Banque à l'Etat pour le financement du retrait des monnaies allemandes (5.200 millions de francs, soit un montant initial de 5.800 millions diminué d'un remboursement de 600 millions);

— des bons d'un montant total de 1.025 millions de francs, escomptés en exécution d'une loi du 19 mai 1926 autorisant la Banque à faire une avance exceptionnelle de 1.500 millions à l'Etat.

En exécution de l'arrêté royal du 25 octobre 1926, pris en vertu d'une loi du 16 juillet 1926, cette dette totale de 6.705 millions de francs fut réduite à 2 milliards par un remboursement effectué grâce au produit de l'emprunt de la stabilisation monétaire et au bénéfice comptable provenant de la réévaluation de l'encaisse or.

En même temps, la limite imposée à l'escompte de bons du Trésor fut portée de 20 à 100 millions de francs.

De 1926 à la fin de 1929, la dette de 2 milliards de francs fut remboursée à concurrence de 510 millions par des versements à un fonds spécial dont les revenus accroissaient le principal, portant le remboursement total à 538 millions. Le fonds spécial fut supprimé à la fin de 1929 et, en vertu d'une convention du 17 octobre 1930 — ratifiée par une loi du 27 décembre 1930 —, le solde (1.462 millions de francs) devait être remboursé en dix-huit annuités. Mais l'exécution de cette convention, liée à celle d'un accord avec l'Allemagne dénoncé en 1934, ne fut que partielle et il fallut attendre la dévaluation de 1935 pour que l'Etat, par un prélèvement sur le produit de la réévaluation de l'encaisse or et par la reprise de la circulation des coupures de 50 francs, pût ramener sa dette envers la Banque à 500 millions de francs, montant non sujet à remboursement avant la date d'expiration du privilège de la Banque, soit le 31 décembre 1961 (convention du 4 avril 1935, approuvée par l'arrêté royal du 16 avril).

La seule autre avance à l'Etat qui ne fut pas née de la guerre eut lieu à la suite de la dévaluation de la livre sterling le 21 septembre 1931. A ce moment, la Banque possédait 12,6 millions de livres sterling acquis conformément à une convention intervenue avec l'Etat le 18 octobre 1926. Par une convention conclue le 27 juillet 1932 entre la Banque et l'Etat, en exécution d'une loi du 19 juillet 1932, celui-ci remit à la Banque des titres d'obligation non productifs d'intérêts pour un montant égal à la différence entre le coût des livres sterling au 21 septembre 1931 et leur nouvelle évaluation au 24 juin 1932. En vertu de ladite convention, la Banque acquit en même temps, au moyen de ses avoirs en livres sterling, des fonds d'Etat belges libellés en monnaies étrangères émis avant le 1^{er} janvier 1930, pour un montant maximum de 550 millions de francs pour en affecter les intérêts à l'amortissement des titres d'obligation susmentionnés. Ces fonds furent réalisés en mars et avril 1943 et remplacés par un certificat du Trésor de 550 millions de francs à 5 ans. Le bénéfice de cette opération et les intérêts du certificat servirent également à l'amortissement des titres d'obligation; l'amortissement fut achevé en 1947. Au 13 septembre 1948,

le certificat du Trésor fut englobé dans les dettes du Trésor apurées par les opérations d'assainissement du bilan de la Banque Nationale.

En 1937, des modifications inspirées par des conceptions nouvelles furent apportées aux règles qui déterminaient les relations entre la Banque et l'Etat. Leur but n'était pas d'élargir les crédits dont l'Etat pouvait disposer à la Banque, mais de donner à celle-ci un nouvel instrument de politique monétaire en l'autorisant à acquérir ou à vendre des fonds d'Etat en vue de régulariser le volume des liquidités monétaires.

Des précautions furent prises afin d'éviter que ce nouveau moyen d'intervention ne fût détourné de ses fins. C'est ainsi que le montant des fonds publics que la Banque pouvait acquérir en vertu des nouvelles dispositions, fut limité de deux manières :

1) d'une part, le montant maximum des effets à court ou à moyen terme que la Banque pouvait acquérir fut fixé à 500 millions de francs, sans que toutefois il pût être maintenu pendant plus de douze mois consécutifs à plus de 200 millions;

2) d'autre part, le montant maximum des fonds publics nationaux à long terme que la Banque pouvait acquérir fut fixé à 1 milliard de francs; encore fallait-il que ces fonds publics eussent été émis depuis deux ans au moins et fussent cotés en bourse. Cette limite de 1 milliard serait relevée d'un montant égal à tout remboursement ou réalisation des bons, annuités et titres d'obligation du Trésor belge détenus par la Banque en vertu des lois des 27 décembre 1930 et 19 juillet 1932.

Rappelons qu'en dehors des titres qui seraient acquis par la voie de la politique d'open market et de ceux qui étaient détenus en vertu des lois des 27 décembre 1930 et 19 juillet 1932, la Banque pouvait acquérir, comme placement de sécurité, des fonds publics pour un montant correspondant à son capital, à ses réserves et à ses comptes d'amortissement.

Un arrêté royal du 24 août 1939 a supprimé la dualité de ces limites — 500 millions de francs pour les effets publics à court terme, 1 milliard pour les effets à long terme — et relevé le montant autorisé à 5 milliards, ce chiffre pouvant être augmenté par la suite par le jeu de l'amortissement des titres

détenus par la Banque en vertu des lois des 27 décembre 1930 et 19 juillet 1932.

Le rapport de la Banque sur les opérations de l'année 1939 soulignait « que, techniquement, les interventions de la Banque sur le marché ne requièrent pas de limitations particulières : il n'y a notamment pas de raison d'imposer aux opérations sur effets publics des restrictions dont les opérations d'escompte, de prêts et d'avances sont exemptes. La nature et le volume des interventions de la Banque sur le marché ne peuvent être déterminés à l'avance; ils sont toujours imposés par les circonstances.

» Les interventions de la Banque ont pour objet tantôt d'influencer le taux de l'intérêt ou de rendre effectif le taux de l'escompte, tantôt de susciter des expansions ou des contractions de crédit, tantôt de sauvegarder la base interne du crédit en agissant sur les mouvements internationaux de capitaux. Aucune de ces techniques essentielles à l'administration de la monnaie et du crédit ne s'accommode d'autre restriction que celle qui réside dans l'obligation de veiller au maintien de l'encaisse légale minima ».

La guerre mit fin à cette tentative de politique d'open market. En vue de permettre à la Banque Nationale de financer les dépenses de guerre, un arrêté-loi du 10 mai 1940 autorisa le Gouvernement à passer toutes conventions utiles avec la Banque et la délia des restrictions prévues par sa loi organique.

Une première convention, conclue le 12 mai 1940, mit à la disposition de l'Etat une somme de 5 milliards de francs en contrepartie de l'émission de certificats de trésorerie à court terme. En vertu d'une convention du 4 septembre 1941, la Banque accepta au surplus d'escompter des certificats de trésorerie émis en vue du paiement des frais d'occupation jusqu'à une limite de 10 milliards de francs. Cette limite fut portée à 15 milliards de francs par la convention du 16 février 1942 et à 20 milliards par la convention du 16 décembre 1942. Au 25 décembre 1944, le montant des avances accordées en vertu de cette convention s'élevait aux environs de 15 milliards de francs.

D'autres conventions furent conclues à Londres, en exécution de l'arrêté-loi susmentionné, pour couvrir les besoins du Trésor en Angleterre et au Congo belge.

Au 25 décembre 1944, le montant total de ces avances consenties en vertu des conventions conclues à Bruxelles et à Londres s'élevait à près de 26 milliards de francs, répartis de la façon suivante :

Convention du 12 mai 1940	5.000.000.000
Conventions des 4 septembre 1941, 16 février et 16 décembre 1942 :	
— période de l'occupation allemande	12.005.000.000
— depuis la libération	3.000.000.000
Conventions conclues à Londres	5.933.500.000
	<u>25.938.500.000</u>

Groupés suivant leur destination, les certificats de trésorerie sans intérêts, acquis en application de conventions conclues en vertu de l'arrêté-loi du 10 mai 1940, se décomposaient comme suit :

Certificats A, remis à la Banque par l'Etat, en contrepartie des avances faites à celui-ci pour ses besoins propres	16.513.500.000
Certificats B, remis en contrepartie des avances faites par l'Etat à l'Office d'Aide Mutuelle	1.000.000.000
Certificats C, remis en contrepartie des avances faites par l'Etat aux armées alliées pour le paiement de la solde des troupes ¹	8.425.000.000

¹ Ces avances furent remboursées par les gouvernements alliés dans leurs monnaies.

Par une convention du 9 avril 1945, la limite des avances exceptionnelles à l'Etat fut portée à 50 milliards de francs.

Le total des certificats de trésorerie acquis en application de conventions conclues en vertu de l'arrêté-loi du 10 mai 1940 est passé à 41,1 milliards de francs au 25 décembre 1945, à 48 milliards au 25 décembre 1946, à 49,7 milliards au 25 décembre 1947 et à près de 50 milliards au 13 septembre 1948.

La Banque détenait à cette date certaines autres créances sur l'Etat, à savoir :

1) les bons du Trésor de la convention du 17 octobre 1930 : 500 millions de francs;

2) le certificat du Trésor substitué en 1943 à des fonds libellés en monnaies étrangères à la suite de la convention du 27 juillet 1932, et dont les intérêts ont servi au remboursement des pertes sur les livres sterling : 550 millions de francs;

3) le solde d'une avance consentie à l'Etat pour financer la souscription de sa participation au Fonds Monétaire International : 550 millions de francs;

4) la créance sur la Banque d'Emission reprise par l'Etat en vertu de la loi du 28 juillet 1948 : 64.597 millions de francs.

En exécution des dispositions de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque, les créances sur le Trésor d'un montant total de 116.197 millions de francs furent remboursées à concurrence de 78.668 millions, grâce aux produits de l'emprunt d'assainissement monétaire et de la réévaluation de l'encaisse or et à un montant de billets acquis à l'Etat ⁽¹⁾.

Après ces remboursements, il subsistait une créance de la Banque sur le Trésor de 37,5 milliards de francs, qui fut consolidée à concurrence de 35 milliards.

Une autre loi du 28 juillet 1948 abrogea l'arrêté-loi du 10 mai 1940 — qui avait autorisé l'octroi d'avances exceptionnelles à l'Etat — et précisa que dorénavant la limite des opérations sur effets publics serait fixée par convention entre le Ministre des Finances et la Banque, après avis conforme du Conseil de Régence. Le 14 septembre 1948, une première convention fixa le total des opérations autorisées à 10 milliards de francs. Ce montant englobe les effets publics à court terme réescomptés aux banques ainsi que les effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat. La fraction non consolidée des créances sur l'Etat fut intégrée dans ce montant. Cette convention est restée en vigueur jusqu'en 1968.

⁽¹⁾ Pour plus de détails, cf. *Rapport de la Banque Nationale de Belgique sur les opérations de l'année 1948*, pp. 76-78.

En vue de remédier à la rigidité de ce système, qui avait pour seul but de permettre à l'Etat de combler les décalages saisonniers entre ses recettes et dépenses dans le courant de l'année, les instruments d'une politique d'open market furent organisés en 1957 et 1959. L'organisme chargé de cette politique est le Fonds des Rentes, géré sur une base paritaire par des représentants de la Banque Nationale et du Ministère des Finances. Le financement du Fonds des Rentes est assuré par une dotation de 2,8 milliards de francs provenant de la reprise, par la Banque Nationale, du financement de la partie de la participation au Fonds Monétaire International libérée en or, par des emprunts d'argent à très court terme, par le produit des émissions des certificats émis par le Fonds des Rentes et, enfin, par une ligne de crédit à la Banque Nationale ⁽¹⁾.

Tel était, dans ses grandes lignes, le régime des crédits de la Banque Nationale à l'Etat et de la politique d'open market avant l'entrée en vigueur de la convention du 30 mars 1968.

A titre de comparaison, il a paru utile de décrire brièvement les systèmes appliqués en cette matière dans les pays de la Communauté Economique Européenne, ainsi qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. En effet, si le régime appliqué à un moment donné dans un pays déterminé n'est jamais sans relation avec ses antécédents historiques, il ne l'est pas non plus avec le contexte international.

⁽¹⁾ Cf. « Rapport du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année 1967 », *Moniteur belge* du 26 juillet 1968, pp. 7934-7953, paru également dans le *Bulletin d'Information et de Documentation*, vol. II, nos 1-2, juillet-août 1968, pp. 18-33.

CHAPITRE II

LE REGIME DES CREDITS DE LA BANQUE CENTRALE A L'ETAT DANS DIFFERENTS PAYS

Le régime des crédits octroyés par la banque centrale à l'Etat est examiné ci-après dans six pays différents. La description des caractéristiques principales des régimes est précédée pour chacun des pays d'une synthèse de nature à faciliter les comparaisons ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ De manière à localiser dans le bilan des banques centrales les principales opérations examinées dans ce chapitre, on s'est référé aux rubriques dans lesquelles elles sont enregistrées. Rappelons qu'une situation bilantaire des banques intéressées est publiée régulièrement dans le *Bulletin* aux tableaux XX-2 à 7.

République fédérale d'Allemagne.

1. Synthèse.

Les crédits de caisse de la Deutsche Bundesbank à l'Etat et à d'autres pouvoirs publics sont plafonnés par la loi. La technique des opérations d'open market est utilisée de façon systématique; elle est aussi bien un instrument de politique de taux qu'un instrument de politique de liquidité. La Bundesbank effectue ses opérations à l'aide d'effets négociables à court

et moyen terme. Elle dispose d'une masse de manœuvre importante de titres pour absorber les liquidités excédentaires.

2. Caractéristiques principales.

Le paragraphe 20 de la loi du 26 juillet 1957 régissant la Deutsche Bundesbank fixe les montants maxima, appelés plafonds, des *crédits de caisse (Kassenkredite)* que la Bundesbank peut accorder à l'Etat fédéral et aux autres pouvoirs publics. Ces plafonds ont été relevés par la loi du 23 novembre 1967, avec effet au 30 novembre de la même année, pour être adaptés aux besoins accrus de crédits à court terme. Ils ont été portés de 3 à 6 milliards de Deutsche Mark pour l'Etat fédéral et de 20 à 40 Deutsche Mark par habitant pour les Länder (de 40 à 80 Deutsche Mark pour Berlin, Brême et Hambourg). Les plafonds ont été majorés aussi pour les Chemins de fer fédéraux et pour la Poste fédérale, mais ils sont demeurés inchangés pour le Fonds spécial E.R.P. (*European Recovery Program*) et pour le Fonds de péréquation des charges ⁽¹⁾.

Du point de vue de la politique de liquidité, deux éléments présentent une importance particulière :

a) l'institution de plafonds ne confère pas aux collectivités en cause un droit aux avances de la banque centrale à concurrence du maximum autorisé; il n'existe donc pas d'attribution « automatique » de crédits. Les plafonds représentent plutôt la limite extrême que peuvent atteindre les crédits accordés par la Bundesbank. Au reste, la Bundesbank, quoique habilitée à le faire, n'achète pas de bons du Trésor directement à l'émetteur; ses achats proviennent d'opérations d'open market.

b) l'utilisation de ces plafonds ne conduit pas nécessairement à la création effective de monnaie de la banque centrale. En effet, aux termes de la loi régissant la Bundesbank (§ 20), les effets du Trésor (*Schatzwechsel*) en circulation bénéficiant d'une promesse de réescompte de la Bundesbank sont imputés sur le plafond des crédits, sans tenir compte du portefeuille dans lequel ils se trouvent localisés à un moment donné. Cette promesse de rées-

compte signifie que la Bundesbank est tenue de racheter à tout moment les titres considérés qui lui sont offerts sur l'open market. Il convient, en outre, de préciser que les bons à court terme du Trésor fédéral émis en échange de créances de péréquation de la Bundesbank et appelés « titres de mobilisation » — il en est question ci-dessous — ne sont pas imputés sur le plafond des crédits en raison de leur origine et de leur fonction.

L'Etat fédéral bénéficie également de crédits exceptionnels, à affectation déterminée, qui ne peuvent être utilisés que pour satisfaire aux engagements qu'il contracte en qualité de membre d'organisations internationales ou supranationales.

En ce qui concerne les *opérations d'open market*, la loi régissant la Bundesbank (§§ 15 et 21) stipule que pour régulariser le marché monétaire, cette institution peut acheter et vendre sur le marché diverses catégories déterminées de titres. Les opérations d'open market ne peuvent servir qu'au contrôle du marché monétaire et non pas au contrôle ou au soutien du marché financier. Ce dernier ne peut cependant manquer d'être affecté, dans la plupart des cas, par la politique suivie sur le marché monétaire.

Dans la pratique, les interventions d'open market de la Bundesbank consistent d'abord pour elle à modifier les taux de cession et de rachat des différentes catégories de titres du marché monétaire en fonction de l'évolution de ce marché et de ses propres intentions en matière de politique de liquidité.

Les titres négociables sur le marché sur lesquels porte principalement la politique d'open market représentent des bons du Trésor jusqu'à trois mois d'échéance (*Schatzwechsel*) et des bons à intérêt payé d'avance (*unverzinsliche Schatzanweisungen*) jusqu'à deux ans d'échéance émis par l'Etat fédéral, les Chemins de fer fédéraux, la Poste fédérale et les Länder. Ces titres sont appelés « titres de mobilisation » dans la mesure où ils proviennent de la conversion des créances de péréquation (*Ausgleichsforderungen*) ⁽¹⁾ en possession de la Bundesbank (8,7 milliards de

(1) Le Fonds de péréquation des charges a pour mission d'exécuter les obligations légales du gouvernement fédéral en matière de dommages de guerre.

(1) Créances sur les administrations publiques (Länder ou Etat fédéral), productives d'intérêt (3 p.c. en général). Elles ont été remises, lors de la réforme monétaire, à la Bank deutscher Länder ainsi qu'à divers autres organismes par suite de la conversion en Deutsche Mark de leurs engagements en Reichsmark.

Deutsche Mark, y compris les titres de mobilisation déjà créés). La loi de stabilisation économique du 8 juin 1967 prévoit en outre que, lorsque cette possibilité de création de titres de mobilisation sera épuisée, la Bundesbank pourra obtenir auprès du Trésor un montant supplémentaire de papier du Trésor (appelé « papier de liquidité ») jusqu'à un maximum de 8 milliards de Deutsche Mark pour les céder au marché dans le cadre d'une politique restrictive; le Trésor ne profiterait pas du produit des ventes. La Bundesbank n'a pas de portefeuille de titres de mobilisation; les titres de mobilisation qui lui font retour sont automatiquement reconvertis en créances de péréquation (*Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung*).

Plus récemment, c'est-à-dire depuis août 1967, une autre catégorie de titres a été utilisée dans les opérations d'open market, à savoir les *Kassenobligationen* qui n'ont plus que dix-huit mois à courir et qui sont incluses dans la rubrique « Wertpapiere ». Il s'agit de titres de trois à quatre ans d'échéance émis par l'Etat fédéral, les Chemins de fer fédéraux, la Poste fédérale et les Länder, et que la Bundesbank est disposée à acheter aux cours fixés par elle.

En dehors de ces opérations d'open market proprement dites, la Bundesbank, en qualité d'agent financier, effectue également pour le compte de l'Etat fédéral, de ses principaux fonds spéciaux et des Länder, des émissions, des rachats et des amortissements de titres négociables sur le marché monétaire et de titres d'emprunts. Les émissions ou les ventes effectuées à ce titre ont également pour effet de resserrer la liquidité du système bancaire si leur produit est stérilisé à la Bundesbank ou sert au remboursement des crédits en compte qu'elle a accordés.

France.

1. Synthèse.

Abstraction faite de « prêts » entièrement utilisés qui ont donné lieu à une consolidation, l'Etat bénéficie en France d'« avances » — d'un montant limité — dont le solde subit d'assez fréquentes fluctuations. L'Etat rembourse ces avances au moyen des dividendes bruts que la Banque de France lui attribue et

des bénéfiques du Fonds de stabilisation des changes. Le plafond initial est abaissé chaque fois à concurrence de ces remboursements.

Une sorte de soupape est cependant prévue, du fait que l'Etat peut escompter à la Banque de France, sans limitation, des obligations fiscales cautionnées (1). Dans le bilan de la Banque de France, il apparaît clairement que l'Etat recourt à ce réescompte lorsque la marge disponible sur les avances est épuisée.

La Banque de France pratique une politique active en matière d'open market. Ses opérations, qui ne peuvent inclure des crédits directs en faveur de l'Etat, portent sur des effets publics comme sur des effets privés, la part relative de chacun d'eux variant selon les circonstances.

2. Caractéristiques principales.

La convention du 29 octobre 1959 passée entre le Gouverneur de la Banque de France et le Ministre des Finances et approuvée par la loi du 28 décembre de la même année, a apporté un nouvel aménagement comptable des avances à l'Etat. Diverses avances accordées successivement présentaient depuis longtemps un solde inchangé, d'autres retraçaient des variations de position. La convention a regroupé ces avances sous deux postes à l'actif du bilan de la Banque : les « Prêts à l'Etat » et les « Avances à l'Etat ».

a) Prêts à l'Etat.

Ce poste regroupe trois catégories d'avances entièrement utilisées, qui apparaissaient séparément au bilan de la Banque de France avant le 31 décembre 1959 :

1) les anciennes avances permanentes à l'Etat, ou « prêts sans intérêt à l'Etat ». Instituée par le traité du 10 juin 1857, l'avance permanente revêtait le caractère d'une facilité de trésorerie utilisée selon les besoins et ne portant intérêt qu'après compensation avec le solde créditeur du Trésor. En 1897, l'avance permanente devenait gratuite et était inté-

(1) Les obligations cautionnées sont des traites fiscales par lesquelles le redevable de droits de douane, de taxes sur le chiffre d'affaires ou de droits sur l'alcool s'engage, avec une ou plusieurs cautions solidaires, à payer au Trésor les sommes dues. Leur échéance est généralement de quatre mois, parfois réduite à trois ou deux mois.

géralement versée au Trésor. Son montant fut augmenté à diverses reprises;

2) les « avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 » représentaient les avances faites par la Banque pour régler les frais d'occupation;

3) les « avances provisoires à l'Etat » faisaient l'objet de conventions approuvées par le Parlement et avaient pour but d'apporter un concours temporaire au Trésor à l'occasion de crises économiques ou politiques.

Au 31 décembre 1959, ces trois catégories d'avances atteignaient ensemble un montant de 6,5 milliards de francs français. Ce montant fut ramené à 5,45 milliards par la convention du 3 mai 1962, en contrepartie de la prise en charge par le Fonds de stabilisation des changes — lui-même financé par des avances de la Banque de France — des concours au Fonds Monétaire International, précédemment assumés par le Trésor.

Il est prévu d'affecter à l'amortissement des prêts à l'Etat le produit qui résulterait de la liquidation du Fonds de stabilisation des changes, et le solde en espèces du Fonds de soutien des rentes ainsi que la plus-value éventuelle d'une réévaluation de l'encaisse or et des avoirs en devises étrangères de la Banque. Ces amortissements éventuels réduiraient d'autant le solde actuel. En cas de remboursement intégral, le surplus des ressources dégagées serait obligatoirement affecté à l'amortissement de la dette publique.

b) Avances à l'Etat.

Ce poste regroupe les deux dernières catégories d'avances accordées par la Banque de France à l'Etat, à savoir les « avances spéciales » instituées par la convention du 26 juin 1957 et les « avances à échéance déterminée » instituées par la convention du 6 novembre 1957.

Le poste « Avances à l'Etat » est le seul à présenter de nombreuses variations. Les bénéfices du Fonds de stabilisation des changes et les dividendes bruts de la Banque de France attribués à l'Etat, son unique actionnaire, sont affectés à l'amortissement des « avances à l'Etat ». Non seulement les amortissements périodiques affectent le solde des avances, essentiellement variable, mais ils abaissent aussi chaque fois, à due concurrence, le pla-

fond, initialement fixé à la fin de 1959 à 5 milliards de francs français. C'est ainsi qu'au 1^{er} février 1969, le plafond a été ramené à 3.452 millions.

En représentation des avances consenties à l'Etat, la Banque de France détient des bons du Trésor à trois mois, sans intérêt et renouvelables.

Il faut, en outre, noter les obligations fiscales cautionnées que le Trésor peut, selon ses besoins, présenter à la Banque de France soit à l'escompte, soit pour des prises en pension de courte durée, au taux officiel pratiqué par la Banque. Ces effets sont centralisés à la Banque de France qui les encaisse à l'échéance, mais ils peuvent être présentés auparavant, selon les besoins du Trésor, à l'escompte de la Banque. Ils peuvent aussi faire l'objet de prises en pension pour une durée inférieure à celle qui reste à courir jusqu'à l'échéance. Ce système permet de pourvoir avec souplesse et rapidité aux besoins de la Trésorerie, et de suppléer ou de compléter les recours aux avances de la Banque. Cette rubrique du bilan « Obligations cautionnées » subit en cours d'année de très amples variations; à la fin de janvier 1969, son montant dépassait 3 milliards de francs français.

c) Opérations d'open market.

En ce qui concerne les opérations d'open market, la Banque de France est habilitée à acheter et à revendre sur le marché libre des effets publics à court terme et des effets privés admissibles à l'escompte; toutefois, « en aucun cas, ces opérations ne pourront être traitées au profit du Trésor public ou des collectivités émettrices » (décret-loi du 17 juin 1938). En pratique, la Banque de France intervient activement sur l'open market, ainsi qu'en témoignent les variations — qui représentent plusieurs milliards de francs français — enregistrées dans le poste du bilan « Effets négociables achetés en France ».

Italie.

1. Synthèse.

Les possibilités maxima de crédit que l'Etat peut obtenir directement de la Banca d'Italia sous la forme d'avances en compte courant sont fonction de l'importance des dépenses

budgétaires. Le Trésor peut, en outre, disposer de ressources complémentaires par le placement en bons du Trésor des réserves obligatoires déposées auprès de la Banca d'Italia par les banques sous forme d'avoirs en compte courant.

En plus de ces facilités, le Trésor trouve également un concours indirect auprès de la banque centrale à la faveur de la technique du réescompte d'effets représentatifs de stocks obligatoires de produits agricoles. Enfin, la Banca d'Italia peut, sur sa propre initiative, procéder à des opérations d'open market sur le marché.

2. *Caractéristiques principales.*

Les avances qui avaient été accordées par la Banca d'Italia pour assurer les charges de financement du Trésor pendant la guerre et l'après-guerre, ont fait l'objet de mesures de stabilisation en automne de 1947. Le montant résiduel de ces avances, qui figure au bilan de la Banque sous l'intitulé « *Anticipazioni straordinarie al Tesoro* » s'élevait à la fin de 1968 à 339 milliards de liras. Aucun plan d'amortissement n'a été prévu. Tant que les dispositions actuelles resteront en vigueur, la Banca d'Italia ne pourra être de nouveau tenue d'accorder des avances extraordinaires que par une loi spéciale votée par le Parlement et prévoyant leur montant (art. 1 du décret-loi n° 1490 du 24 décembre 1947).

L'octroi de crédits directs de la Banca d'Italia au Trésor revêt la forme d'avances en compte courant et de placements en bons.

Les crédits directs à l'Etat sous forme d'avances en compte courant sont plafonnés à un niveau mobile dépendant du montant des dépenses publiques. Ces dépenses sont subdivisées en trois catégories : les dépenses courantes (ou de fonctionnement), les dépenses budgétaires en capital (ou d'investissement) et les dépenses pour le remboursement d'emprunts. En vertu du décret-loi du 13 décembre 1964, qui fixe les principes pour la détermination du plafond des avances en compte courant, la Banca d'Italia est autorisée à accorder au Trésor des avances de l'espèce qui ne peuvent, à présent, dépasser 14 p.c. des prévisions budgétaires révisées se rapportant au montant total des dépenses courantes, et de

celles en compte capital. Ces avances, qui sont renouvelables, n'ont, jusqu'à présent, jamais atteint le plafond fixé par le décret précité; elles figurent au bilan de la Banca d'Italia sous l'intitulé « *Conto corrente per il servizio di Tesoreria* ».

Les *bons ordinaires* du Trésor sont émis par la voie d'adjudications mensuelles. Lorsque le montant total d'émission décidé par l'Etat n'est pas souscrit entièrement par les établissements de crédit, la Banca d'Italia achète le surplus en recourant aux disponibilités représentées par une partie des réserves obligatoires des banques. Celles-ci sont en effet tenues de verser leurs réserves obligatoires à la Banca d'Italia, soit en bons du Trésor, soit en compte courant. Dans le cadre de ce système, la Banca d'Italia a la possibilité d'acheter des bons du Trésor dans la limite du montant des réserves obligatoires déposées chez elle par les banques sous forme d'avoirs en compte. Les bons du Trésor sont inclus dans la rubrique « *Titoli emessi o garantiti dallo Stato* », qui comprend également d'autres effets publics acquis dans le cadre de la politique d'open market. Quant aux avoirs en compte des banques au titre des réserves obligatoires, ils figurent au passif sous la rubrique « *Conti correnti vincolati* ». A la fin de 1968, ces avoirs s'élevaient à 2.424,4 milliards de liras.

En ce qui concerne le financement indirect du Trésor, il y a lieu de mentionner le réescompte d'effets représentatifs de stocks obligatoires de produits agricoles, constitués principalement par du blé et, pour de faibles montants, par du riz brut et du chanvre. Cette technique permet de financer les stocks grâce à l'émission, par les organismes stockeurs, d'effets qui sont escomptés par les banques et les établissements spécialisés de crédit, puis, présentés au réescompte de la Banca d'Italia. Ces effets sont renouvelables et l'obligation pour la Banca d'Italia de les réescompter est devenue pour l'Etat, qui est financièrement responsable des pertes de gestion du système de stockage, le moyen de transférer à la banque centrale un passif que les crédits du budget ordinaire ne lui permettent pas de couvrir. Ainsi, malgré les remboursements effectués, une masse importante d'arriérés s'est accumulée; elle devra nécessairement être reportée sur

les budgets des exercices futurs et resté, en attendant, dans le portefeuille de la banque centrale et dans celui des institutions de crédit. A la fin de 1968, le montant de ces effets représentatifs de stocks qui sont compris dans le « Portafoglio » s'élevait à 830 milliards de lires.

Quant aux opérations d'*open market*, seuls les achats et les ventes de titres à moyen et long terme entrent en ligne de compte du fait que les bons du Trésor ordinaires sont considérés comme de la quasi-monnaie; ces bons peuvent, en effet, être transformés par les banques en avoirs en compte courant auprès de la Banca d'Italia dans le cadre du mécanisme des réserves obligatoires. Le portefeuille d'*open market* est alimenté non seulement par les achats de titres à moyen et long terme effectués par la Banca d'Italia sur le marché, mais également par des opérations occasionnelles traitées directement avec le Trésor, telles que la souscription intégrale d'emprunts (ce fut le cas, par exemple, en 1966, de l'emprunt émis en vue de financer le Plan Vert et, en 1967, de l'emprunt destiné à financer la construction d'écoles). Pour l'année 1967, les cessions d'effets publics à moyen et long terme ont atteint 505 milliards de lires (contre 308 milliards en 1966) et les achats, 166 milliards de lires (contre 47 milliards en 1966).

Pays-Bas.

1. Synthèse.

La *Bankwet*, ou loi de base qui définit le statut légal et les activités de la Nederlandsche Bank, prévoit la possibilité pour cette institution d'octroyer des crédits directs à l'Etat sous diverses formes. Les avances sans intérêt consenties au Trésor sont limitées par un plafond de 150 millions de florins. Dans le cadre de sa mission de banque centrale, la Nederlandsche Bank a procédé jusqu'à la fin de 1964 à des opérations d'*open market*; depuis lors, les transactions sur le marché ont pratiquement cessé. Cependant, à la suite d'opérations spécifiques de financement effectuées aux termes de conventions particulières avec l'Etat, le portefeuille d'*open market* de la Nederlandsche Bank a été regarni d'effets publics acquis directement auprès du Trésor.

2. Caractéristiques principales.

Aux Pays-Bas, le *crédit direct* à l'Etat revêt statutairement la forme d'escompte ou d'achats d'effets publics, d'avances sur fonds publics ainsi que d'avances sans intérêt en compte courant lorsque le Ministre des Finances le juge nécessaire.

Les trois premiers types d'opérations ne sont soumis à aucune limite quantitative réglementaire. Par contre, les avances sans intérêt en compte courant ne peuvent dépasser un plafond qui était fixé à 15 millions de florins par la *Bankwet* (1948) et a été porté à 150 millions de florins en 1955.

Le recours à ces diverses formes de crédit a lieu, en pratique, de la manière suivante :

— l'escompte de papier directement au profit du Trésor (*Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto*) a été pratiqué pour la dernière fois en 1951;

— l'achat de bons du Trésor directement à l'Etat (*Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht*) a lieu généralement pour financer des opérations spécifiques qui sont neutres du point de vue monétaire, telles que l'amortissement anticipé de dettes extérieures, les tirages en florins par les pays membres du Fonds Monétaire International ou encore le versement d'or dans le cadre d'une augmentation de quota au Fonds Monétaire International;

— les avances sur nantissement d'effets publics n'ont plus été accordées depuis la mise en vigueur de la *Bankwet*;

— le quatrième type est utilisé peu fréquemment : il s'agit des avances sans intérêt en compte courant à l'intérieur du plafond de 150 millions de florins (*Voorschotten aan de Staat*). De 1947 à 1968, on n'a observé de telles avances qu'au cours de six années.

Hormis l'acquisition de titres de la dette publique, qui peut se produire à l'occasion de l'octroi de crédits directs à l'Etat, la Nederlandsche Bank peut se livrer à des opérations portant sur de tels titres dans le cadre de ses fonctions de banque centrale, prêteur en dernier ressort, « chargée de contrôler la valeur de l'unité monétaire de la façon la plus favorable pour la prospérité du pays et de stabiliser le plus possible cette valeur » (1). La

(1) *Bankwet*, article 9.

Nederlandsche Bank peut donc effectuer, avec d'autres agents économiques que l'Etat, des transactions consistant dans l'escompte, l'achat et la vente de titres de la dette publique et dans l'octroi d'avances, par voie de prêts ou en compte courant, sur nantissement de ces valeurs.

Comme prêteur en dernier ressort, la Nederlandsche Bank a pratiquement en permanence un portefeuille de bons du Trésor présentés à l'escompte surtout par les banques et les courtiers d'effets. Au même titre, cette institution consent régulièrement des avances sur nantissement d'effets publics.

La Nederlandsche Bank procède aussi de sa propre initiative à des achats, souvent avec clause de réméré, et à des ventes de titres de la dette publique, aux moments et pour des montants qui lui paraissent appropriés sous l'angle de l'état de liquidité du marché monétaire. Ce sont les *opérations d'open market*. Le portefeuille d'open market de la Nederlandsche Bank (*Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht*) est approvisionné par les achats sur le marché intérieur et, exceptionnellement, à l'étranger. D'autre part, comme il en a été fait mention ci-dessus, la Nederlandsche Bank a acquis de temps en temps des montants supplémentaires d'effets publics directement auprès du Trésor, pour couvrir des besoins de financement spéciaux de celui-ci. Pendant les premières années qui suivirent la fin de la guerre de 1940-1945, ces acquisitions s'opéraient en exécution d'une convention ⁽¹⁾ aux termes de laquelle l'Etat s'était engagé à reprendre les avoirs en Reichsmark de la Nederlandsche Bank. Lorsqu'en 1958, cette possibilité fut épuisée, les acquisitions ont été réalisées dans le cadre de diverses conventions particulières, notamment en rapport avec le financement de la tranche or du quota hollandais au Fonds Monétaire International et des tirages en florins effectués par les membres du Fonds et/ou en vertu des Accords Généraux d'Emprunt. Ces acquisitions ont donc complété la masse de manœuvre de la Nederlandsche Bank pour la poursuite de sa politique d'open market.

On notera que, ces dernières années, la Nederlandsche Bank a réduit sensiblement ses opérations d'achat et de vente sur le marché;

en période de resserrement du marché, elle a préféré intervenir par des achats au comptant de dollars et la revente simultanée à terme. Elle estime que cette dernière technique a l'avantage de lui permettre de suivre le marché avec plus de souplesse et d'adapter au jour le jour sa politique d'intervention aux conditions du marché ⁽¹⁾.

Etats-Unis.

1. Synthèse.

Le *Federal Reserve Act*, loi de base, autorise les Federal Reserve Banks, d'une part, à octroyer des crédits directs au Trésor à concurrence d'un montant limité et, d'autre part, à effectuer des opérations d'open market. Ces deux types d'opérations se font selon les directives générales du Federal Open Market Committee. S'il est fait un usage relativement limité des crédits directs, en revanche, les opérations d'open market ont pris de l'ampleur et ont conduit les Federal Reserve Banks à détenir un portefeuille de papier d'Etat dont l'importance s'est sensiblement accrue au cours des dernières années.

Une législation d'exception existe, qui prévoit expressément, dans des cas spéciaux reconnus comme tels sur l'initiative du Président des Etats-Unis, le relèvement, à concurrence de 3 milliards de dollars, du plafond légal existant pour les crédits directs au Trésor et l'activation des opérations d'open market.

2. Caractéristiques principales.

Aux termes du *Federal Reserve Act*, les Federal Reserve Banks sont habilitées à acheter et vendre des obligations des Etats-Unis ou garantis par ceux-ci. Une distinction est faite dans la loi entre les achats faits directement auprès du Trésor américain par les Federal Reserve Banks et les achats effectués sur le marché.

Le législateur a limité dans le temps l'autorisation accordée aux Federal Reserve Banks d'acquérir *directement* des effets publics auprès du Trésor et a fixé le plafond de ces achats. Actuellement, cette autorisation est

⁽¹⁾ Convention du 26 février 1947.

⁽¹⁾ *Verslag van De Nederlandsche Bank over het boekjaar 1965*, pp. 111-112.

valable jusqu'au 30 juin 1970, le montant maximum des achats nets pouvant aller jusqu'à 5 milliards de dollars. A l'intérieur de ce plafond légal, le Federal Open Market Committee, qui se compose de sept membres du Federal Reserve Board et de cinq représentants des Federal Reserve Banks, fixe périodiquement un plafond réglementaire; ce plafond s'élève actuellement à 1 milliard de dollars. Ce régime doit permettre de financer temporairement le Trésor dans l'attente de rentrées fiscales ou d'emprunts, et de modérer l'incidence, sur le marché monétaire, d'importants mouvements de fonds entre le Trésor et les Federal Reserve Banks. Dans la pratique, le Trésor fait un usage limité de ces facilités de crédit.

Quant aux opérations d'*open market* sur titres de la dette publique ⁽¹⁾, dont le volume est important, le *Federal Reserve Act* dispose qu'elles seront pratiquées par les Federal Reserve Banks, sous les seules directives du Federal Open Market Committee. Actuellement, ces directives limitent à 2 milliards de dollars la variation globale, durant les trois semaines qui séparent les réunions du Committee, de l'encours du portefeuille d'*open market*. Les achats et les ventes se font entre la Federal Reserve Bank of New York et des courtiers ou *dealers*, comprenant notamment des banques. La répartition des titres entre les Federal Reserve Banks s'effectue selon une formule adoptée par le Committee. Alors que les ventes sont définitives, les achats peuvent être soit définitifs, soit assortis d'une clause de revente; dans ce dernier cas ⁽²⁾, le courtier vendeur accepte de racheter (*repurchase agreement*) les titres dans un délai de quinze jours ou moins. Cette pratique des achats avec clause de revente permet des injections monétaires de courte durée en vue de régulariser le marché de l'argent à court terme.

Le but des opérations d'*open market* est d'agir sur les réserves des banques et ainsi sur les crédits bancaires et les flux monétaires. En principe, ces opérations ne servent pas à soutenir le marché des titres de la dette publique. L'accord conclu en mars 1951 entre le Trésor et le Federal Reserve System a

d'ailleurs consacré le caractère primordial de l'objectif de politique monétaire et la liberté du Federal Reserve System en matière d'opérations d'*open market*. Toutefois, il ressort de l'importance accrue du portefeuille des Federal Reserve Banks — la moyenne journalière était, en décembre 1968, de 52,5 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 19 milliards en cinq ans —, qu'en pratique, ces opérations sur le marché ont indirectement servi le Trésor.

*
**

Les prescriptions légales ou réglementaires relatives aux crédits directs et aux opérations d'*open market* peuvent toutefois être levées sur base de la loi du 12 mai 1933. Cette loi d'exception autorise un recours additionnel du Trésor au crédit des Federal Reserve Banks, aux conditions suivantes.

Lorsque le Président des Etats-Unis estime :

- que le commerce extérieur des Etats-Unis est affecté par une diminution de la valeur d'une devise étrangère par rapport à la parité or,
- qu'une action s'impose en vue de maintenir la parité du dollar,
- que les impératifs d'ordre économique exigent une expansion de crédit ou,
- qu'une expansion de crédit est nécessaire pour assurer, aux termes d'un accord international, une stabilisation de devises étrangères à des niveaux adéquats,

il peut enjoindre le Secrétaire au Trésor de conclure avec le Federal Reserve Board un accord autorisant les Federal Reserve Banks pendant une période déterminée, d'une part, à acheter et à détenir des titres de la dette publique à concurrence de 3 milliards de dollars au total (en sus du plafond prévu par la loi de base) et, d'autre part, à effectuer des opérations d'*open market*.

Royaume-Uni.

1. Synthèse.

La Bank of England procède systématiquement à des opérations d'*open market* en vue de régulariser le marché. Comme la couverture de l'émission fiduciaire est constituée par des

(1) Elles peuvent porter également sur des montants restreints d'acceptations bancaires.

(2) Qui ne s'applique pas aux banques *dealers*.

valeurs d'Etat, elle utilise cette masse de manœuvre pour ses opérations sur le marché des rentes (*the gilt-edged market*) et pour les opérations de rachat, de conversion et de souscription d'emprunts publics. L'Issue Department de la Bank of England apporte un concours systématique au gouvernement pour le placement d'emprunts à long terme en lui achetant ce que les banques et le public n'ont pas souscrit. Lors de ces achats, l'Issue Department s'abstient de renouveler des bons du Trésor à court terme pour un montant équivalent, ayant pour résultat qu'en définitive, seule la composition du portefeuille servant à la couverture de l'émission change et non son montant global. Puis, la Bank of England, à mesure qu'elle parvient à placer sur le marché des valeurs à long terme qu'elle a prises en charge, prête de nouveau le produit de cette vente à l'Exchequer.

Cette technique, propre au Royaume-Uni, a pour effet d'associer la Bank of England aux efforts de consolidation de la dette publique et d'éviter des à-coups sur le marché des capitaux, en permettant l'étalement, sur une période pouvant aller jusqu'à dix-huit mois, des placements des emprunts publics à long terme.

L'Etat peut également avoir recours auprès de la Bank of England aux *Ways and Means Advances* qui sont des avances provisoires à très court terme assimilables à des prêts au jour le jour; l'usage de ces facilités est cependant strictement limité.

2. Caractéristiques principales.

La Bank of England intervient presque quotidiennement sur le marché monétaire en achetant et vendant du papier d'Etat. En effet, les mouvements de fonds entre l'Exchequer et le système bancaire sont à ce point importants qu'en l'absence des interventions de la Bank of England, des fluctuations sérieuses se produiraient sur le marché.

A cet égard, il convient de rappeler les relations entre l'Exchequer et l'Exchange Equalisation Account, dont les surplus en sterling sont placés en bons du Trésor. Inversement, pour se procurer les livres sterling dont il a besoin, l'Exchange Equalisation Account se fait rembourser des avances consenties. L'Exchequer doit alors trouver les fonds nécessai-

res en vendant des bons du Trésor au marché monétaire.

Le Banking Department de la Bank of England conserve une réserve de billets (*Notes*) pour répondre aux besoins d'encaisses des banques et du public. Pour réapprovisionner cette réserve, il transfère des valeurs d'Etat à l'Issue Department.

Le portefeuille de ce dernier sert de garantie à l'émission fiduciaire; il comprend essentiellement des fonds publics, des emprunts garantis par l'Etat et des bons du Trésor (*Government Debt and Other Government Securities*). Ces vastes avoirs en valeurs d'Etat servent de masse de manœuvre à la Bank of England dans ses interventions.

Le rôle de banquier du gouvernement que remplit la Bank of England est vaste; il l'amène à s'occuper des principales émissions de fonds publics et d'obligations garanties par l'Etat, qu'il s'agisse de valeurs émises contre espèces ou de conversions, et à se charger des emprunts que l'Exchequer effectue sur le marché monétaire.

a) L'émission de la dette publique à long terme.

L'Issue Department de la Bank of England prête son concours systématique pour le placement des emprunts à long terme du gouvernement. Lors du lancement d'un emprunt, la Bank fixe, d'accord avec l'Exchequer, le prix d'émission, le taux d'intérêt et la date de remboursement de l'emprunt et assure l'émission et la répartition des obligations. Il est intéressant de noter que les Public Departments ⁽¹⁾ acquièrent la partie de l'emprunt non souscrite par le public; ils placent ensuite les titres sur le marché lorsque l'occasion s'en présente ⁽²⁾. Ce système permet la vente de fonds publics d'une manière quasi continue.

Non seulement l'Issue Department fait des opérations sur des emprunts, mais il achète aussi habituellement des titres dont l'échéance est proche. Ces opérations ont pour effet de réduire le montant des titres venant à échéance détenus par le public, ce qui a l'avantage

⁽¹⁾ Les Public Departments sont principalement l'Issue Department de la Bank of England et les National Debt Commissioners; ces derniers sont chargés de la gestion des National Insurance Funds, des Trustee Savings Banks, des fonds de la Post Office Savings Bank et de plusieurs autres fonds à caractère officiel.

⁽²⁾ Le placement de ces titres sur le marché dure en moyenne de trois à dix-huit mois.

de ramener à un chiffre acceptable les mouvements de fonds le jour du remboursement, qu'une émission de conversion ait lieu ou non au même moment.

Dans la mesure où l'Issue Department est vendeur net de titres, il prête à court terme à l'Exchequer le produit des ventes; à cet effet, il acquiert des bons du Trésor émis au robinet (*on tap*) ou consent des avances provisoires en faveur de l'Exchequer. Inversement, quand il est acheteur net de titres, l'Issue Department se procure les ressources financières nécessaires à ses opérations en s'abstenant de renouveler des titres de la dette à court terme pour un montant équivalent.

Les opérations de la Bank of England ont pour objet de soutenir la politique monétaire en consolidant ⁽¹⁾ la dette à court terme de l'Etat. A cet égard, la Bank of England et le gouvernement se sont constamment efforcés de diminuer l'importance de la dette à court terme.

Par ses opérations, qu'elles se rapportent à des émissions ou à d'autres valeurs de son portefeuille, la Bank of England est également à même d'influencer les rendements et les cours des fonds publics sur le *gilt-edged market*. Le cours auquel elle est disposée à négocier les valeurs qu'elle va placer sur le marché à un moment donné influe notablement sur la tendance générale des cours.

b) **L'émission de la dette publique à court terme et les autres opérations sur le marché monétaire.**

La Bank of England se charge également des emprunts que l'Exchequer effectue sur le marché monétaire.

⁽¹⁾ En anglais *funding*, opération consistant à reculer l'échéance moyenne des titres de la dette détenus par le public, soit par la vente de titres dont le produit sert

L'adjudication hebdomadaire de bons du Trésor *on tender* a lieu chaque vendredi, l'émission effective des titres pour lesquels des offres de souscription ont été faites auprès de la Bank of England ayant lieu au cours de la semaine qui suit l'adjudication. La demande de bons du Trésor vient principalement du marché de l'escompte, c'est-à-dire de la douzaine de Discount Houses qui composent le marché, et de banques centrales étrangères. La Bank of England peut acheter des bons du Trésor pour son propre compte lors des adjudications hebdomadaires.

Il existe également des bons du Trésor émis en dehors du marché ou bons émis au robinet. Ces bons du Trésor peuvent être émis à tout moment et ils sont destinés notamment à l'Issue Department de la Bank of England, à l'Exchange Equalisation Account, aux caisses d'épargne et aux fonds publics d'assurance. Le taux auquel ils sont émis n'est pas connu du public et n'exerce aucune action sur le taux retenu pour les adjudications.

Enfin, la Bank of England est habilitée à consentir des avances provisoires (*Ways and Means Advances*) en faveur de l'Exchequer. Ces avances (qui sont reprises dans le poste « Government Securities » du Banking Department) sont toutefois relativement peu fréquentes et peu importantes, la position de trésorerie nette des administrations publiques étant évaluée avec assez de précision chaque jour et ajustée par des ventes ou des achats de bons du Trésor. La limite et la durée de ces avances sont fixées chaque année par la loi de finances relative à l'exécution du budget.

à diminuer l'encours des bons du Trésor, soit par le remplacement de titres à court terme par des titres à long terme.

**Convention du 30 mars 1968 entre l'Etat belge
et la Banque Nationale de Belgique approuvée par le Conseil des Ministres**

Vu la loi du 28 juillet 1948, modifiant la loi organique de la Banque Nationale de Belgique, et spécialement l'article 1^{er}, § 3, litt. a, de cette loi, disposant que « jusqu'à disposition ultérieure, le montant du portefeuille, détenu par la Banque en suite d'opérations faites conformément à l'article 11, 3^o et 9^o, ne pourra dépasser une limite qui sera fixée par conventions entre le Ministre des Finances et la Banque Nationale après avis conforme du Conseil de régence » et que « ces conventions seront approuvées par le Conseil des Ministres et publiées dans la huitaine au *Moniteur belge* »;

Vu le protocole spécial entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en date du 29 janvier 1963 relatif au régime d'association monétaire, et le rapport des populations respectives des deux pays;

Considérant que, depuis 1948, les besoins en moyens de trésorerie de l'Etat belge, provoqués par les décalages en cours d'année entre ses recettes et ses dépenses, se sont accrus dans la proportion de un à trois par rapport au pourcentage d'augmentation de ses recettes ordinaires;

Considérant qu'en conséquence, il se justifie de porter de dix milliards trois cent trente-trois millions de francs à seize milliards cinq cent trente-trois millions de francs, la limite fixée par les conventions intervenues entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique le 14 septembre 1948 (*Moniteur belge* du 18 septembre 1948) et le 15 avril 1952 (*Moniteur belge* du 20 avril 1952);

Considérant qu'il s'indique de soumettre périodiquement à un réexamen la limite conventionnelle et, s'il y a lieu, de l'adapter en tenant compte notamment, d'une part, de l'augmentation des recettes ordinaires de

l'Etat belge, d'autre part, du même rapport de un à trois, et que ce réexamen périodique pourrait être triennal;

Considérant en outre la préoccupation commune des parties de ne pas conférer aux opérations dont il s'agit le caractère d'une facilité d'emprunt permanent, et l'intention exprimée par l'Etat belge de donner à l'utilisation de sa faculté de recours à la Banque Nationale la mobilité normale d'une facilité de caisse affectée à la couverture de déficits de trésorerie en cours d'année;

Revu les conventions intervenues entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, les 14 septembre 1948, 15 avril 1952, 1^{er} février 1963 et 1^{er} décembre 1964;

Sur avis conforme du Conseil de régence, donné en sa séance du 27 mars 1968,

Entre l'Etat belge,
représenté par le Ministre des Finances, d'une part,

et la Banque Nationale de Belgique,
représentée par son gouverneur, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. — Dans l'article 1^{er} de la convention du 14 septembre 1948, modifié par la convention du 15 avril 1952, et complété par celle du 1^{er} février 1963, le montant de « dix milliards trois cent trente-trois millions de francs » est remplacé par celui de « seize milliards cinq cent trente-trois millions de francs ».

Ce même article est complété par les trois alinéas ci-après :

« L'Etat belge entend donner à l'utilisation de sa faculté de recours à la Banque Nationale, dont il est question au premier alinéa, la mobilité normale d'une facilité de caisse affectée

tée à la couverture de déficits de trésorerie en cours d'année. Cette utilisation ne dépassera pas, en moyenne, sur une période de trois ans, les deux tiers de ladite limite.

» Le montant de seize milliards cinq cent trente-trois millions de francs sera réexaminé de trois en trois ans, et pour la première fois en 1971; il sera éventuellement adapté par conventions additionnelles.

» En cas d'adaptation, ce montant sera majoré à raison d'un pourcentage qui ne pourra dépasser le tiers du pourcentage d'augmentation, de 1967 à la dernière année de la période triennale écoulée, des recettes ordinaires que l'Etat belge réalise par année civile ».

Art. 2. — La présente convention entrera en application le 1^{er} septembre 1968.

Fait en double à Bruxelles, le 30 mars 1968.

Pour l'Etat belge,
Le Ministre des Finances,
R. HENRION.

Pour la Banque Nationale de Belgique,
Le Gouverneur,
H. ANSIAUX.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de février 1969. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

MUHLEN E., Monnaie et circuits financiers au Grand-Duché de Luxembourg. (*Université internationale de Sciences comparées, Luxembourg, 1968, 136 p.*)

RAEMAEKERS J., Je paie comptant. (*Services Interbancaires, Bruxelles, 1968, 55 p.*)

Short-Term Borrowing in Europe. A Survey. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 516, février 1969, pp. 117-128.*)

TIMMERMANS A.P., Les antécédents du financement du commerce extérieur. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXVI, n° 5, décembre 1968, pp. 531-549.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

CAMU L., Les nouvelles stratégies bancaires. Rapport de synthèse. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 1, janvier 1969, pp. 14-23.*)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

GERARD A. & autres. Les émissions de titres de sociétés en Europe et aux Etats-Unis. (Colloque international des 21, 22 et 23 novembre 1968 à l'Institut d'Etudes européennes de l'Université Libre de Bruxelles.) (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 1, janvier 1969, pp. 41-73.*)

Holding Companies in the Grand Duchy of Luxembourg. (*Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg, 1969, 59 p.*)

Les fonds de placement et les valeurs belges. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 4, 31 janvier 1969, pp. 1-6.*)

Open End and Closed End Investment Companies in Luxembourg. (*Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg, 1969, 34 p.*)

WITTERWULGHE R., A propos des offres publiques d'acquisition. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXIV, n° 4644, 25 janvier 1969, pp. 57-58.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

CAPPELLEMAN C., Het Belgische B.T.W.-wetsontwerp. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 539-594.*)

DE CADT R., De B.T.W.-wetgeving tegenover de Belgische havens. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 625-636.*)

DEMIN P., De harmonisatie van de omzetbelastingwetgeving in de E.E.G. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 521-526.*)

DEQUAE A., De sociale terugslagen van de belasting over de toegevoegde waarde. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 597-608.*)

GOFFIN R., La T.V.A. belge. Les clairs-obscur d'un projet. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires et financières, Impresor, Bruxelles, cahier n° 147, janvier 1969, 23 p.*)

HINNEKENS L., Een vergelijking van de algemene kentrekken van de Franse, Duitse en Belgische B.T.W.-stelsels. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 661-680.*)

HOFKENS F., De belasting over de toegevoegde waarde en de landbouw. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 615-623.*)

HOUGARDY S., La taxe sur la valeur ajoutée. Les directives de la C.E.E. et le projet belge n° 88. (*Journal pratique de Droit fiscal et financier, Bruxelles, XLII, nos 10-11, octobre-novembre 1968, pp. 329-424.*)

MICHIELSSEN F., Overgangsmaatregelen in verband met voorraden en investeringen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 609-614.*)

MORISSENS L., L'élasticité des recettes fiscales par rapport au revenu imposable des particuliers et aux taux d'imposition. (*Public Finance, La Haye, XXIII, n° 3, 3^e trimestre 1968, pp. 272-289.*)

PEETERS G., Enkele theoretische beschouwingen i.v.m. het B.T.W.-systeem. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 527-537.*)

The Turnover Tax on Value Added in Europe. (*International Bureau of Fiscal Documentation, Amsterdam, 1968, pp. 239-309.*)

VAN DE VOORDE A., Le « Planning Programming Budgeting System ». (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 11, novembre 1968, pp. 35-67.*)

6. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

CAMU A., A Touch of Realism on U.S. Investments. (*Belgian Trade Review, New York, XXIII, n° 12, décembre 1968, pp. 19-21.*)

DE KINDER R., Waarom vreemde investeringen? (*Oost-Vlaanderen groeit, Gand, IV, n° 3, septembre 1968, pp. 4-19.*)

GOVAERTS F., Le revenu national et sa répartition primaire dans les pays du Benelux. (*Bulletin trimestriel économique et statistique de Benelux, Bruxelles, n°s 2-3, septembre 1968, pp. 3-16.*)

MAKART J. & BRIMIOULLE J., Investissements industriels et fonction de production. (*Bruylant, Bruxelles, 1968, 61 p.*)

MOTTE M., Les revenus imposables des personnes physiques et leur répartition régionale selon le niveau du revenu — Exercice 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIV, n°s 11-12, novembre-décembre 1968, pp. 1006-1047.*)

OLISLAEGERS M., Vers un développement des comptes nationaux. (I). (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIV, n°s 11-12, novembre-décembre 1968, pp. 975-989.*)

QUADEN G., L'évolution du revenu des agriculteurs belges depuis 1948. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIII, n° 156, décembre 1968, pp. 213-245.*)

7. PRIX ET SALAIRES

La réforme de l'indice des prix de détail en Belgique. (*Bulletin trimestriel économique et statistique de Benelux, Bruxelles, n°s 2-3, septembre 1968, pp. 22-26.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 1, janvier 1969, pp. 60-66.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

DE BROECK G., Een wettelijk statuut van de collectieve arbeidsovereenkomsten. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LX, n° 1, janvier 1969, pp. 7-20.*)

9. SECURITE SOCIALE

JANSSENS de BISTHOVEN A. & DE NORRE D., L'évolution des cotisations de sécurité sociale depuis 1945. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 1, janvier 1969, pp. 67-79.*)

TROCLET L.E. & VOGEL-POLSKY E., L'influence des conventions internationales du travail sur la législation sociale de Belgique. (*Le Progrès social, Liège, LVI, n° 106, novembre-décembre 1968, pp. 7-47.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

FEDERWISCH J., De la réelle efficacité de quelques mesures dites « de relance économique ». (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XXVI, n° 5, décembre 1968, pp. 553-574.*)

Le Luxembourg, profil géographique et économique. (*Bulletin de Documentation du Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, XXIV, n° 10, 20 décembre 1968, pp. 11-20.*)

Les déséquilibres régionaux en Europe. Régions en retard des pays industrialisés. Projet de recherche comparative internationale. (*Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 611 p.*)

PERSOONS F., Economie régionale et décentralisation économique. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XLI, n° 353, janvier 1969, pp. 40-48.*)

VANDEPUTTE R., Overheid en bedrijfsleven. (*Ondernemen, Bruxelles, XXIV, n° 12, décembre 1968, pp. 359-362.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

EKIERMAN & BAUDONCQ, L'industrie belge du papier et du carton. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIV, n°s 11-12, novembre-décembre 1968, pp. 990-1005.*)

JANSSEN R., Ten Years of Chemical Industry in the European Economic Community. (*Belgian Trade Review, New York, XXIII, n° 12, décembre 1968, pp. 28-32.*)

LAEVAERT W., Over de dimensie van de ondernemingen in België. (*Ondernemen, Bruxelles, XXV, n° 1, janvier 1969, pp. 25-29.*)

VANDAMME J., De Belgische onderneming in de Gemeenschappelijke Markt. (*Ondernemen, Bruxelles, XXV, n° 1, janvier 1969, pp. 13-16.*)

13. TRANSPORTS

van OUTRYVE d'YDEWALLE R., Diepwater, onze beste grondstof. (*Ondernemen, Bruxelles, XXV, n° 1, janvier 1969, pp. 2-11.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

La structure des exportations belges, 1959-1967. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXIII, n° 1, janvier 1969, pp. 13-24.*)

LUTFALLA M., La négociation Kennedy. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLIII, n° 156, décembre 1968, pp. 203-212.*)

ROBBROEKS J.H.C.A., Les échanges commerciaux entre le Benelux et le Royaume-Uni. (*Bulletin trimestriel économique et statistique de Benelux, Bruxelles, n°s 2-3, septembre 1968, pp. 17-21.*)

VANDRIESSCHE F. & PEETERS J., De Belgische uitvoerder geconfronteerd met de Franse en Duitse B.T.W.-wetgeving. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXII, n° 6, décembre 1968, pp. 681-687.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BAILEY R., Foreign Investment in Developing Countries. (*The Banker, Londres, CXIX, n° 516, février 1969, pp. 129-135.*)

- Balance of Payments — Revised Guidelines for Banks and Nonbank Financial Institutions. (*Federal Reserve Bulletin*, Washington, LV, n° 1, janvier 1969, pp. 11-20.)
- BOBBA F., Le problème des liquidités monétaires internationales vu de Bruxelles. (*Cadres*, Rome, XIV, n° 4, octobre-décembre 1968, pp. 17-18.)
- BONGOY M., Processus d'ajustement de la balance des paiements. (*Cahiers économiques et sociaux*, Kinshasa, VI, n°s 3-4, décembre 1968, pp. 305-328.)
- DE VECCHI N., Recenti proposte di riforma del sistema monetario internazionale. (*L'Industria*, Milan, n° 4, octobre-décembre 1968, pp. 441-447.)
- Elimination immédiate des contrôles de la balance des paiements. (*Bulletin mensuel économique de la First National City Bank*, New York, décembre 1968, pp. 5-10.)
- Euro-Bond Issues in Luxembourg. (*Banque Internationale à Luxembourg*, Luxembourg, 1969, 23 p.)
- Eurovaluta's gastarbeiders op de internationale kredietmarkt. (*Economisch Kwartaaloverzicht van de Amsterdam-Rotterdam Bank*, Amsterdam, n° 15, décembre 1968, pp. 29-32.)
- GAINES T., U.S. Balance of Payments. (*Manufacturers Hanover Trust*, New York, 1969, s.p.)
- GARIBAL M., Le système des capitaux flottants. (*Revue politique et parlementaire*, Paris, LXXI, n° 795, janvier 1969, pp. 39-46.)
- HOUTHAKKER H.S., De toekomst van het internationale monetaire bestel. (*Economisch Kwartaaloverzicht van de Amsterdam-Rotterdam Bank*, Amsterdam, n° 15, décembre 1968, pp. 13-16.)
- How to Interpret the Balance of Payments Accounts. (*Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, St. Louis, L, n° 12, décembre 1968, pp. 18-19.)
- JAY D., Time for Monetary Reform. (*The Banker*, Londres, CXXX, n° 515, janvier 1969, pp. 19-23.)
- KERAN M.W., U.S. Balance of Payments in 1968. (*Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, St. Louis, L, n° 12, décembre 1968, pp. 15-17.)
- KUENG E., Die neuen « Sonderziehungsrechte » des Internationalen Währungsfonds. (*Weltwirtschaftliches Archiv*, Kiel, CI, n° 2, 4^e trimestre 1968, pp. 160-179.)
- KVASNICKA J.G., Swap Arrangements and Short-Run Fluctuation in the Official Foreign Exchange Reserves. (*Weltwirtschaftliches Archiv*, Kiel, CI, n° 2, 4^e trimestre 1968, pp. 182-201.)
- L'équilibre des balances des paiements. (*Perspectives économiques de l'O.C.D.E.*, Paris, n° 4, décembre 1968, pp. 26-31.)
- Les mouvements internationaux de capitaux. (*Perspectives économiques de l'O.C.D.E.*, Paris, n° 4, décembre 1968, pp. 32-45.)
- LETICHE J.M., I pagamenti internazionali. (*Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali*, Milan, XVI, n° 1, janvier 1969, pp. 1-30.)
- PENZKOFER P., Wesen und Struktur des Euro-Kapitalmarktes. (*Management International Review*, Wiesbaden, IX, n° 1, février 1969, pp. 97-106.)
- SCHWEITZER P.P., Les droits de tirage et les pays en voie de développement. (*Cadres*, Rome, XIV, n° 4, octobre-décembre 1968, pp. 7-8.)
- SELLESLAGS F., Pratique des paiements internationaux. (*Presses universitaires de Bruxelles*, Bruxelles, 1968, XX+111 p.)
- SNOY et d'OPPUERS (Baron), The Advancement of International Monetary Cooperation. (*Belgian Trade Review*, New York, XXIII, n° 12, décembre 1968, pp. 14-16/37-40.)
- SOLOMON R., Reflections on the International Monetary Crisis. (*Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, St. Louis, L, n° 12, décembre 1968, pp. 20-21.)
- STAMP M., How Further World Monetary Crisis might be Averted. (*The Banker*, Londres, CXXX, n° 515, janvier 1969, pp. 58-62.)
- The Euro-Dollar Market. (*World Financial Markets*, New York, 27 décembre 1968, pp. 10-11.)
- WEISE H., Möglichkeiten und Grenzen des Goldes im internationalen Währungssystem. (*Weltwirtschaftliches Archiv*, Kiel, CI, n° 2, 4^e trimestre 1968, pp. 203-252.)
- ZIJLSTRA J., Interview with Dr. J. Zijlstra, President of the Nederlandsche Bank. (*The Banker*, Londres, CXXX, n° 515, janvier 1969, pp. 8-16.)

17. INTÉGRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

ABS H.J. & autres, Institutions et mécanismes bancaires dans les pays de la C.E.E. (*Dunod*, Paris, 1969, XIX+713 p.)

ASCHINGER M.F., La situation actuelle dans le Marché commun. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse*, Bâle, n° 5, décembre 1968, pp. 92-95.)

BOLLINGER D., Les attitudes européennes des partis politiques français dans la campagne électorale de mars 1967. (*Revue du Marché commun*, Paris, n° 119, janvier 1969, pp. 9-13.)

CARISSIMO-DESURMONT J., Vers une politique sectorielle textile communautaire. (*Revue du Marché commun*, Paris, n° 119, janvier 1969, pp. 14-18.)

de la GRANDVILLE O. & autres, A Note on European Projections of Foreign Trade. (*Economia Internazionale*, Gênes, XXI, n° 4, novembre 1968, pp. 593-609.)

de la VALLEE POUSSIN E., L'Angleterre devant la porte des Communautés Européennes. (*Synthèses*, Bruxelles, XXIII, n° 270, décembre 1968, pp. 33-36.)

DI FENIZIO F., Appunti sulla crisi monetaria europea di fine '68. (*L'Industria*, Milan, n° 4, octobre-décembre 1968, pp. 468-476.)

FEDERICI M., Le réseau des oléoducs européens. (*Cadres*, Rome, XIV, n° 4, octobre-décembre 1968, pp. 77-82.)

- HOLTROP M.M.W., Les banques centrales et l'intégration économique. (*Per Jacobsson Foundation, Stockholm, 1968, III+47 p.*)
- LEMAITRE P., Un compromis rapide entre les Six sur le dossier anglais demeure problématique. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 119, janvier 1969, pp. 5-8.*)
- NORDENSON J., Competition and Cooperation on the European Market : New Conditions and Requirements. (*Skandinaviska Banken, Stockholm, n° 4, 4^e trimestre 1968, pp. 113-117.*)
- Où en sommes-nous dans le Marché commun ? (*Chambre de Commerce de Bruxelles, Bruxelles, 1968, 200 p.*)
- SANDERS P., Des entreprises plus grandes pour l'économie européenne. (*Cadres, Rome, XIV, n° 4, octobre-décembre 1968, pp. 105-110.*)
- SCHAUS L., Il faut vouloir faire l'Europe. (*Synthèses, Bruxelles, XXIII, n° 270, décembre 1968, pp. 27-32.*)
- SOLDATOS P. & VANDERSANDEN G., L'admission dans la Communauté Economique Européenne. (*Cahiers de Droit européen, Bruxelles, IV, n° 6, novembre-décembre 1968, pp. 674-707.*)
- STREETEN P., Die EWG ist gar nicht so anziehend. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, XLVIII, n° 12, décembre 1968, pp. 695-703.*)
- The European Free Trade Association and the Crisis of European Integration. An aspect of the Atlantic Crisis ? (*Michael Joseph, Londres, 1968, 323 p.*)
- THIELEMANS W., Monétaire crisis en economische integratie. (*Streven, Anvers, n° 5, février 1969, pp. 460-468.*)
- VELDKAMP G.M.J., L'harmonisation de la sécurité sociale dans la Communauté Economique Européenne. (*Droit social, Paris, n° 12, décembre 1968, pp. 674-687.*)
- von der GROEBEN H., Problèmes de politique monétaire européenne. Pour l'établissement graduel d'un système monétaire européen. (*Communautés Européennes, Bruxelles, 1968, 18 p.*)

18. DIVERS

- HENRION R., L'élaboration de la règle de droit dans la procédure des pouvoirs spéciaux. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 1, janvier 1969, pp. 3-12.*)
- STORME M., Het beslag- en executierecht volgens het Gerechtelijk Wetboek. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXIII, n° 1, janvier 1969, pp. 26-39.*)
- WATHOUR Ch., Les problèmes de la coordination administrative dans l'Etat. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 11, novembre 1968, pp. 5-33.*)
-

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers
12. — Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté ministériel du 17 janvier 1969

pris en exécution de l'article 20 de la loi du 25 juin 1930 relative au contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (Moniteur du 14 février 1969, p. 1198).

Arrêté royal du 20 janvier 1969

pris en exécution de la loi du 24 décembre 1968 étendant, à titre provisoire, les attributions du Fonds commun de garantie agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957 (Moniteur du 4 février 1969, p. 856).

Arrêté royal du 27 janvier 1969

modifiant l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1966 réglant, en ce qui concerne les dommages aux biens, l'exécution de la loi du 7 mai 1965 portant approbation de l'accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies relatif au règlement du problème des réclamations introduites auprès de l'Organisation des Nations Unies par des ressortissants belges ayant subi des dommages au Congo (Moniteur du 18 février 1969, p. 1272).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêtés royaux du 7 janvier 1969

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et par la Société Nationale du Logement sur les tranches de leurs emprunts à lever durant l'année 1969 (Moniteur du 8 février 1969, p. 1034).

Arrêté royal du 14 janvier 1969

autorisant la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres à modifier ses statuts (Moniteur du 14 février 1969, p. 1190).

Arrêté royal du 4 février 1969

portant affectation d'une somme de 16.353.000 francs, prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique (Moniteur du 26 février 1969, p. 1635).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 12 décembre 1968

portant approbation de quatre protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confirmation de quatre arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1966 (Moniteur du 13 février 1969, p. 1155).

Arrêté ministériel du 15 janvier 1969

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 11 février 1969, p. 1073).

Loi du 22 janvier 1969

modifiant les articles 54 et 71 du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 4 février 1969, p. 844).

Arrêtés royaux du 31 décembre 1968

fixant la situation des crédits reportés du budget de la Dette publique (dépenses extraordinaires et ordinaires) de l'année 1967 (Moniteur des 6 et 14 février 1969, pp. 925 et 1186).

Arrêté royal du 23 janvier 1969

concernant le décime additionnel à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents (Moniteur du 4 février 1969, p. 846).

Arrêté royal du 15 janvier 1969

portant augmentation du plafond de la garantie de l'Etat, prévu par la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, modifiée par la loi du 9 avril 1965 (Moniteur du 5 février 1969, p. 911).

Loi du 28 janvier 1969

contenant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1969 (Moniteur du 7 février 1969, p. 987).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1969 afférentes à la gendarmerie (...), de crédits s'élevant à la somme de 3.303.942.000 francs.

Art. 4. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 235.000.000 francs (...).

Art. 5. — Des crédits d'ordonnancement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 186.000.000 francs.

Article 1^{er}. — L'encours de la garantie de l'Etat, visé par l'article 8 de la loi du 2 août 1960 et modifié par l'article 67 de la loi du 9 avril 1965, est porté à 5 milliards de francs par libération d'une seconde tranche de 500 millions de francs.

Loi du 30 janvier 1969

portant modification des articles 43 et 114 du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 12 février 1969, p. 1115).

Arrêté royal et arrêté ministériel du 5 février 1969

relatifs à l'émission de l'emprunt 6,75 p.c. 1969-1980 (Moniteur du 11 février 1969, p. 1068).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 6,75 p.c. l'an à partir du 24 février 1969.

Les intérêts afférents à la période du 24 février au 15 septembre 1969 inclus, sont fixés à 190, 379, 947, 1.894, 3.788 et 18.938 francs pour les obligations de respectivement 5.000, 10.000, 25.000, 50.000, 100.000 et 500.000 francs.

..

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 98,50 p.c. de la valeur nominale. Il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt 5 p.c. 1957-1969 remboursables le 10 avril 1969.

Arrêté royal et arrêté ministériel du 5 février 1969

relatifs à l'émission de l'emprunt 1969-1975-1982 (Moniteur du 11 février 1969, p. 1070).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,50 p.c. l'an à partir du 24 février 1969 jusqu'au 23 février 1975;

6,75 p.c. l'an à partir du 24 février 1975 jusqu'au 23 février 1982.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année.

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 24 février 1975.

..

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 99 p.c. de la valeur nominale; il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt 5 p.c. 1957-1969 remboursables le 10 avril 1969.

Arrêté royal du 5 février 1969

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1967 du budget des pensions (Moniteur du 22 février 1969, p. 1534).

Loi du 11 février 1969

modifiant le Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 28 février 1969, p. 1692).

Loi du 13 février 1969

augmentant et réduisant certains crédits d'engagement et d'ordonnancement ouverts au titre du budget extraordinaire pour l'année budgétaire 1968 (Moniteur du 19 février 1969, p. 1331).

Loi du 13 février 1969

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'année budgétaire 1968 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux années budgétaires 1967 et antérieures (Moniteur du 22 février 1969, p. 1450).

4. — AGRICULTURE

Arrêté ministériel du 6 janvier 1969

instituant une commission de génie rural (Moniteur du 12 février 1969, p. 1122).

Article 1^{er}. — Il est institué auprès du Ministère de l'Agriculture une Commission de génie rural chargée :

1. de l'étude des problèmes communs relatifs aux mesures d'amélioration de la structure en matière :

- de constructions rurales et de la technologie agricole et horticole,
- du remembrement et de l'aménagement de l'espace rural,
- du régime hydrologique des terres agricoles et des chemins ruraux;

2. de la coordination des études faites dans ces divers domaines;

3. de la programmation des mesures d'amélioration de la structure à prendre dans ces divers domaines.

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 17 janvier 1969

fixant, pour l'année civile 1969, les taux du prélèvement perçu en faveur du Directoire de l'Industrie charbonnière (Moniteur du 8 février 1969, p. 1037).

Arrêté royal du 20 janvier 1969

portant abrogation de l'arrêté royal du 13 janvier 1954 relatif aux obligations de stockage des meuniers industriels agréés (Moniteur du 1^{er} février 1969, p. 797).

Arrêté royal du 20 janvier 1969

maintenant en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks (Moniteur du 8 février 1969, p. 1039).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 24 décembre 1969

fixant les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 40 du 24 octobre 1967 sur le travail des femmes. Errata (Moniteur du 6 février 1969, p. 968).

Arrêtés royaux des 5 et 13 février 1969

modifiant les articles 122 et 87 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 25 février 1969, p. 1577).

Arrêté royal du 21 février 1969

instituant un Comité permanent chargé de promouvoir la formation des agents des services publics (Moniteur du 25 février 1969, p. 1570).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 9 janvier 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 février 1965 prescrivant une investigation statistique mensuelle concernant le chiffre d'affaires réalisé par certaines entreprises de commerce de détail (Moniteur du 21 février 1969, p. 1418).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 12 décembre 1968

portant approbation de quatre protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et con-

firmation de quatre arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1966 (Moniteur du 13 février 1969, p. 1155).

Arrêté ministériel du 15 janvier 1969

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 11 février 1969, p. 1073).

Arrêtés ministériels du 13 février 1969

modifiant la liste I annexée aux arrêtés ministériels du 7 janvier 1966, soumettant à licence l'importation et l'exportation de marchandises (Moniteur du 22 février 1969, p. 1537).

9. — TRANSPORTS

Loi du 10 janvier 1969

modifiant la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège et approuvant les modifications aux statuts de cet établissement public (Moniteur du 4 février 1969, p. 843).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 12 février 1969

portant rajustement des tarifs téléphoniques et télex intérieurs et coordination des tarifs du service radiotéléphonique avec les navires (Moniteur du 19 février 1969, p. 1344).

Arrêté ministériel du 21 février 1969

portant modification des tarifs et conditions d'usage de la correspondance télex en service intérieur (Moniteur du 27 février 1969, p. 1657).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 16 janvier 1969

fixant les nouveaux taux uniques des pensions prévues par les titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, par les lois coordonnées sur les pensions de réparation et par les lois des 24 avril 1958, 7 juillet 1964, 29 mars 1967 et 24 décembre 1968 (Moniteur du 6 février 1969, p. 926).

Arrêté royal du 18 janvier 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 1^{er} février 1969, p. 810).

Arrêté royal du 24 janvier 1969

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 8 février 1969, p. 1042).

Arrêté royal du 12 février 1969

modifiant : 1° l'arrêté royal du 19 juillet 1960 réglant l'agrégation des services d'aide aux familles et l'octroi de subventions à ces services, modifié par les arrêtés royaux du 30 novembre 1962, du 4 novembre 1964, du 12 mai 1965, du 3 janvier 1966, du 3 avril 1967 et du 26 novembre 1968; 2° l'arrêté royal du 12 mai 1965 réglant l'agrégation des services d'aide aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié par les arrêtés

royaux du 3 janvier 1966, du 3 avril 1967 et du 10 février 1969 (Moniteur du 15 février 1969, p. 1231).

Arrêté ministériel du 14 février 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 22 mai 1964 relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle (Moniteur du 25 février 1969, p. 1579).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision du Conseil du 28 janvier 1969
(69/59/C.E.E.)**

autorisant la tacite reconduction au-delà de la période transitoire de certains accords commerciaux conclus par les Etats membres avec les pays tiers (Journal officiel du 20 février 1969, n° L 43, p. 15).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail .

	Source	1947	1965	1965	1966	1967
		(milliers)		1	1	1
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.556	9.606
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.039	6.058
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.007	3.017
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.032	3.041
Population active ² :	Ministère de l'Emploi et du Travail	<i>(estimations de moyennes annuelles)</i>		<i>(estimations à fin juin)</i>		
		3.481	3.660	3.705	3.692	3.698
dont : Agriculture	»	423	206	230	216	209
Industries extractives	»	191	97	95	84	74
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.253	1.219
Bâtiments et construction	»	197	286	293	296	304
Transports	»	243	243	266	267	263
Commerce, banques, assurances et services	»	1.024	1.476	1.445	1.454	1.484
Chômeurs complets	»	92	61	59 ³	62 ³	92 ³
Ouvriers frontaliers ⁴	»			61	60	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la Sécurité sociale	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,9
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,6
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	114,1
e) Corrections et compléments	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	24,4	22,7	23,6
Total ...	243,4	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	415,6	454,4	486,7
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	31,1	29,4	30,4
b) Professions libérales ¹	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	109,1	113,3
d) Revenus des sociétés de personnes ²	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,7	8,3	7,5
e) Ajustement statistique	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,7	0,4	0,4
Total ...	110,7	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	167,4	171,4	176,8
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,6	37,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6
Total ...	62,3	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	84,1	90,5	96,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	7,2	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	12,2	10,0
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,8	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	20,7
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,4	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	4,3	3,2	5,2
7. Intérêt de la dette publique	-12,9	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,8
Revenu national net au coût des facteurs ...	423,9	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	681,1	723,5	766,5
8. Amortissements	50,5	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,5	86,0	91,5
Revenu national brut au coût des facteurs ...	474,4	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	760,6	809,5	858,0
9. Impôts indirects	55,2	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	120,9	134,4
10. Subsidés	- 6,9	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-14,1	-15,3
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

¹ Avant taxation.
² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

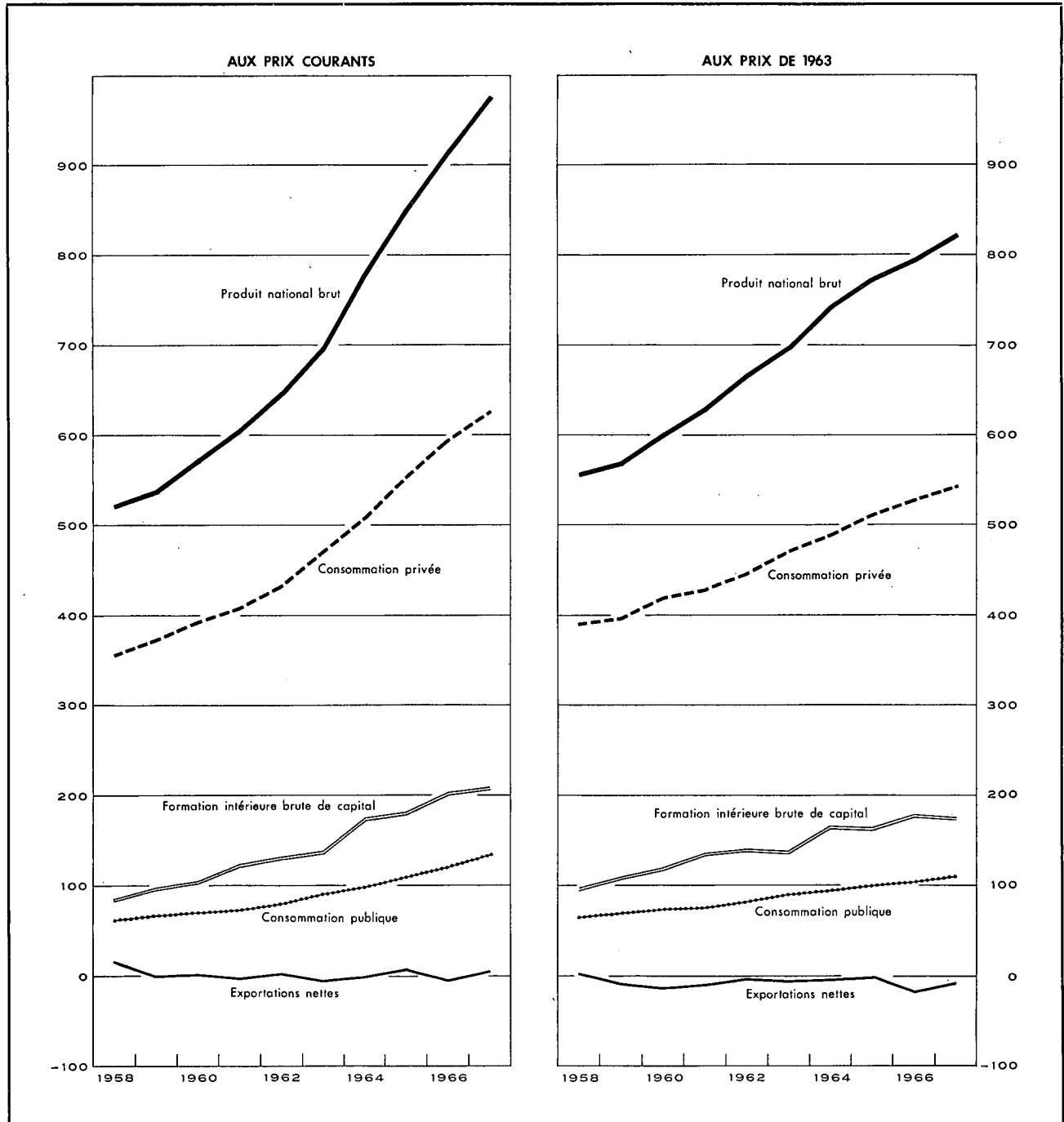
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Agriculture, sylviculture et pêche	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	46,9	45,6	47,2
2. Industries extractives	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,5	13,7	13,1
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	51,5	56,0	60,8
b) Textiles	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,0	23,9	21,4
c) Vêtements et chaussures	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,8	12,7	12,5
d) Bois et meubles	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	12,9	13,7
e) Papier, impression, édition	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,2	14,6	15,4
f) Industries chimiques et activités connexes	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,9	22,3	24,2
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	21,5	22,7
i) Fabrications métalliques et cons- tructions navales	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,4
j) Industries non dénommées ailleurs	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,7	25,9	27,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>258,8</i>	<i>278,2</i>	<i>287,6</i>
4. Construction	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	59,1	63,8	69,2
5. Electricité, gaz et eau	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	15,6	17,1	18,6
6. Commerce, banques, assurances immeu- bles d'habitation :										
a) Commerce	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	132,0	147,3	160,5
b) Services financiers et assurances ...	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	27,6	31,2	34,5
c) Immeubles d'habitation	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,2	54,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>207,7</i>	<i>229,7</i>	<i>249,3</i>
7. Transports et communications	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	62,1	65,6
8. Services	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	181,7	197,7	215,8
9. Corrections	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	3,9	1,6	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	514,8	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	846,0	909,5	970,2
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	6,9
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I- 4. — P.N.B. CALCULÉ PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	141,7	150,7	158,4
b) Boissons et tabacs	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,2	44,6
c) Vêtements et autres effets personnels	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	55,2	58,7	58,1
d) Loyers, taxes, eau	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,5	63,1	67,1
e) Chauffage et éclairage	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,1	29,2	30,7
f) Articles ménagers durables	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	50,5	54,7	55,5
g) Entretien de la maison	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,1	28,1	30,0
h) Soins personnels et hygiène	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,7	42,9	46,1
i) Transports et Communications	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	53,2	58,9	62,9
j) Loisirs	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,3	47,0	51,9
k) Autres dépenses et ajustement statistique	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	16,6	21,4	22,6
<i>Total ...</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>393,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>472,2</i>	<i>507,8</i>	<i>553,7</i>	<i>595,9</i>	<i>627,9</i>
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	84,8	93,4
b) Biens et services	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,6	32,6
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,0
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1
<i>Total ...</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>98,0</i>	<i>109,2</i>	<i>119,7</i>	<i>133,1</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,4
b) Industries extractives	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,7
c) Industries manufacturières	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	58,0
d) Construction	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	7,0
e) Electricité, gaz et eau	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,0
f) Commerce, banques, assurances	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	18,1	19,0
g) Immeubles d'habitation	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	51,3	47,4	49,1
h) Transports et communications	12,0	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	22,7
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,5	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	20,5	25,9	30,0
j) Autres services	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4
k) Variations de stocks	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,3	7,7	-2,6
l) Ajustement statistique	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	-1,1	-0,2	-0,6
<i>Total ...</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>138,7</i>	<i>176,0</i>	<i>181,8</i>	<i>204,1</i>	<i>209,1</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	375,8
b) Importations totales	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,8
c) Exportations nettes	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+7,0
Produit national brut aux prix du marché ...	522,7	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	852,8	916,3	977,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	91	89	93	95	98	100	101	103	106	111
b) Boissons	83	87	89	92	93	100	106	110	107	112
c) Tabac	88	89	93	95	100	100	105	112	116	117
d) Vêtements et autres effets personnels	77	80	85	89	93	100	104	110	112	110
e) Loyers, taxes, eau	95	96	96	97	99	100	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	68	69	74	77	92	100	90	98	99	104
g) Articles ménagers durables	69	72	82	87	91	100	112	120	126	127
h) Entretien de la maison	90	92	94	96	100	100	103	106	108	110
i) Soins personnels et hygiène ...	79	82	87	90	96	100	102	111	113	116
j) Transports	68	70	77	79	84	100	110	121	126	132
k) Communications P.T.T.	81	81	83	87	93	100	108	114	123	132
l) Loisirs	90	89	89	93	96	100	105	109	111	116
<i>Total ...</i>	83	84	89	91	95	100	104	108	112	115
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	76	79	83	86	91	100	105	112	118	124
b) Biens et services	65	73	76	74	86	100	102	104	112	124
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	69	71	74	80	90	100	109	117	119	129
<i>Total ...</i>	73	77	81	82	90	100	104	110	114	122
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	106	111	93	104	97	100	110	116	126	112
b) Industries extractives	152	105	86	113	81	100	96	93	78	75
c) Industries manufacturières	50	52	73	89	100	100	99	110	126	132
d) Construction	35	44	48	62	105	100	89	94	109	115
e) Electricité, gaz et eau	80	99	80	75	119	100	108	126	147	177
f) Commerce, banques, assurances	66	75	82	90	93	100	99	97	110	112
g) Immeubles d'habitation	92	99	117	125	107	100	146	149	131	127
h) Transports et communications	87	83	89	90	96	100	101	118	125	134
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	67	82	75	77	84	100	139	112	132	151
j) Enseignement	29	64	76	94	105	100	88	85	107	106
k) Autres services	72	80	84	94	96	100	99	99	117	126
<i>Total ...</i>	70	79	86	98	101	100	119	118	129	127
4. Exportations nettes de biens et services :										
b) Exportations totales	68	73	80	87	93	100	111	120	124	132
b) Importations totales	66	74	83	89	93	100	111	118	128	133
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	80,0	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	111,0	114,1	118,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0	
1966 2 ^e trimestre	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 ^e trimestre	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 ^e trimestre	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 ^{er} trimestre	102,7	45,9	108,1	94,7	121,7	132,7	113,3	106,9	99,1	107,8	
2 ^e trimestre	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
4 ^e trimestre	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3	
1966 Décembre	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,5	100,5	104,9	
Février	102,6	46,2	107,9	94,6	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars	102,7	45,3	107,4	93,8	120,2	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	
Avril	102,4	45,0	106,4	93,4	119,1	127,5	111,0	104,7	96,3	113,3	
Mai	102,6	44,7	106,4	93,9	117,7	127,3	109,9	108,1	95,7	114,8	
Juin	102,7	44,4	106,3	93,5	116,9	128,5	109,2	107,0	95,2	116,0	
Juillet	102,0	43,8	106,0	91,8	117,6	127,4	108,9	105,9	94,8	114,3	
Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1961	37,1		52,0	89,1	7,1	3,9		20,8	13,0
1962	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6		18,9	15,0
1963	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7		15,9	17,1
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1967 2 ^e trimestre	4,6	38,4	38,2	81,2	7,2	1,6	5,2	13,6	4,9
3 ^e trimestre	4,4	36,8	37,9	79,1	7,6	3,8	5,8	11,3	4,8
4 ^e trimestre	7,0	49,3	40,4	96,7	6,5	3,9	7,1	10,1	3,4
1968 1 ^{er} trimestre	6,7	62,9	43,2	112,8	5,7	2,1	7,3	13,4	3,8
2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2	4,8
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1968 Janvier	7,2	64,4	42,9	114,5	5,3	2,3	7,6	13,6	3,5
Février	6,8	63,7	43,2	113,7	5,6	2,1	7,5	12,3	3,8
Mars	6,0	60,8	43,5	110,3	6,3	1,9	6,8	14,3	4,2
Avril	5,3	57,4	43,7	106,4	7,2	1,6	6,4	14,8	4,4
Mai	4,3	53,6	43,6	101,5	7,6	1,5	5,9	14,5	4,9
Juin	3,6	48,5	43,2	95,3	7,7	1,8	5,3	13,3	5,2
Juillet	3,9	48,7	43,9	96,5	7,9	2,7	5,3	10,6	4,9
Août	3,8	46,0	43,7	93,5	7,8	3,6	5,8	12,9	5,6
Septembre	4,0	45,9	44,0	93,9	8,1	4,4	6,7	15,1	5,7
Octobre	5,0	47,3	44,8	97,1	7,5	3,6	7,0	15,5	5,4
Novembre	5,6	49,9	45,8	101,3	6,9	3,0	6,7	12,4	5,7
Décembre	6,7	54,9	47,2	108,8	5,8	2,4	6,1	11,0	5,7
1969 Janvier	4,5	57,3	47,6	109,4	5,4	1,6	6,4	17,4	6,6

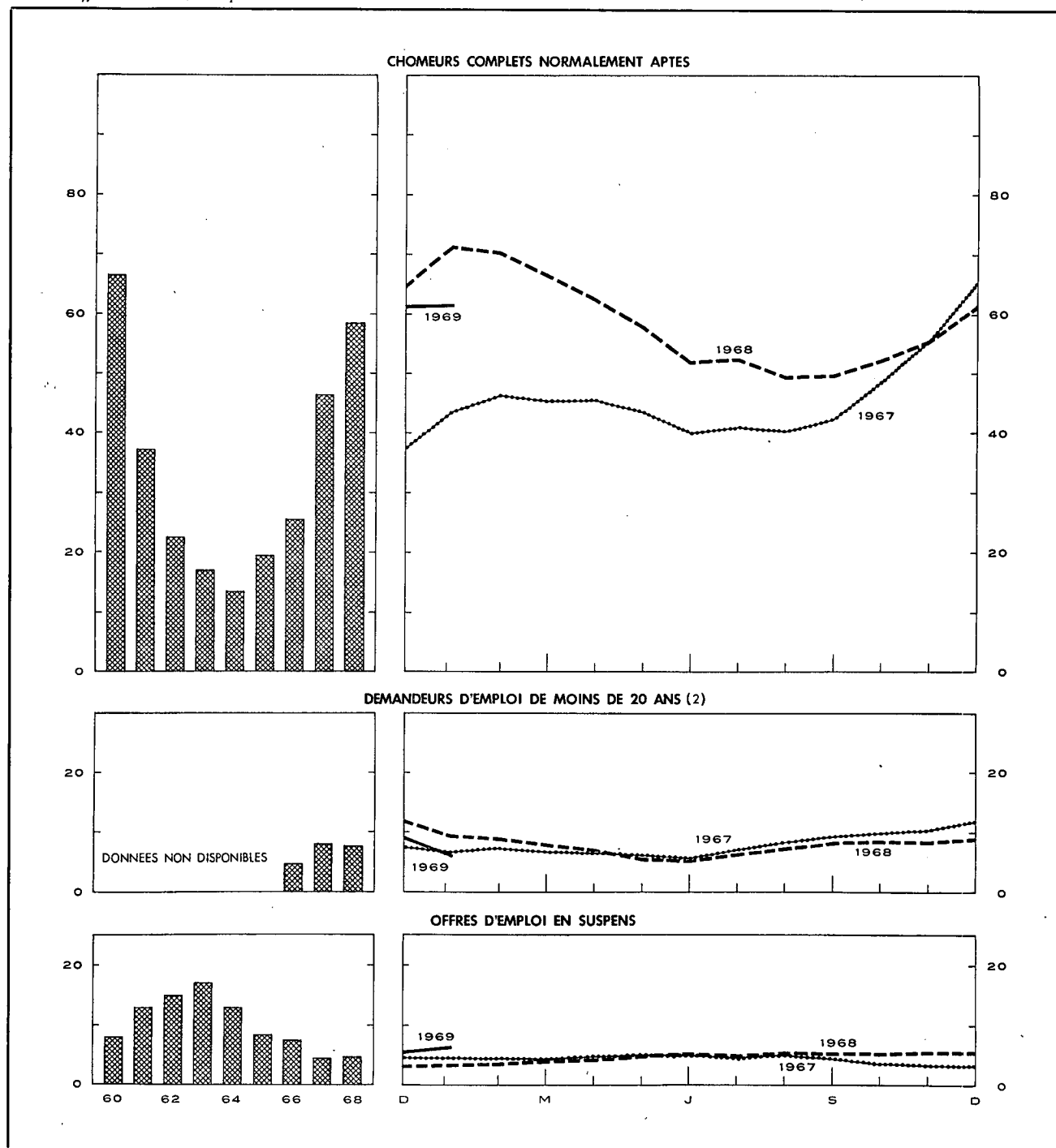
¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 p
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	273	256	252	246	262	266	247	232	235
dont : froment	203	206	209	200	216	227	212	199	203
seigle	63	44	39	41	42	34	30	27	27
Céréales non panifiables	252	263	260	255	239	254	260	259	251
Plantes industrielles	96	92	93	94	106	95	92	95	108
Plantes racines et tuberculifères	131	120	116	114	103	98	98	99	90
Légumes cultivées pour la graine	11	11	10	10	11	10	9	8	8
Prés et prairies	819	821	829	825	815	810	810	810	807
Divers	129	136	129	135	129	119	124	123	114
Total ...	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.613
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	773	722	835	759	900	854	650	828	
Autres céréales	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	
Betteraves sucrières	3.370	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	4.000	
Lin (graines et paille)	214	196	231	240	283	190	167	105	
Chicorée à café	55	60	37	47	68	46	29	32	
Pommes de terre	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	159	148	141	132	120	108	95	86	71
Total des bovidés	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805
dont : vaches laitières	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067
Porcs	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres)	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	441	429	462	458	429	461	500	548	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

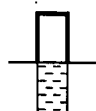
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Aiglefin	232	262	285	300	221	281	233	141	130
Cabillaud	653	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322
Plie	381	390	291	346	424	322	294	442	516
Sole	257	350	314	347	631	201	263	329	412
Raie	342	323	328	310	298	319	280	182	178
Hareng	260	528	409	273	153	134	112	61	30
Crevettes	89	39	80	48	76	75	72	80	104

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



Pourcentage des réponses " en hausse " pour les questions A, B et C

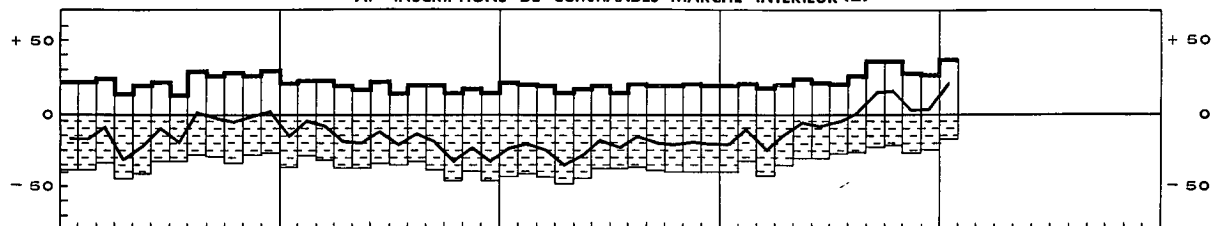
Pourcentage des réponses " supérieur à la normale " pour les questions D et E

Pourcentage des réponses " en baisse " pour les questions A, B et C

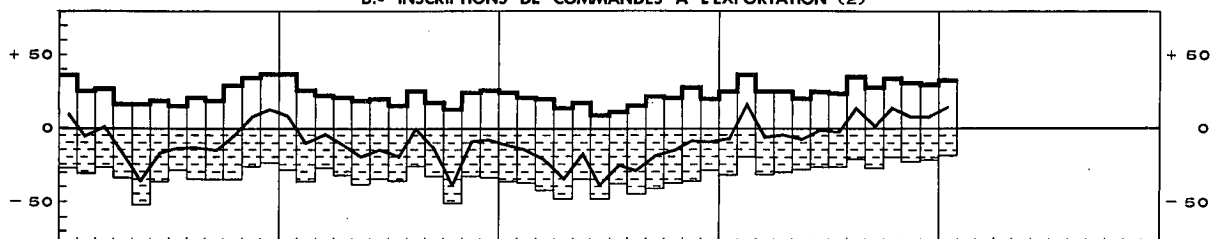
Pourcentage des réponses " inférieur à la normale " pour les questions D et E

— { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " en hausse " et " en baisse " pour les questions A, B et C
 — { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement " supérieur " et " inférieur " à la normale pour les questions D et E

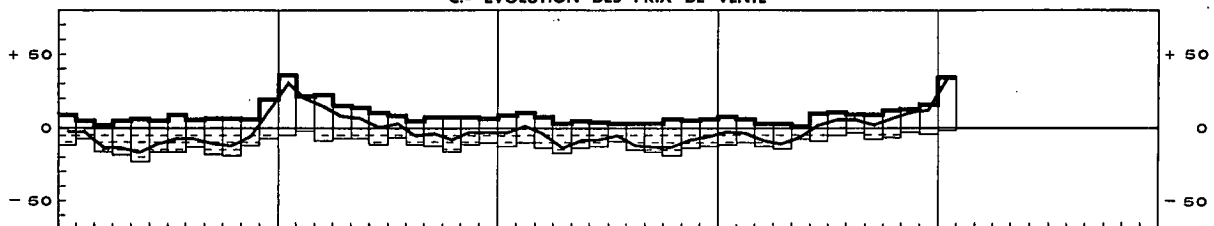
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



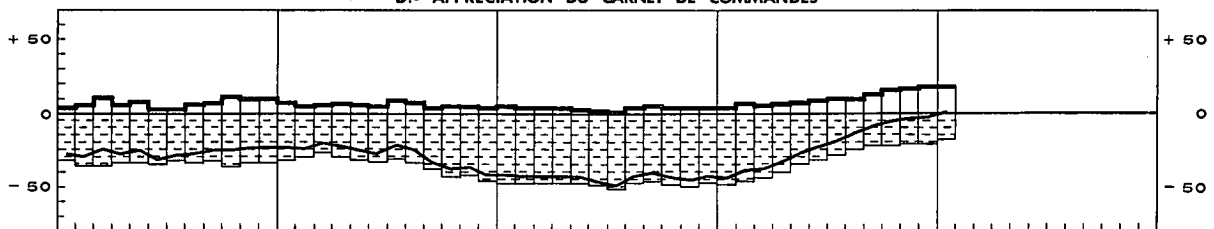
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



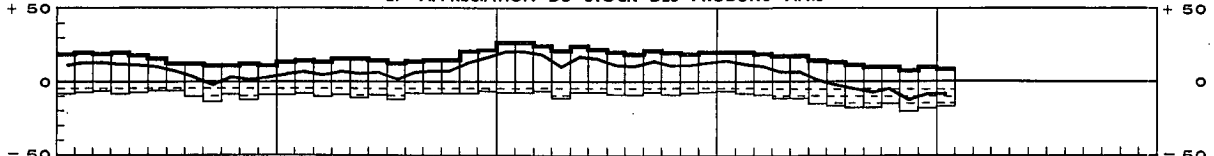
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



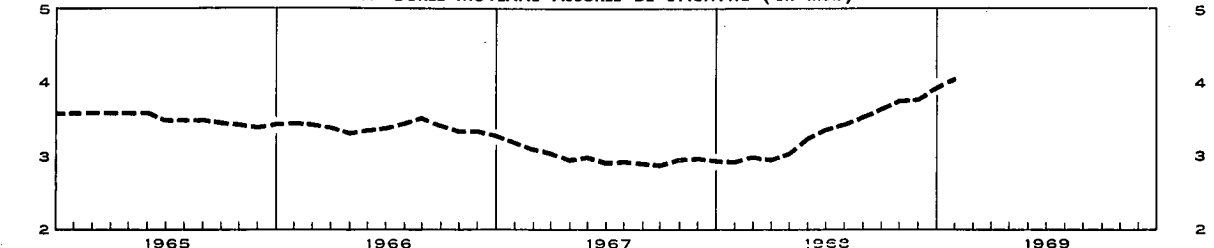
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économiques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1963	135	142	129	138	136
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	148
1966	150	162	148	150	150
1967	152	165	149	152	p 153
1968				p 166	
1967 2 ^e trimestre	153	165	152	154	151
3 ^e trimestre	143	155	136	148	152
4 ^e trimestre	162	176	157	156	p 155
1968 1 ^{er} trimestre	158	173	p 154	162	p 160
2 ^e trimestre	p 162	p 176	p 161	162	p 163
3 ^e trimestre	p 153	p 166	p 149	164	p 159
4 ^e trimestre				p 175	
1968 Janvier	155	169	p 150	160	p 158
Février	155	170	p 156	160	p 159
Mars	164	179	p 156	168	p 163
Avril	p 162	p 177	p 161	163	p 159
Mai	p 164	p 178	p 162	160	p 160
Juin	p 160	p 174	p 161	164	p 169
Juillet	p 132	p 144	p 131	153	p 150
Août	p 154	p 168	p 146	166	p 159
Septembre	p 172	p 187	p 170	173	p 168
Octobre	p 187	p 204		p 180	
Novembre	p 168	p 183		p 170	
Décembre				p 175	
1969 Janvier				p 178	
Février				171 ³	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

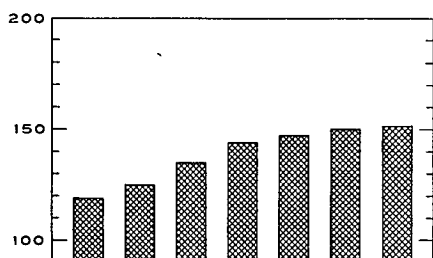
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Siderurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Raffineries de pétrole	
									Total	dont :					Total	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)
Fila-tures	Tissage	Bonne-terie	Total	Total											
1962	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267
1967 2 ^e trimestre	153	78	165	161	166	164	171	138	134	120	139	154	191	276	259
3 ^e trimestre	143	65	155	151	148	162	164	145	115	104	122	130	176	244	258
4 ^e trimestre	162	74	176	147	173	181	185	157	147	137	157	159	200	299	283
1968 1 ^{er} trimestre	158	70	173	137	185	183	178	129	144	136	149	157	212	310	313
2 ^e trimestre	p 162	70	p 176	160	187	190	p 184	145	145	137	151	157	216	313	314
3 ^e trimestre	p 153	59	p 166	149	174	178	p 169	p 141	124	111	133	135	p 211	311	386
1967 Novembre	162	76	176	149	171	181	186	167	144	132	156	157	200	297	270
Décembre	156	68	170	129	172	184	181	137	147	144	157	144	195	284	314
1968 Janvier	155	72	169	124	185	181	175	125	143	138	146	157	214	317	299
Février	155	68	170	133	181	180	176	124	140	134	145	151	208	296	308
Mars	164	69	179	153	190	187	183	139	147	137	155	164	215	317	331
Avril	p 162	70	p 177	161	187	185	p 183	139	146	134	149	169	216	311	322
Mai	p 164	73	p 178	160	188	192	p 186	150	145	134	151	156	222	316	283
Juin	p 160	66	p 174	161	184	191	p 183	145	146	142	151	148	209	312	335
Juillet	p 132	51	p 144	132	154	162	p 146	p 138	99	82	123	89	196	256	355
Août	p 154	60	p 168	157	176	184	p 169	p 144	122	115	116	147	219	323	393
Septembre	p 172	66	p 187	157	193	188	p 192	p 140	151	137	161	167	p 220	353	410
Octobre	p 187	71	p 204	169	210	205	p 203	p 173	p 175	153	179	186	p 233	p 320	391
Novembre	p 168	66	183	158	189	190	185	161	158	141	175	162	203		387

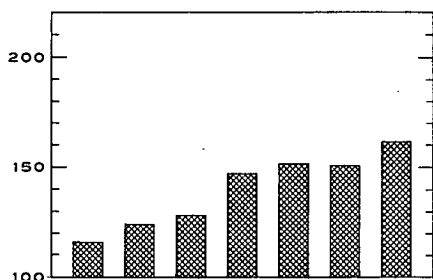
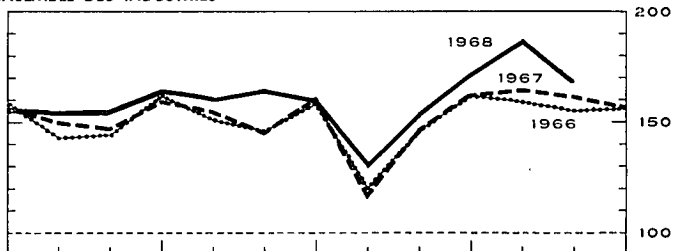
* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

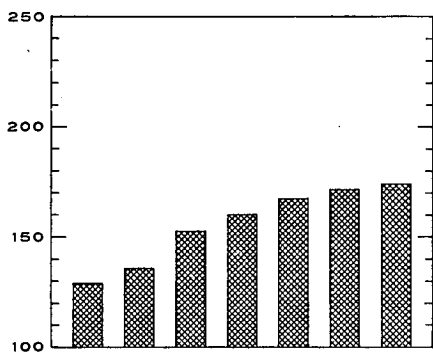
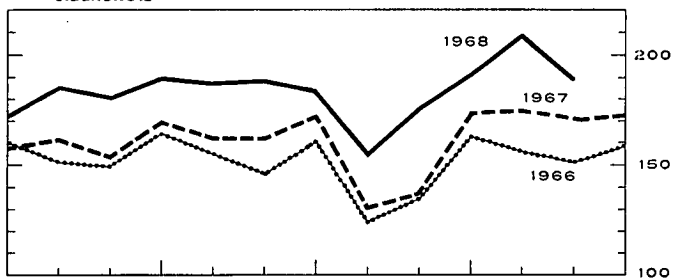
Base 1958 = 100



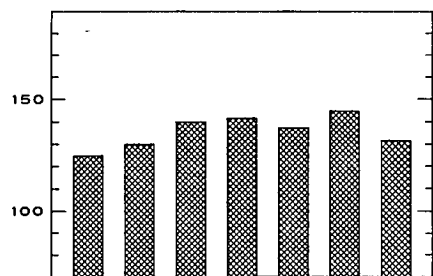
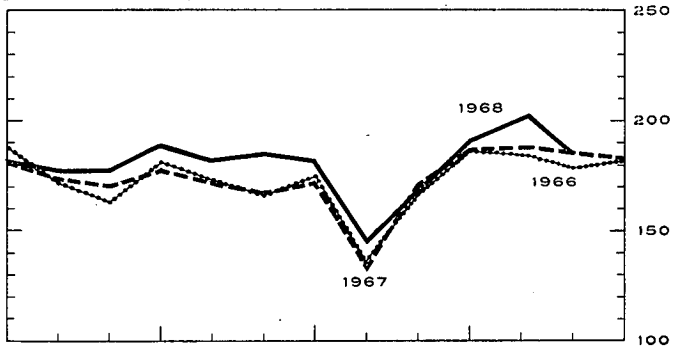
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



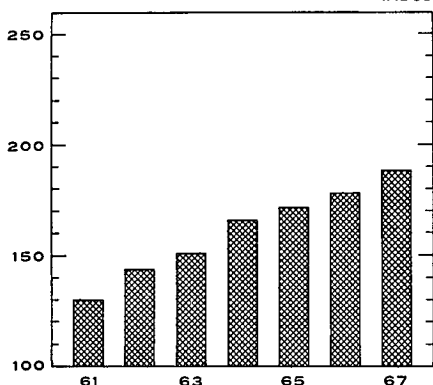
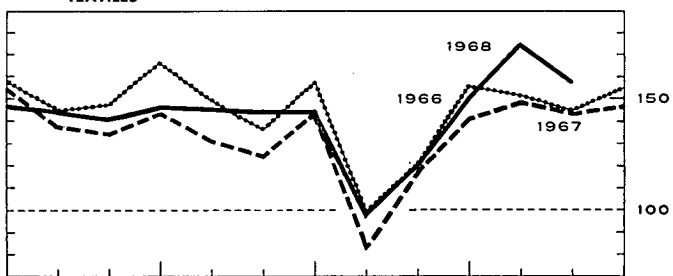
SIDERURGIE



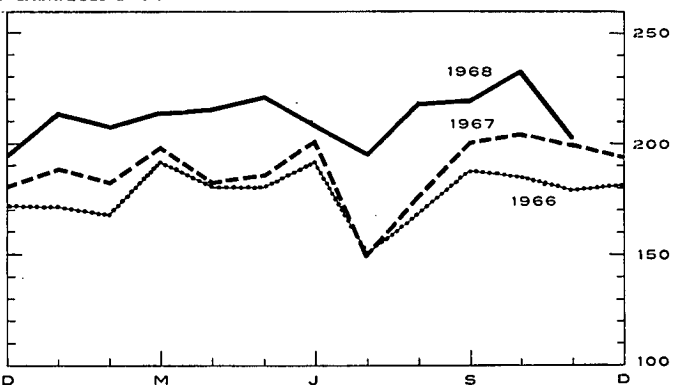
FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



INDUSTRIES CHIMIQUES ET DU CAOUTCHOUC



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cruée ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1963	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	254
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1968	p 1.234	p 1.733			p 1.418	2.088			
1967 2 ^e trimestre	1.430	3.033	426	2.245	1.335	1.812	1.401	100	255
3 ^e trimestre	1.193	2.889	325	1.903	1.314	1.688	1.394	90	233
4 ^e trimestre	1.383	2.644	395	2.276	1.372	2.089	1.527	101	375
1968 1 ^{er} trimestre	1.361	2.544	489	2.313	1.404	2.145	1.687	106	431
2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334
4 ^e trimestre	p 1.204	p 1.733			p 1.455	2.323			
1967 Novembre	1.431	2.849	380	2.282	1.392	2.067	1.458	99	389
Décembre	1.314	2.644	399	2.385	1.376	2.184	1.696	103	415
1968 Janvier	1.448	2.561	445	2.362	1.407	2.219	1.616	106	449
Février	1.324	2.571	495	2.270	1.415	2.076	1.658	102	430
Mars	1.311	2.544	527	2.308	1.391	2.140	1.787	109	413
Avril	1.336	2.554	440	2.224	1.430	1.995	1.740	103	345
Mai	1.366	2.548	428	2.246	1.432	2.025	1.530	108	243
Juin	1.187	2.493	519	2.199	1.402	1.868	1.810	99	365
Juillet	971	2.429	370	1.827	1.410	1.779	1.917	98	329
Août	1.050	2.286	518	2.200	1.350	1.945	2.119	102	309
Septembre	1.203	2.218	437	2.205	1.413	2.044	2.213	101	364
Octobre	1.274	2.095	430	2.349	1.453	2.267	2.112	104	444
Novembre	1.164	1.916	490	2.331	1.440	2.258	2.093	102	400
Décembre	p 1.173	p 1.733			p 1.472	2.443			
1969 Janvier	p 1.318	p 1.679			p 1.455				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1963	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	p 963					
1967 2 ^e trimestre	829	650	6,74	6,74	13,48	14,20
3 ^e trimestre	743	557	6,15	5,77	11,92	12,17
4 ^e trimestre	879	664	7,09	7,39	14,48	14,95
1968 1 ^{er} trimestre	952	727	7,07	8,20	15,27	14,29
2 ^e trimestre	958	728	p 7,03	p 8,10	p 15,13	p 14,75
3 ^e trimestre	914	658	p 6,82	p 7,91	p 14,73	p 12,81
4 ^e trimestre	p 1.030					
1967 Novembre	885	648	6,60	6,85	13,45	14,51
Décembre	869	671	7,62	7,90	15,52	15,92
1968 Janvier	954	724	6,87	8,27	15,14	13,59
Février	931	715	6,85	8,36	15,21	13,70
Mars	973	740	7,49	7,99	15,48	15,58
Avril	963	739	6,89	8,06	14,95	15,17
Mai	964	746	7,79	9,01	16,80	14,80
Juin	947	698	p 6,41	p 7,21	p 13,62	p 14,27
Juillet	812	565	p 7,10	p 6,24	p 13,34	p 11,73
Août	922	656	p 6,30	p 8,17	p 14,47	p 11,62
Septembre	1.009	754	p 7,07	p 9,30	p 16,37	p 15,06
Octobre	p 1.076	841	p 8,66	p 9,73	p 18,39	p 16,86
Novembre	p 971	753	p 6,91	p 8,58	p 15,49	p 15,13
Décembre	1.043 ¹					
1969 Janvier	1.020 ¹					

¹ Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.074
1966	<i>p</i> 42.648	35.727			32.702	8.700	1		1	10.143
1967	<i>p</i> 37.125	33.143			29.645	8.436	1		1	9.304

¹ En 1966 et 1967, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 25.507 et 26.136 milliers de m³.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1967 1 ^{er} trimestre	3.029	1.888	1.011	541
2 ^e trimestre	3.605	3.003	1.295	878
3 ^e trimestre	3.028	2.793	1.194	909
4 ^e trimestre	2.713	2.140	896	907
1968 1 ^{er} trimestre	2.979	1.491	775	449
2 ^e trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
1967 Septembre	2.671	3.221	1.105	1.024
Octobre	2.726	2.287	997	883
Novembre	2.425	2.106	873	670
Décembre	2.989	2.026	817	1.168
1968 Janvier	2.486	1.018	701	373
Février	2.168	1.284	731	393
Mars	4.283	2.172	892	581
Avril	3.026	3.054	1.084	693
Mai	3.583	2.340	917	648
Juin	3.293	3.133	1.112	807
Juillet	3.424	3.031	1.209	726
Août	2.961	2.783	1.070	898
Septembre	2.649	2.612	812	845

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	116	117	+ 0,9	111	113	+ 1,7	118	111	- 5,9
2 ^e trimestre	117	116	- 0,9	110	111	+ 0,9	118	110	- 6,8
3 ^e trimestre	118	119	+ 0,8	111	112	+ 1,1	116	114	- 1,7
4 ^e trimestre	117	123	+ 5,1	111	115	+ 3,6	114	120	+ 5,3
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	117	124	+ 6,0	113	118	+ 4,3	111	119	+ 7,2
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	111	120	+ 7,5	110	126	+ 14,5
3 ^e trimestre	119	130	+ 9,2	112	117	+ 4,7	114	130	+ 14,0
4 ^e trimestre	123			115			120		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *	1966	1967	% variat. *
1 ^{er} trimestre	114	119	+ 4,4	114	126	+ 10,5	120	125	+ 4,2
2 ^e trimestre	116	118	+ 1,7	116	128	+ 10,3	122	126	+ 3,3
3 ^e trimestre	119	120	+ 0,8	121	127	+ 5,0	123	129	+ 4,9
4 ^e trimestre	119	123	+ 3,4	121	131	+ 8,3	125	133	+ 6,4
	1967	1968		1967	1968		1967	1968	
1 ^{er} trimestre	119	126	+ 5,9	126	132	+ 4,8	126	137	+ 8,7
2 ^e trimestre	118	106	-10,2	128	134	+ 4,7	127	140	+ 10,2
3 ^e trimestre	120	128	+ 6,7	127	136	+ 7,1	130	144	+ 10,8
4 ^e trimestre	123			131			134		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

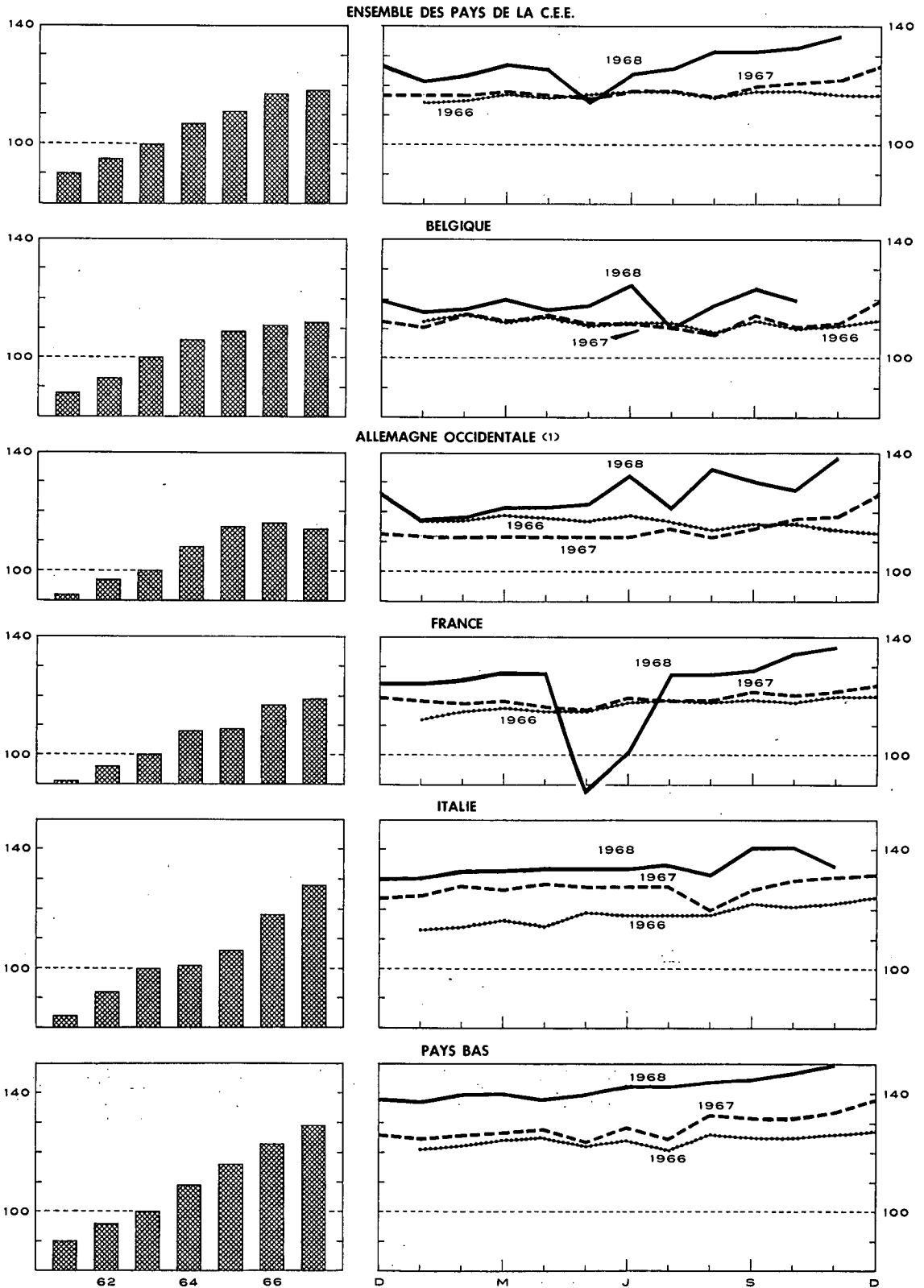
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 A partir de 1963, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales			minerais				
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8
1968						35		
1967 2 ^e trimestre	714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
3 ^e trimestre	695	466	4.576	1.450	1.198	39	256,0	31,0
4 ^e trimestre	712	544	5.222	1.586	1.319	37	128,3	21,5
1968 1 ^{er} trimestre	p 685	538	5.145	1.563	1.351	32	99,7	17,9
2 ^e trimestre	p 689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7
3 ^e trimestre	p 660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2
4 ^e trimestre						34		
1967 Décembre	718	550	5.242	1.626	1.323	26	116,6	20,2
1968 Janvier	p 692	542	5.221	1.711	1.322	32	106,8	17,8
Février	p 668	529	5.037	1.477	1.330	31	90,4	17,0
Mars	p 696	542	5.178	1.500	1.400	32	101,8	18,9
Avril	p 694	533	5.176	1.553	1.345	39	133,9	21,2
Mai	p 683	488	4.837	1.584	1.142	34	164,7	24,8
Juin	p 690	532	5.030	1.556	1.218	35	224,4	31,0
Juillet	p 662	513	4.757	1.434	1.201	18	290,1	36,1
Août	p 654	524	4.947	1.486	1.275	31	256,6	32,6
Septembre	p 664	527	5.136	1.478	1.334	67	221,9	30,8
Octobre	p 699	677	6.297	1.956	1.462	39	154,6	26,2
Novembre	p 686	629	5.770	1.844	1.379	33	108,2	21,6
Décembre						31		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.537	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967	4.872	3.510 ²	1.679 ²	125	136	74
1967 1 ^{er} trimestre	4.916	3.597	1.562	141	143	94
2 ^e trimestre	5.029	3.350	1.312	111	128	60
3 ^e trimestre	4.713	2.390	1.447	125	126	67
4 ^e trimestre	4.829	4.435	1.455	125	146	75
1968 1 ^{er} trimestre	5.080	4.197	1.790	110	102	86
2 ^e trimestre	5.136	3.934	2.103	110	95	78
3 ^e trimestre	5.064			135		
1967 Novembre	4.522	5.884	1.238	139	125	84
Décembre	5.057	4.008	1.264	114	127	90
1968 Janvier	4.952	3.597	1.297	125	123	102
Février	4.801	4.556	1.796	113	104	93
Mars	5.487	4.439	2.278	92	80	63
Avril	4.820	3.777	2.368	104	77	83
Mai	5.362	4.227	2.031	119	120	65
Juin	5.226	3.799	1.911	107	89	85
Juillet	5.076	4.114	1.815	111	115	63
Août	5.155	3.736	2.326	140	99	104
Septembre	4.889			155		
Octobre	5.763			164		
Novembre	4.758			148		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.
2 Source : Administration du port d'Anvers.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
7.111	522
6.705	493
7.635	557
7.048	517
7.055	518
7.321	511
7.859	556
8.129	582
6.767	491
6.867	500
6.434	446
7.460	522
8.069	564
7.702	559
7.737	563
8.139	545
6.771	529
9.151	630
8.466	587

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1967	1.706	1.257	101	50	92	67	38
1966 4 ^e trimestre	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 ^{er} trimestre	529	313	47	24	29	30	18
2 ^e trimestre	1.502	1.053	89	50	103	64	41
3 ^e trimestre	4.271	3.370	231	99	214	146	61
4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.652	1.169	104	52	110	69	41
1967 Août	5.676	4.437	352	82	277	271	62
Septembre	1.537	987	144	49	118	73	56
Octobre	582	300	44	32	34	37	43
Novembre	509	283	41	27	20	28	34
Décembre	478	293	33	27	19	21	19
1968 Janvier	381	205	29	21	16	25	23
Février	372	199	32	21	16	24	20
Mars	423	225	36	23	20	29	21
Avril	1.553	1.114	134	37	104	50	26
Mai	1.057	675	79	41	71	47	45
Juin	2.345	1.719	99	78	156	111	52
Juillet	5.793	4.793	178	187	222	216	56
Août	5.381	4.360	236	80	241	129	51

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1968	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187
1967 2 ^e trimestre	226	228	229	197	229	199	260	350	172	151	191
3 ^e trimestre	220	215	209	191	235	181	232	327	172	142	167
4 ^e trimestre	271	256	255	199	271	205	256	373	172	144	183
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
4 ^e trimestre	291	271	271	215	300	211	283	485	180	144	198
1967 Décembre	327	303	300	227	344	235	272	440			
1968 Janvier	208	231	182	203	212	200	237	378			
Février	202	233	164	192	234	188	232	381			
Mars	231	259	204	212	246	203	244	427			
Avril	239	241	246	205	236	195	252	405			
Mai	243	237	242	214	262	207	270	427			
Juin	235	220	244	199	246	193	252	409			
Juillet	245	218	250	214	270	183	246	403			
Août	229	235	196	185	248	193	264	440			
Septembre	227	222	208	203	258	181	258	400			
Octobre	249	250	246	209	270	195	278	447			
Novembre	288	258	264	203	264	202	259	460			
Décembre	335	306	302	232	366	235	312	550			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 1 ^{er} semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 ^e semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^e semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^e semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1966 1 ^{er} semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 ^e semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^e semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 ^e semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1

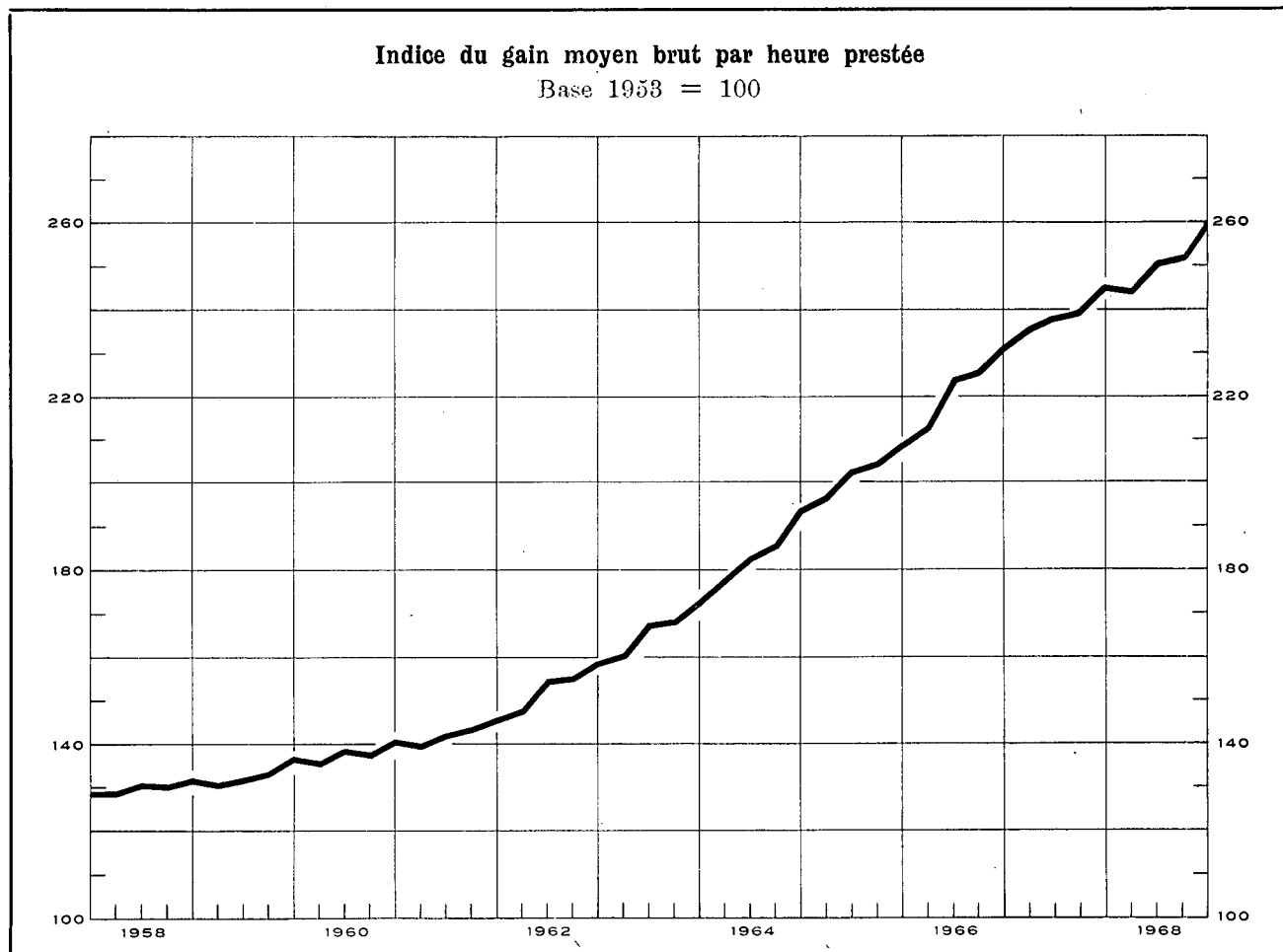
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1966 1 ^{er} semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 ^e semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^e semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^e semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1966 1 ^{er} semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 ^e semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^e semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^e semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1966 1 ^{er} semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 ^e semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^e semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. 5 : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type ¹		Indice de la masse salariale ² (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre ³ (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 ⁴	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	252	235	244		284
1967 Sept.	239	224	234		267
1967 Déc.	246	228	237		274
1968 Mars ... p	244	230	239		274
1968 Juin ... p	251	232	242		283
1968 Sept. ... p	252	237	246		284
1968 Déc. p	260	239	250		294

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	87,7	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	88,1	81,9	79,6
1965 Sept.-Octobre .	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril ...	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
1966 Sept.-Octobre .	70,70	103,8	83,5	88,7	84,8	79,1
1967 Mars-Avril ...	74,52	101,0	80,5	87,8	82,6	80,2
1967 Sept.-Octobre .	77,09	99,4	80,6	88,3	82,2	79,4
1968 Mars-Avril .. p	81,46	96,0	68,6	87,9	79,9	77,2
1968 Juillet ... (e)	83,65	94,4	67,6	85,7	85,2	76,8

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIII^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 247.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1968 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

⁵ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹ .	45,70	48,39	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64
Carrières ¹	37,58	39,84	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19
Total des industries extractives ¹	45,10	47,76	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	29,41	32,75	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67
Boissons	32,30	34,80	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14
Tabac	26,12	29,50	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33
Industries textiles	27,55	31,16	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37
Chaussures, habillement	23,16	25,39	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18
Bois (sauf meubles)	30,47	32,82	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73
Industrie du meuble	31,38	35,27	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50
Papier, articles en papier	33,39	35,87	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09
Impressions et reliures	37,02	39,47	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90
Cuir (sauf chaussures, habillement)	27,82	30,90	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	34,16	36,93	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85
Industries chimiques	35,08	38,49	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30
Industrie du pétrole	53,33	57,25	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37
Produits minéraux non métalliques	34,43	37,31	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58
Industries métallurgiques de base	45,11	47,96	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	35,92	38,85	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	37,70	40,42	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72
Industrie électrotechnique	33,57	35,48	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73
Construction de matériel de transport ...	42,06	45,07	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32
Total des industries manufacturières	33,26	36,20	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86
dont : hommes	37,13	40,10	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51
femmes	22,78	25,45	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94
Construction ¹	36,21	38,66	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	35,00	37,82	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24
dont : hommes	37,99	40,81	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New York	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » prix n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1967	220	38,4	102	24,7	16	418	1.223	27,0	2,88
1967 1 ^{er} trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 ^e trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 ^e trimestre	214	38,3	90	24,6	16	375	1.200	26,7	2,88
4 ^e trimestre	209	37,5	95	25,6	16	499	1.271	27,8	2,88
1968 1 ^{er} trimestre			107		17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre			106		18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^e trimestre			104		19	454	1.300		
1967 Septembre	209	37,9	89	24,4	15	384	1.185	27,0	2,88
Octobre	212	37,5	89	25,4	15	413	1.190	26,0	2,88
Novembre	207	37,5	92	26,0	15	523	1.273	27,5	2,88
Décembre	207	37,2	103	25,3	17	560	1.351	30,0	2,88
1968 Janvier	210	p 37,2	104	23,0	17	596	1.323	33,0	2,88
Février			108		16	727	1.317	34,0	2,88
Mars			107		17	719	1.317	31,0	2,88
Avril			106		17	531	1.315	28,5	2,88
Mai			106		18	464	1.306	26,0	2,91
Juin			106		19	481	1.306	24,0	2,91
Juillet			105		19	446	1.302	24,0	2,91
Août			103		19	447	1.297	24,0	2,91
Septembre			104		19	470	1.300		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	
1967 2 ^e trimestre	89	90	100	104	91	104
3 ^e trimestre	86	89	100	104	90	120
4 ^e trimestre	93	88	101	106	91	138
1968 1 ^{er} trimestre	103	88	102	108	91	124
2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
4 ^e trimestre	102	89	101	108	88	
1968 Janvier	102	88	101	107	90	129
Février	103	89	102	109	91	117
Mars	103	88	103	109	91	126
Avril	99	88	101	106	90	118
Mai	99	88	100	105	90	108
Juin	99	89	100	106	89	121
Juillet	97	89	99	105	88	114
Août	97	87	99	105	87	118
Septembre	97	88	99	106	87	114
Octobre	99	87	100	106	87	114
Novembre	102	89	101	109	89	122
Décembre	104	90	101	109	89	
1969 Janvier	105	91	102	108	90	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1960	102,6	92,2	98,2	86,8	105,4	107,0	101,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1967 2 ^e trimestre	113,8	122,2	136,3	110,1	111,8	114,5	103,4	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
3 ^e trimestre	112,5	116,1	131,3	103,4	111,6	115,0	102,4	105,0	117,0	89,6	110,4	156,6	97,9	112,0	121,1
4 ^e trimestre	112,4	114,7	135,3	98,1	111,9	115,4	102,3	105,2	117,3	89,7	111,8	156,9	97,5	113,0	121,3
1968 1 ^{er} trimestre	112,6	113,6	135,1	96,5	112,4	115,8	103,1	105,8	118,5	90,4	112,3	157,7	97,6	114,2	121,7
2 ^e trimestre	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
3 ^e trimestre	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
4 ^e trimestre	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1967 Février	114,1	118,2	135,6	103,7	113,1	115,2	107,0	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
Mars	114,6	122,4	137,9	109,3	112,8	114,8	105,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
Avril	114,0	122,1	137,4	109,1	112,0	114,4	104,3	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
Mai	113,9	123,3	138,3	110,5	111,6	114,3	103,7	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
Juin	113,6	121,2	133,0	110,8	111,7	114,7	102,3	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
Juillet	112,6	115,5	127,6	105,1	111,8	115,0	103,3	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
Août	112,7	117,9	134,6	103,9	111,4	115,0	101,9	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8
Septembre	112,2	114,9	131,6	101,1	111,5	115,0	101,9	105,2	117,1	89,0	110,2	156,9	97,6	112,0	121,1
Octobre	111,8	113,1	132,2	97,6	111,5	115,2	101,6	105,1	117,3	89,1	110,7	156,9	97,3	112,5	121,0
Novembre	112,6	115,1	136,2	98,2	112,0	115,4	102,8	105,2	117,1	89,6	112,3	156,9	97,6	113,1	121,5
Décembre	112,9	115,8	137,4	98,4	112,1	115,6	102,5	105,2	117,6	90,5	112,4	156,9	97,7	113,3	121,5
1968 Janvier	112,7	114,7	135,7	97,8	112,2	115,7	102,5	105,9	117,8	90,4	112,1	157,2	97,6	113,6	121,6
Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
Septembre	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
Novembre	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
Décembre	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5
1969 Janvier	116,4	124,7	144,9	108,1	114,4	118,1	103,5	105,4	118,2	93,5	114,4	159,4	99,3	117,5	122,9

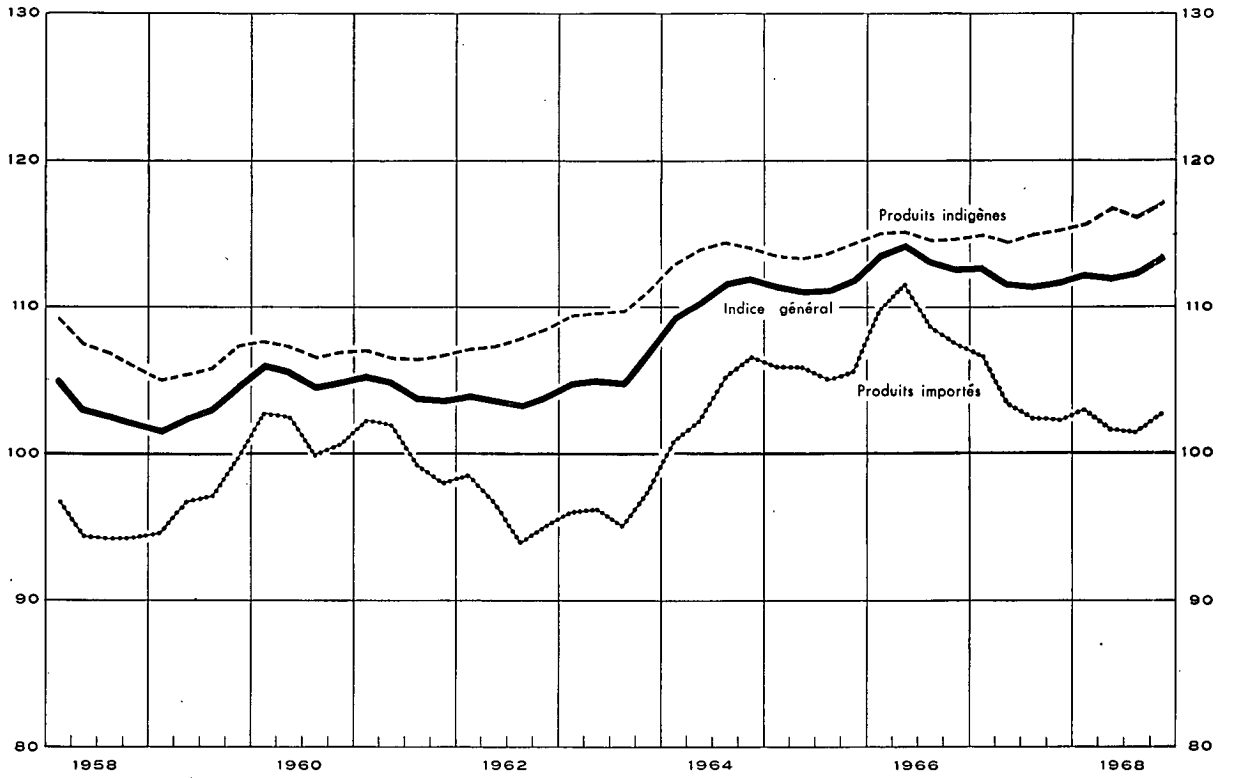
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

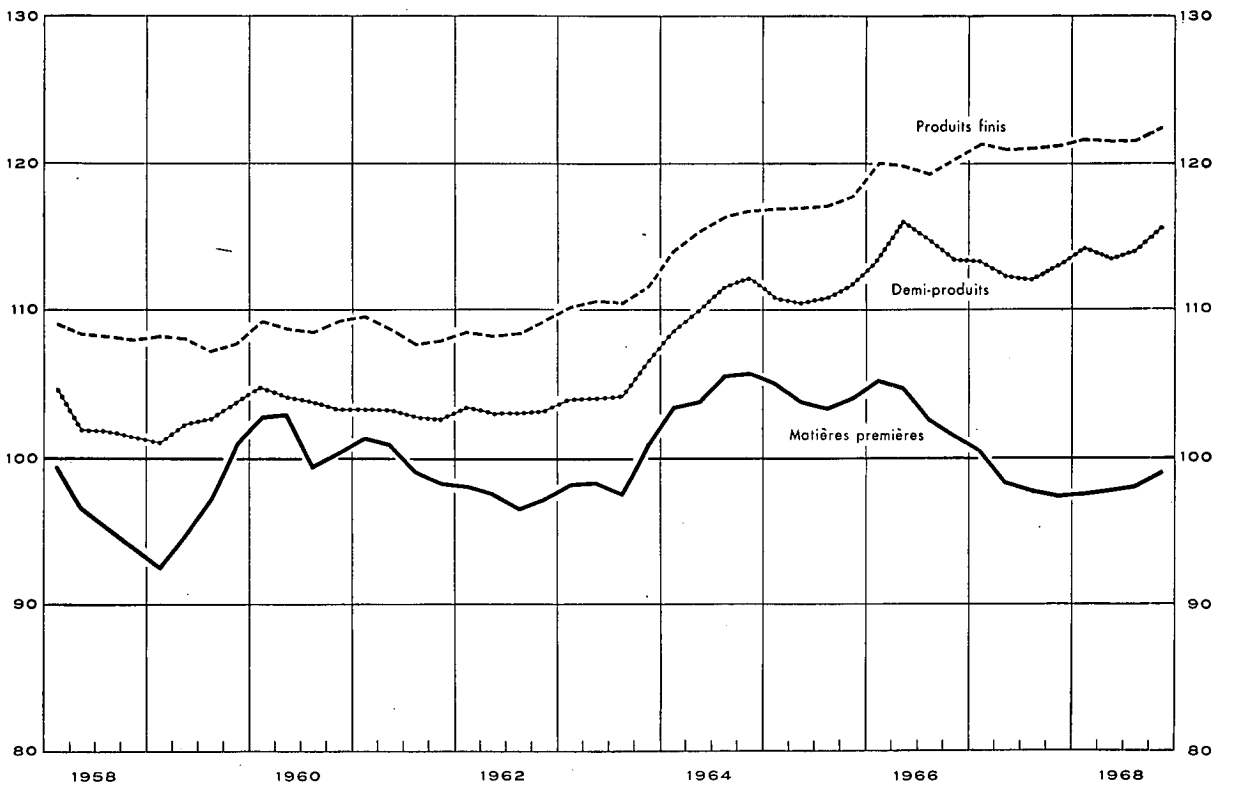
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES :

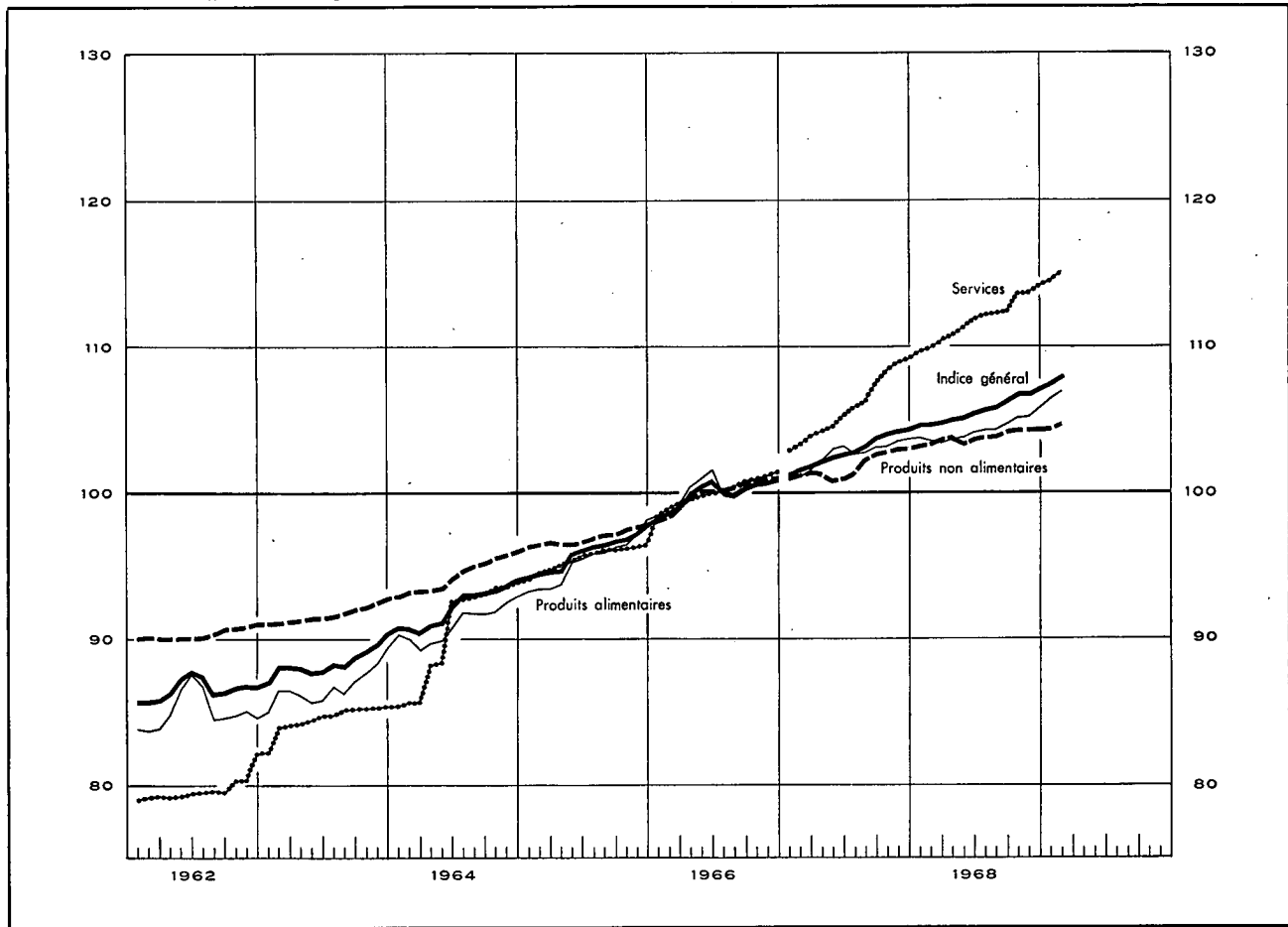
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
1962	86,68		85,10		90,40		79,76	
1963	88,55		86,76		91,74		84,61	
1964	92,24		91,00		94,41		90,44	
1965	95,99		95,31		96,99		95,47	
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
		1968		1969		1968		1969
1 ^{er} trimestre	104,74		103,53		103,41		109,94	
2 ^e trimestre	105,25		103,77		103,57		111,27	
3 ^e trimestre	105,95		104,43		103,95		112,21	
4 ^e trimestre	106,81		105,37		104,32		113,73	
Janvier	104,67	107,54	103,71	106,41	103,27	104,39	109,59	114,56
Février	104,73	108,00	103,54	106,87	103,41	104,80	109,88	115,10
Mars	104,83		103,35		103,56		110,36	
Avril	105,05		103,56		103,66		110,66	
Mai	105,16		103,69		103,37		111,24	
Juin	105,54		104,06		103,67		111,91	
Juillet	105,74		104,29		103,77		112,09	
Août	105,84		104,24		103,92		112,18	
Septembre	106,26		104,75		104,17		112,37	
Octobre	106,67		105,12		104,32		113,55	
Novembre	106,69		105,25		104,32		113,57	
Décembre	107,07		105,75		104,32		114,06	

¹ L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1962 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1953 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7697 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels des groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services ; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7564, 0,8347 et 0,6207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 147 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 39 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 35, 25 produits et 5 services.

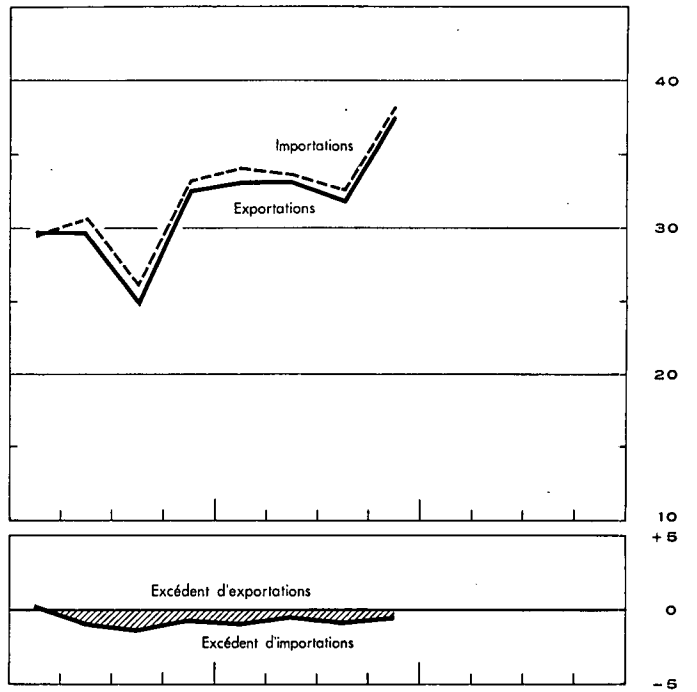
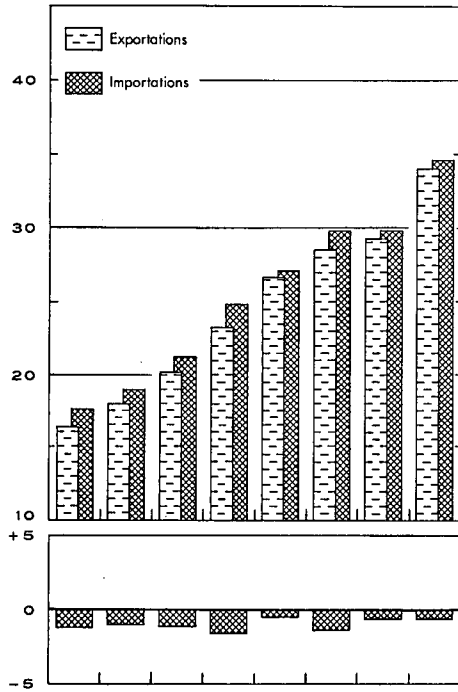
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

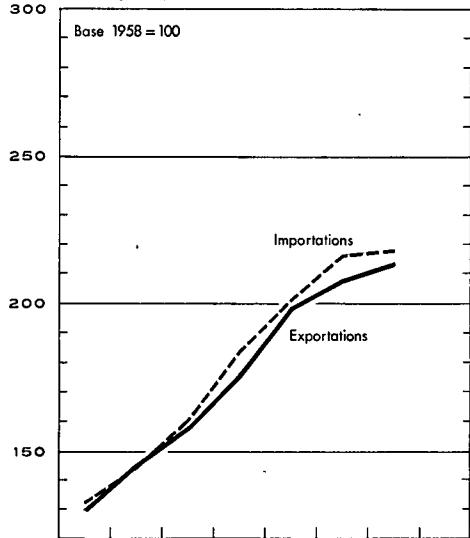
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

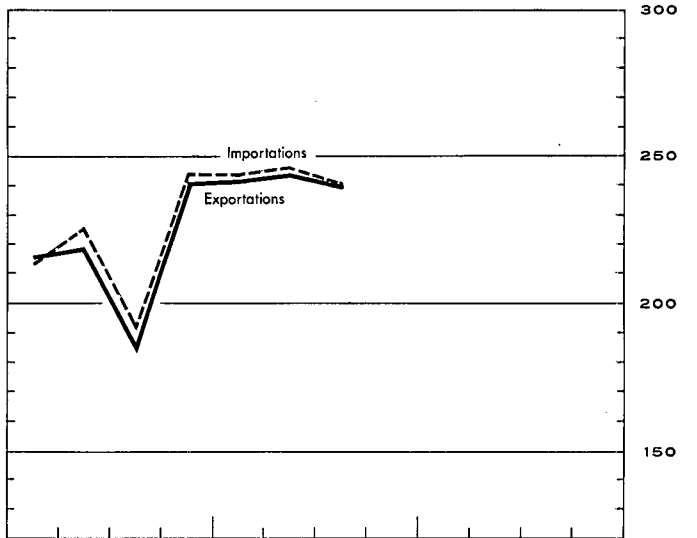
Source : I.N.S.



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

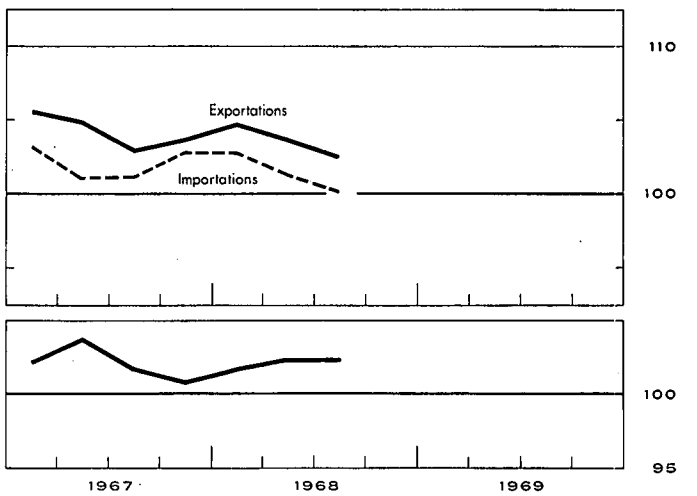
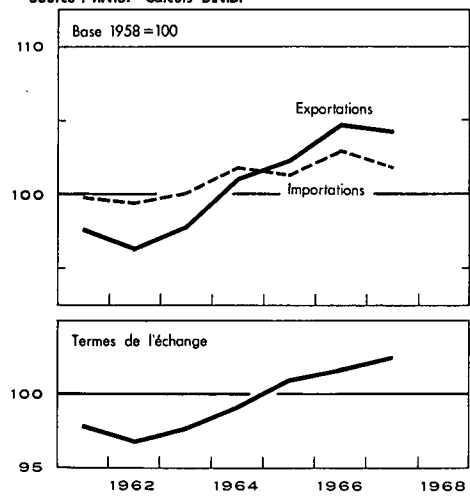


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1961	17,6	16,4	— 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	— 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	— 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	— 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	— 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	— 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	— 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968	<i>p</i> 34,6	34,0	<i>p</i> — 0,6	<i>p</i> 98					
1967 2 ^e trimestre	30,7	29,8	— 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
3 ^e trimestre	26,3	25,0	— 1,3	95	192,8	186,1	101,2	103,0	101,8
4 ^e trimestre	33,2	32,6	— 0,6	98	244,1	241,3	102,9	103,8	100,9
1968 1 ^{er} trimestre	34,0	33,2	— 0,8	98	244,1	242,2	102,9	104,8	101,8
2 ^e trimestre	33,6	33,2	— 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	— 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 ^e trimestre	<i>p</i> 38,2	37,7	<i>p</i> — 0,5	<i>p</i> 99					
1967 Janvier-Novembre	29,6	29,0	— 0,6	98					
1968 Janvier-Novembre	34,4	33,7	— 0,7	98					
1967 Novembre	34,6	30,8	— 3,8	89					
Décembre	32,6	32,2	— 0,4	99					
1968 Janvier	31,1	31,2	+ 0,1	100					
Février	35,1	33,5	— 1,6	96					
Mars	35,3	35,0	— 0,3	99					
Avril	32,3	35,0	+ 2,7	109					
Mai	35,2	33,1	— 2,2	94					
Juin	30,9	31,4	+ 0,5	102					
Juillet	31,3	34,3	+ 3,0	110					
Août	31,9	27,5	— 4,4	86					
Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre	40,8	39,6	— 1,2	97					
Novembre	35,4	35,1	— 0,3	99					
Décembre	<i>p</i> 37,1	37,9	<i>p</i> + 0,8	<i>p</i> 102					
1969 Janvier	<i>p</i> 37,0	42,1	+ 5,1	114					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	75,3	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1968	4,78	8,58	3,22	4,35	3,17	0,11	0,95	0,75	1,73	1,75	4,63	34,02
1967 2 ^e trimestre .	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
3 ^e trimestre .	3,62	6,02	2,23	3,25	2,14	0,13	0,69	0,59	1,46	1,35	3,54	25,02
4 ^e trimestre .	4,45	8,30	2,95	4,33	2,82	0,13	0,72	0,80	1,72	1,84	4,58	32,64
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
4 ^e trimestre .	5,04	9,55	3,15	5,09	3,69	0,15	1,11	0,85	1,84	1,99	5,25	37,71
1967 Décembre	4,06	8,40	3,32	4,14	2,73	0,12	0,63	0,73	1,61	1,79	4,62	32,15
1968 Janvier	4,61	8,38	2,88	4,02	2,73	0,11	0,68	0,73	1,31	1,70	4,02	31,17
Février	5,10	8,03	3,73	4,22	3,02	0,09	0,86	0,73	1,72	1,73	4,28	33,51
Mars	4,74	9,20	3,70	4,28	3,08	0,07	0,92	0,71	1,86	1,89	4,56	35,01
Avril	4,80	9,04	3,89	4,27	3,10	0,11	0,84	0,72	1,75	1,74	4,76	35,02
Mai	4,54	8,46	3,11	4,12	2,84	0,10	0,72	0,75	2,27	1,71	4,52	33,14
Juin	4,53	8,41	2,69	4,02	2,78	0,08	1,00	0,67	1,34	1,55	4,36	31,43
Juillet	4,97	8,33	3,43	4,21	3,30	0,12	0,89	0,66	2,11	1,64	4,67	34,33
Août	4,36	5,84	2,57	3,51	2,95	0,10	0,93	0,65	1,11	1,46	3,95	27,48
Septembre ...	4,57	8,69	3,13	4,23	3,11	0,11	1,16	0,79	1,77	1,60	4,58	33,74
Octobre	4,90	10,12	3,26	5,59	4,14	0,17	1,23	0,92	1,89	2,00	5,36	39,63
Novembre	5,39	8,44	2,66	4,84	3,03	0,14	0,97	0,77	2,06	1,94	4,84	35,08
Décembre	4,82	9,99	3,48	4,77	3,80	0,14	1,03	0,82	1,57	2,03	5,44	37,94

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1987 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. I, no 6, juin 1988.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 10	autres produits 10		alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres					produits animaux						produits végétaux
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	1.384	538	1.211	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1966 4 ^e trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 ^{er} trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
2 ^e trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677
3 ^e trimestre	16.579	5.317	1.276	1.911	1.409	441	170	302	130	467	107	858	369	747	1.360	584	1.131	5.995	861	1.249	556	3.329	3.671	35	26.280
4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
2 ^e trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
3 ^e trimestre	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de productions servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles. Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966		1967				1968		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																		
Biens de production	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	101,2	100,7	98,4	98,3	100,3	100,1	98,9	97,4	
Biens de consommation	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	106,8	106,4	103,0	103,7	104,9	104,3	102,5	102,3	
Biens d'équipement	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,2	112,9	113,1	114,1	114,8	116,5	113,7	111,7	
Ensemble ...	97,4	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	103,7	103,3	101,1	101,2	102,9	102,9	101,4	100,2	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																		
Sidérurgie	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	92,7	91,9	91,7	91,3	90,6	89,9	89,8	89,8	
Fabrications métalliques	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	108,5	112,2	107,7	110,1	109,3	108,3	108,1	
Métaux non ferreux	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	169,4	169,5	155,6	153,6	159,9	181,2	175,7	164,7	
Textiles	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	107,4	108,1	105,0	104,2	102,0	101,7	99,0	99,0	
Produits chimiques	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	95,2	94,2	94,2	94,1	93,5	92,4	93,8	91,8	
Industrie houillère	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	73,9	68,1	71,7	72,1	75,9	76,6	73,8	78,4	
Industrie pétrolière	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	71,0	72,1	71,7	76,7	77,3	80,0	77,1	73,4	
Verres et glaces	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	101,4	102,6	98,8	102,4	102,4	103,6	103,1	101,9	
Produits agricoles	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	119,2	116,6	119,0	112,2	110,7	111,8	111,4	112,5	
Ciments	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	99,9	101,6	100,8	100,7	100,1	99,4	100,0	97,0	
Carrières	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	97,5	103,6	99,5	98,6	100,6	104,0	100,2	100,3	
Céramiques	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	113,2	114,3	115,0	119,6	115,2	115,4	118,0	120,9	
Bois et meubles	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	112,1	112,5	113,4	112,4	113,9	112,4	111,6	108,0	
Peaux, cuirs et chaussures	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	123,5	124,7	119,5	119,3	112,9	113,2	112,3	114,8	
Papier et livre	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	97,6	99,1	96,1	98,9	99,8	100,7	96,8	94,1	
Tabacs manufacturés	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	117,9	112,0	119,2	127,9	120,6	128,0	127,8	141,2	
Caoutchouc	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	87,4	82,9	80,5	82,9	83,9	79,7	83,0	84,6	
Industries alimentaires	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	95,7	97,8	98,7	96,0	98,0	95,0	94,0	95,2	
Divers	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	79,8	86,7	78,4	73,2	78,8	80,7	82,1	81,2	
Ensemble ...	96,4	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	105,4	105,6	104,9	103,0	103,8	104,8	103,8	102,6	
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																		
Ensemble ...	99,0	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,6	102,2	103,8	101,8	100,9	101,8	102,4	102,4	

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1966	1967				1968		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	220,7	204,3	211,5	179,4	243,2	243,8	241,9	235,0
Biens de consommation	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	236,9	238,8	260,1	232,0	255,2	257,8	275,8	268,6
Biens d'équipement	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	226,8	253,6	207,9	238,9	230,9	231,2	234,5
Ensemble ...	111,4	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	226,9	213,4	225,7	192,8	244,1	244,1	246,5	241,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	161,0	178,8	183,0	148,4	183,5	199,4	193,7	193,7
Fabrications métalliques	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	280,3	262,9	277,2	213,7	286,0	288,8	298,9	274,8
Métaux non ferreux	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	174,1	181,5	176,4	157,6	200,7	206,4	199,4	201,0
Textiles	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	214,1	201,0	199,3	172,0	231,2	224,1	227,3	218,7
Produits chimiques	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	241,2	252,8	232,2	212,6	279,8	295,6	284,5	313,7
Industrie houillère	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	51,0	50,7	57,4	50,4	47,9	33,2	36,9	39,7
Industrie pétrolière	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	166,6	158,5	184,2	166,7	172,4	191,5	206,2	255,8
Verres et glaces	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	208,5	206,1	212,1	173,2	239,7	230,2	228,1	226,7
Produits agricoles	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	256,7	283,9	259,1	250,0	349,5	338,7	313,3	290,6
Ciments	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	107,0	90,3	117,1	105,7	112,5	91,3	133,1	115,9
Carrières	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	215,3	188,3	240,7	213,8	245,5	207,7	231,0	257,4
Céramiques	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	253,9	231,1	226,8	203,7	270,0	222,0	240,9	245,8
Bois et meubles	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	533,4	523,1	532,8	447,2	589,6	546,6	599,3	611,3
Peaux, cuirs et chaussures	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	231,2	221,1	216,2	214,0	266,3	254,0	242,2	243,1
Papier et livre	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	308,9	295,5	294,7	256,3	330,3	320,3	340,4	357,7
Tabacs manufacturés	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	346,2	326,4	373,2	369,6	429,6	366,3	382,4	400,0
Caoutchouc	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	284,9	277,5	326,2	274,7	327,0	337,9	375,2	336,4
Industries alimentaires	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	330,8	273,8	328,9	285,2	374,4	324,8	384,9	358,6
Divers	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	233,2	208,5	194,9	193,4	241,1	230,0	217,9	200,3
Ensemble ...	111,6	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	218,8	216,0	219,1	186,1	241,3	242,2	243,9	239,8

* Voir 2e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	<i>p</i> 7,15	7,12	<i>p</i> - 0,03	<i>p</i> 5,22	6,31	<i>p</i> + 1,09	<i>p</i> 5,05	7,16	<i>p</i> + 2,11
1967 3 ^e trimestre	5,79	5,12	- 0,67	3,86	4,27	+ 0,41	4,10	5,65	+ 1,55
4 ^e trimestre	7,05	6,73	- 0,32	5,02	5,71	+ 0,69	4,75	6,81	+ 2,06
1968 1 ^{er} trimestre	6,97	6,57	- 0,40	5,11	5,92	+ 0,81	4,82	6,96	+ 2,14
2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
4 ^e trimestre	<i>p</i> 8,13	8,02	<i>p</i> - 0,11	<i>p</i> 6,13	7,77	<i>p</i> + 1,64	<i>p</i> 5,53	7,68	<i>p</i> + 2,15
1967 Décembre	6,91	6,28	- 0,63	4,89	5,86	+ 0,97	4,33	6,76	+ 2,43
1968 Janvier	6,44	6,37	- 0,07	4,54	5,74	+ 1,20	4,61	6,46	+ 1,85
Février	6,89	6,14	- 0,75	5,24	5,80	+ 0,56	4,80	6,80	+ 2,00
Mars	7,50	7,18	- 0,32	5,50	6,20	+ 0,70	4,98	7,62	+ 2,64
Avril	6,99	7,08	+ 0,09	5,16	6,29	+ 1,13	4,92	8,15	+ 3,23
Mai	7,15	7,02	- 0,13	4,35	5,41	+ 1,06	5,14	7,14	+ 2,00
Juin	6,35	6,52	+ 0,17	3,54	4,80	+ 1,26	4,73	7,43	+ 2,70
Juillet	6,64	7,12	+ 0,48	5,26	7,09	+ 1,83	3,97	6,61	+ 2,64
Août	6,30	6,38	+ 0,08	4,37	4,49	+ 0,12	5,08	5,19	+ 0,11
Septembre	6,92	7,56	+ 0,64	4,74	6,55	+ 1,81	5,37	7,49	+ 2,12
Octobre	8,68	8,92	+ 0,24	6,44	7,82	+ 1,38	5,90	8,36	+ 2,46
Novembre	7,32	7,56	+ 0,24	5,99	7,23	+ 1,24	5,31	7,13	+ 1,82
Décembre	<i>p</i> 8,38	7,52	<i>p</i> - 0,86	<i>p</i> 5,95	8,25	<i>p</i> + 2,30	<i>p</i> 5,39	7,43	<i>p</i> + 2,04
1969 Janvier	<i>p</i>	9,37			8,63			7,81	
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européenne O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	<i>p</i> 1,47	1,29	<i>p</i> - 0,18	<i>p</i> 18,89	21,88	<i>p</i> + 2,99	<i>p</i> 23,54	26,20	<i>p</i> + 2,66
1967 3 ^e trimestre	1,26	0,94	- 0,32	15,01	15,98	+ 0,97	18,43	19,23	+ 0,80
4 ^e trimestre	1,44	1,25	- 0,19	18,26	20,50	+ 2,24	22,54	25,06	+ 2,52
1968 1 ^{er} trimestre	1,43	1,17	- 0,26	18,33	20,62	+ 2,29	23,05	25,10	+ 2,05
2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
4 ^e trimestre	<i>p</i> 1,52	1,57	<i>p</i> + 0,05	<i>p</i> 21,31	25,04	<i>p</i> + 3,73	<i>p</i> 26,39	29,62	<i>p</i> + 3,23
1967 Décembre	1,31	1,33	+ 0,02	17,44	20,23	+ 2,79	21,65	24,71	+ 3,06
1968 Janvier	1,27	1,11	- 0,16	16,86	19,68	+ 2,82	21,34	23,85	+ 2,51
Février	1,56	1,09	- 0,47	18,49	19,83	+ 1,34	23,29	24,69	+ 1,40
Mars	1,46	1,31	- 0,15	19,44	22,31	+ 2,87	24,27	26,73	+ 2,46
Avril	1,49	1,32	- 0,17	18,56	22,84	+ 4,28	22,62	27,26	+ 4,64
Mai	1,41	1,38	- 0,03	18,05	20,95	+ 2,90	23,00	25,19	+ 2,19
Juin	1,38	1,26	- 0,12	16,00	20,01	+ 4,01	20,57	24,17	+ 3,60
Juillet	1,65	1,32	- 0,33	17,52	22,14	+ 4,62	21,74	26,50	+ 4,76
Août	1,37	0,86	- 0,51	17,12	16,92	- 0,20	21,44	20,45	- 0,99
Septembre	1,39	1,10	- 0,29	18,42	22,70	+ 4,28	22,59	26,58	+ 3,99
Octobre	1,68	1,53	- 0,15	22,70	26,63	+ 3,93	28,11	31,36	+ 3,25
Novembre	1,42	1,51	+ 0,09	20,04	23,43	+ 3,39	24,78	27,53	+ 2,75
Décembre	<i>p</i> 1,46	1,64	<i>p</i> + 0,18	<i>p</i> 21,18	24,84	<i>p</i> + 3,66	<i>p</i> 26,29	29,64	<i>p</i> + 3,35
1969 Janvier	<i>p</i>	1,76			27,57			33,60	

1 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	p 2,85	3,21	p+ 0,36	p 2,51	1,49	p- 1,02		1,09	
1967 3 ^e trimestre	2,22	2,06	- 0,16	1,92	1,07	- 0,85	1,46	0,85	- 0,61
4 ^e trimestre	2,74	2,84	+ 0,10	1,98	1,63	- 0,35	2,08	1,15	- 0,93
1968 1 ^{er} trimestre	2,88	3,62	+ 0,74	2,54	1,65	- 0,89	1,84	1,13	- 0,71
2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 ^e trimestre	p 2,99	3,11	p+ 0,12	p 2,72	1,51	p- 1,21		1,19	
1967 Décembre	3,14	2,69	- 0,45	2,15	1,61	- 0,54	1,74	1,07	- 0,67
1968 Janvier	2,64	3,11	+ 0,47	2,42	1,46	- 0,96	1,30	0,96	- 0,34
Février	2,98	3,85	+ 0,87	2,62	1,87	- 0,75	1,96	1,31	- 0,65
Mars	3,00	3,93	+ 0,93	2,56	1,63	- 0,93	2,21	1,12	- 1,09
Avril	2,66	3,02	+ 0,36	1,87	1,52	- 0,35	1,91	1,08	- 0,83
Mai	3,21	3,36	+ 0,15	2,77	1,48	- 1,29	1,70	1,16	- 0,54
Juin	2,58	2,98	+ 0,40	2,48	1,45	- 1,03	1,56	0,92	- 0,64
Juillet	2,48	3,08	+ 0,60	2,43	1,47	- 0,96	2,12	1,07	- 1,05
Août	2,85	2,61	- 0,24	2,50	1,14	- 1,36	1,76	1,15	- 0,61
Septembre	2,59	3,24	- 0,65	2,16	1,29	- 0,87	2,12	0,76	- 1,36
Octobre	3,43	3,11	- 0,32	3,06	1,46	- 1,60	1,88	1,42	- 0,46
Novembre	2,58	3,13	+ 0,55	2,28	1,43	- 0,85	1,94	0,99	- 0,95
Décembre	p 2,96	3,04	p+ 0,08	p 2,83	1,58	p- 1,25		1,16	
1969 Janvier	p	2,34			2,00				

Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	+ 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968		0,70			0,32			0,61	
1967 3 ^e trimestre	1,20	0,52	- 0,68	0,81	0,24	- 0,57	0,57	0,57	...
4 ^e trimestre	1,21	0,86	- 0,35	1,40	0,22	- 1,18	0,62	0,83	+ 0,21
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
4 ^e trimestre		0,73			0,35			0,59	
1967 Novembre	1,14	0,56	- 0,58	1,22	0,24	- 0,98	0,67	0,80	+ 0,13
Décembre	1,24	0,97	- 0,27	1,39	0,18	- 1,21	0,67	0,75	+ 0,08
1968 Janvier	1,58	0,60	- 0,98	1,36	0,39	- 0,97	0,55	0,65	+ 0,10
Février	1,33	0,81	- 0,52	1,97	0,25	- 1,72	0,63	0,62	- 0,01
Mars	1,26	0,60	- 0,66	1,55	0,27	- 1,28	0,73	0,65	- 0,08
Avril	1,59	0,93	- 0,66	0,60	0,30	- 0,30	0,64	0,65	+ 0,01
Mai	1,49	0,67	- 0,82	1,32	0,27	- 1,05	0,57	0,70	+ 0,13
Juin	1,07	0,71	- 0,36	1,80	0,34	- 1,46	0,58	0,63	+ 0,05
Juillet	1,02	0,67	- 0,35	0,84	0,40	- 0,44	0,53	0,60	+ 0,07
Août	1,30	0,66	- 0,64	1,28	0,33	- 0,95	0,56	0,47	- 0,09
Septembre	1,28	0,59	- 0,69	1,29	0,27	- 1,02	0,55	0,52	- 0,03
Octobre	1,24	0,70	- 0,54	2,00	0,38	- 1,62	0,63	0,66	+ 0,03
Novembre	1,25	0,64	- 0,61	1,18	0,27	- 0,91	0,73	0,46	- 0,27
Décembre		0,81			0,39			0,63	

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968 <i>p</i>		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 9,0	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	318,6	331,0	- 12,4
1.12 Travail à façon	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	11,3	2,6	+ 8,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	3,4	—	+ 3,4
1.2 Or non monétaire	- 0,7	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	1,0	2,3	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,3	+ 1,6	15,9	14,7	+ 1,2
1.4 Autres frais de transport	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	6,0	5,5	+ 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	- 3,2	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	14,6	21,2	- 6,6
1.6 Revenus d'investissements	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	19,5	18,0	+ 1,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	10,3	7,2	+ 3,1
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	6,0	1,8	+ 4,2
1.82 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,7	28,7	27,8	+ 0,9
Total 1 ...	- 4,6	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	+ 12,6	435,3	432,1	+ 3,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	8,8	6,4	+ 2,4
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 4,0	0,4	4,9	- 4,5
Total 2 ...	- 0,6	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	- 2,5	9,2	11,3	- 2,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 2,2	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	—	2,0	- 2,0
3.112 Autres opérations	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	3,3	4,1	- 0,8
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	...	0,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 1,0	...	...	- 0,5	0,2	0,2	...
3.22 Avoirs	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 2,5	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	3,5	6,6	- 3,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	0,2	0,7	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	1,6	1,5	+ 0,1
4.3 Secteur privé ⁴ (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	- 5,5	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	—	13,3	- 13,3
4.312 Investissements directs	- 4,0	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	—	1,7	- 1,7
4.313 Immeubles	- 4,0	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	—	1,2	- 1,2
4.314 Autres	- 4,0	- 5,4	...	- 0,3	+ 1,3	1,5	—	+ 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	—	0,6	- 0,6
4.322 Investissements directs	+ 8,9	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	11,7	—	+ 11,7
4.323 Immeubles	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	—	0,1	- 0,1
4.324 Autres	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	0,9	—	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	—	...
Total 4 ...	+ 2,1	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	15,9	19,1	- 3,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	0,1	—	+ 0,1
Total 1 à 5 ...	...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	464,0	469,1	- 5,1
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,1	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	—	—	- 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	—	—	- 14,2
6.22 Autres	- 11,3	- 1,9	- 0,7	- 7,0	- 2,8	—	—	+ 9,9

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1966		1967			1968			
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p	3e trimestre p	4e trimestre p
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 3,9	+ 0,1	- 0,8	- 1,3	- 1,9	- 3,4	- 3,4	- 3,3	- 2,3
1.12 Travail à façon	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1	- 0,4
1.2 Or non monétaire	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,1	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...	...
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6	...
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger .....	...	- 0,5	- 1,8	- 3,7	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,5	- 0,3
1.6 Revenus d'investissements	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9	- 0,5	+ 0,6	+ 0,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,3	+ 0,2	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,3	...	+ 0,7
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,2
1.82 Autres	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,5	- 0,1
Total 1 ...	- 0,7	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,8	+ 2,8	+ 1,5	+ 1,7	- 1,8	+ 1,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,5	- 1,7	- 0,8	- 0,9	- 1,1
Total 2 ...	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 0,2	- 0,2	- 0,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,2	- 0,6	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,2
3.112 Autres opérations	+ 1,3	- 1,9	- 2,0	- 1,8	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,3
3.12 Avoirs	- 0,4	...	- 0,1	...	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,4	...	- 0,1	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 0,7	- 2,9	- 2,5	- 2,4	+ 1,0	- 0,6	- 1,1	- 0,8	- 0,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	- 0,4	- 0,5	- 0,3	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3	...
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 0,2	+ 2,2	- 0,4	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	...	- 0,9	+ 1,2
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 1,9	- 1,2	- 1,1	- 1,4	- 1,6	- 2,0	- 3,0	- 3,4	- 4,9
4.312 Investissements directs	- 0,1	- 1,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 1,2	+ 0,2	- 0,1	- 0,6
4.313 Immeubles	- 0,5	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3
4.314 Autres	- 0,3	...	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,2	- 0,1
4.322 Investissements directs	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5	+ 4,5	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,1	+ 3,6
4.323 Immeubles .....	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,1	...	...	...
4.324 Autres	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	...	- 1,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,4
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 1,4	+ 1,7	- 0,1	+ 4,2	+ 2,3	- 0,7	+ 0,3	- 3,2	+ 0,4
5. Erreurs et omissions	+ 0,8	- 0,1	+ 1,4	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
Total 1 à 5 ...	- 0,8	+ 3,0	+ 1,5	+ 3,1	+ 4,7	- 0,3	+ 0,9	- 6,1	+ 0,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,4	- 0,9	+ 1,9	- 1,4	- 0,4	- 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3	+ 0,7	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 4,5	- 7,1
6.22 Autres	- 3,9	+ 3,2	- 4,7	...	- 1,3	+ 1,3	+ 1,4	- 1,2	+ 8,4

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.
² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).
³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1968			1968			1967	1968 p
	3 ^e trimestre p			4 ^e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Année	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	77,9	81,2	- 3,3	89,1	91,4	- 2,3	- 3,9 ⁴	-12,4 ⁵
1.12 Travail à façon	2,9	0,7	+ 2,2	3,0	0,7	+ 2,3	+ 7,8	+ 8,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	0,1	- 0,1	—	0,4	- 0,4	+ 5,4	+ 3,4
1.2 Or non monétaire	0,2	0,2	...	0,2	0,2	...	- 2,4	- 1,3
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	4,4	3,8	+ 0,6	4,0	4,0	...	+ 1,6	+ 1,2
1.4 Autres frais de transport	1,5	1,4	+ 0,1	1,7	1,5	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,5
1.5 Déplacements à l'étranger	4,9	8,4	- 3,5	3,7	4,0	- 0,3	- 6,4	- 6,6
1.6 Revenus d'investissements	5,0	4,4	+ 0,6	5,5	5,0	+ 0,5	+ 1,2	+ 1,5
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,0	2,0	...	2,7	2,0	+ 0,7	+ 3,7	+ 3,1
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers	1,5	0,4	+ 1,1	1,7	0,5	+ 1,2	+ 4,3	+ 4,2
1.82 Autres	7,4	6,9	+ 0,5	7,7	7,8	- 0,1	+ 0,7	+ 0,9
Total 1 ...	107,7	109,5	- 1,8	119,3	117,5	+ 1,8	+12,6	+ 3,2
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,4	1,7	+ 0,7	2,1	1,8	+ 0,3	+ 1,5	+ 2,4
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	1,0	- 0,9	0,1	1,2	- 1,1	- 4,0	- 4,5
Total 2 ...	2,5	2,7	- 0,2	2,2	3,0	- 0,8	- 2,5	- 2,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,2	- 0,2	- 1,9	- 2,0
3.112 Autres opérations	3,0	3,2	- 0,2	1,0	1,3	- 0,3	- 4,0	- 0,8
3.12 Avoirs .....	...	0,1	- 0,1	...	0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,5	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	3,0	3,8	- 0,8	1,0	1,6	- 0,6	- 6,8	- 3,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,4	- 0,3	0,1	0,1	...	- 1,3	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	0,2	1,1	- 0,9	1,3	0,1	+ 1,2	+ 2,2	+ 0,1
4.3 Secteur privé (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières	—	3,4	- 3,4	—	4,9	- 4,9	- 5,3	-13,3
4.312 Investissements directs	—	0,1	- 0,1	—	0,6	- 0,6	- 2,6	- 1,7
4.313 Immeubles	—	0,2	- 0,2	—	0,3	- 0,3	- 1,5	- 1,2
4.314 Autres	0,6	—	+ 0,6	0,1	—	+ 0,1	+ 1,3	+ 1,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières	—	0,2	- 0,2	—	0,1	- 0,1	+ 2,8	- 0,6
4.322 Investissements directs	1,1	—	+ 1,1	3,6	—	+ 3,6	+11,5	+11,7
4.323 Immeubles .....	—	...	...	...	—	...	- 0,2	- 0,1
4.324 Autres	0,2	—	+ 0,2	1,4	—	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,9
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	—	...	...	—	...	+ 0,3	...
Total 4 ...	2,2	5,4	- 3,2	6,5	6,1	+ 0,4	+ 8,1	- 3,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	0,1	- 0,1	—	0,4	- 0,4	+ 0,9	+ 0,1
Total 1 à 5 ...	115,4	121,5	- 6,1	129,0	128,6	+ 0,4	+12,3	- 5,1
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 0,4	—	—	- 0,9	+ 2,7	- 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	- 4,5	—	—	- 7,1	+12,4	-14,2
6.22 Autres	—	—	- 1,2	—	—	+ 8,4	- 2,8	+ 9,9

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inscrit dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Exportations = 283,3; importations = 287,2.

⁵ Exportations = 318,6; importations = 331,0.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLe année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIII^e année, vol. I, no 5, page 601 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1967 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suisse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1967	49,69	10,10	138,65 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ²	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ²
1968	49,93	10,08	119,68 ³	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65
1967 3 ^e trimestre .	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
4 ^e trimestre .	49,64	10,12	138,12 ⁴	13,80	11,47	12,43	7,97	9,60	6,94	7,15 ⁴	46,127	46,125	172,50	192,05	82,80 ⁴
1968 1 ^{er} trimestre .	49,66	10,09	119,50	13,77	11,44	12,42	7,95	9,62	6,95	6,66	45,750	45,750	173,47	191,92	71,26
2 ^e trimestre .	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41
3 ^e trimestre .	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88
4 ^e trimestre .	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06
1968 Janvier	49,69	10,09	119,71	13,79	11,44	12,41	7,95	9,62	6,96	6,66	45,820	45,820	173,63	192,00	71,37
Février	49,64	10,09	119,63	13,76	11,42	12,40	7,95	9,61	6,95	6,66	45,656	45,656	173,29	191,91	71,20
Mars	49,65	10,09	119,15	13,77	11,46	12,45	7,96	9,61	6,96	6,67	45,772	45,770	173,48	191,86	71,19
Avril	49,73	10,09	119,46	13,75	11,46	12,48	7,96	9,62	6,96	6,67	46,041	46,041	173,86	192,45	71,39
Mai	49,73	10,06 ⁵	118,80	13,74	11,50	12,49	7,99	9,63	6,96	6,66	46,138	46,137	173,69	192,40	71,35
Juin	49,86	10,03	118,91	13,77	11,59	12,48	8,00	9,65	6,98	6,67	46,303	46,303	174,17	193,06	71,50
Juillet	49,96	10,05	119,40	13,80	11,63	12,47	8,03	9,67	7,00	6,66	46,523	46,522	174,57	193,60	71,70
Août	50,04	10,06	119,67	13,80	11,62	12,47	8,05	9,69	7,01	6,66	46,652	46,651	174,70	193,79	71,86
Septembre	50,21	10,10	119,89	13,81	11,68	12,64	8,07	9,73	7,03	6,69	46,796	46,795	175,21	194,28	72,08
Octobre	50,33	10,12	120,30	13,84	11,71	12,64	8,08	9,73	7,05	6,71	46,916	46,915	175,60	194,79	72,23
Novembre	50,15	10,09	119,68	13,82	11,66	12,61	8,04	9,69	7,02	6,68	46,741	46,741	175,16	193,88	71,96
Décembre	50,15	10,13	119,60	13,90	11,67	12,56	8,04	9,69	7,02	6,69	46,735	46,735	175,56	194,16	71,93
1969 Janvier	50,19	10,14	119,80	13,87	11,62	12,54	8,04	9,71	7,02	6,69	46,783	46,783	176,03	194,02	71,97
Février	50,17	10,13	120,00	13,84	11,61	12,49	8,02	9,70	7,02	6,67	46,704	46,703	176,08	193,79	71,96

- 1 Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.
 2 Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.
 3 Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.
 4 Moyenne du 1^{er} octobre au 17 novembre 1967.
 5 Moyenne du 1^{er} au 24 mai 1968.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 28 février 1969

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
					acheteur 4	vendeur 5	
			vendeur (+)	acheteur (-)	en francs belges		pour :
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50	CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,—	C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40	£ ²	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

- 1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.
 2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.
 3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elle représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.
 4 (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)
 5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses 3	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1962	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1967 3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,9	74,6	- 4,7	0,1	9,1	- 9,0	- 13,7
5 premiers mois ...	86,1	92,3	- 6,2	0,1	11,0	- 10,9	- 17,1
6 premiers mois ...	105,2	111,6	- 6,4	0,1	13,0	- 12,9	- 19,3
7 premiers mois ...	132,5	132,0	+ 0,5	0,1	15,2	- 15,1	- 14,6
8 premiers mois ...	147,9	148,9	- 1,0	0,1	17,7	- 17,6	- 18,6
9 premiers mois ...	163,9	165,4	- 1,5	0,1	19,7	- 19,6	- 21,1
10 premiers mois ...	183,1	185,0	- 1,9	0,2	22,6	- 22,4	- 24,3
11 premiers mois ...	200,3	204,5	- 4,2	0,2	25,5	- 25,3	- 29,5
12 mois	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968 1 ^{er} mois	23,0	23,8	- 0,8	0,1	3,3	- 3,2	- 4,0
2 premiers mois ...	40,2	43,9	- 3,7	0,1	6,0	- 5,9	- 9,6
3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,4	+ 2,0	0,3	18,1	- 17,8	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,5	- 4,0	0,3	24,4	- 24,1	- 28,1
10 premiers mois ...	199,7	201,6	- 1,9	0,4	27,9	- 27,5	- 29,4
11 premiers mois ...	217,6	219,1	- 1,5	0,4	30,4	- 30,0	- 31,5

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																			
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2)	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptables 3 et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)		
					en francs belges	en monnaies étrangères	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges											en monnaies étrangères	Total (15) = (8) à (14)
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)	Office des chèques postaux (13)							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)			
1962	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7		
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3		
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1967 3 premiers mois .	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,2	- 6,3	- 1,6	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1		
4 premiers mois .	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,3	- 3,9	- 1,6	+ 9,5	- 0,3	+ 1,3	+17,9		
5 premiers mois .	-17,1	- 2,3	- 2,7	-22,1	+ 5,6	...	+ 5,6	...	- 3,5	+20,6	...	- 0,3	- 5,7	+ 0,4	+11,5	+ 0,3	+ 4,7	+22,1		
6 premiers mois .	-19,3	- 0,7	- 3,2	-23,2	+ 8,2	...	+ 8,2	...	- 3,8	+15,0	...	- 0,3	- 5,4	+ 5,4	+10,9	+ 0,4	+ 3,7	+23,2		
7 premiers mois .	-14,6	- 2,3	- 3,9	-20,8	+11,8	...	+11,8	...	- 5,7	+ 8,7	...	- 0,3	- 3,4	+ 6,5	+ 5,8	- 2,1	+ 5,3	+20,8		
8 premiers mois .	-18,6	- 2,1	- 4,6	-25,3	+11,8	...	+11,8	...	- 2,4	+11,8	...	- 0,3	- 5,6	+ 6,7	+10,2	- 2,0	+ 5,3	+25,3		
9 premiers mois .	-21,1	- 1,3	- 5,3	-27,7	+11,8	...	+11,8	...	- 0,6	+12,1	...	- 0,2	- 7,2	+ 6,9	+11,0	- 0,8	+ 5,7	+27,7		
10 premiers mois .	-24,3	- 1,4	- 6,0	-31,7	+21,6	...	+21,6	...	- 3,6	+12,7	...	- 0,3	- 4,2	+ 7,2	+11,8	- 6,8	+ 5,1	+31,7		
11 premiers mois .	-29,5	- 1,1	- 6,4	-37,0	+21,6	...	+21,6	...	- 4,7	+17,9	...	- 0,3	- 6,1	+ 7,1	+13,9	- 3,8	+ 5,3	+37,0		
12 mois	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 2,1	- 0,4	- 6,5	...	...	...	...	+ 2,6	+ 5,2	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 9,3	- 2,5	- 0,3	+ 6,5
2 premiers mois .	- 9,6	- 3,1	- 1,1	-13,8	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 1,6	+ 3,9	...	- 0,1	- 2,2	- 0,3	+ 2,9	+ 0,9	+ 0,2	+13,8		
3 premiers mois .	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4		
4 premiers mois .	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3		
5 premiers mois .	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2		
6 premiers mois .	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3		
7 premiers mois .	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9		
8 premiers mois .	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2		
9 premiers mois .	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7		
10 premiers mois .	-29,4	- 2,6	- 7,2	-39,2	+29,2	...	+29,2	...	- 1,0	- 3,8	...	- 0,2	+ 1,7	+ 1,0	- 2,3	+10,8	+ 1,5	+39,2		
11 premiers mois .	-31,5	- 3,3	- 8,0	-42,8	+29,2	...	+29,2	...	- 1,6	+ 2,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 0,9	- 1,5	+12,9	+ 2,2	+42,8		

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra-budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amortissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de financement de l'Etat (5) = (3) + (4)	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 6
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1967	3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,2	+ 13,6	- 4,2
	4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,7	+ 17,2	- 4,4
	5 prem. mois	- 17,1	- 6,5	- 23,6	+ 6,9	- 16,7	+ 5,7	+ 0,4	+ 15,9	+ 22,0	- 5,3
	6 prem. mois	- 19,3	- 6,5	- 25,8	+ 7,8	- 18,0	+ 7,7	+ 0,4	+ 12,2	+ 20,6	- 2,6
	7 prem. mois	- 14,6	- 7,6	- 22,2	+ 9,1	- 13,1	+ 10,1	+ 0,4	+ 6,1	+ 16,6	- 3,5
	8 prem. mois	- 18,6	- 8,1	- 26,7	+ 10,4	- 16,3	+ 9,2	+ 0,6	+ 10,3	+ 20,1	- 3,8
	9 prem. mois	- 21,1	- 7,8	- 28,9	+ 11,5	- 17,4	+ 8,4	+ 0,8	+ 12,0	+ 21,2	- 3,8
	10 prem. mois	- 24,3	- 9,3	- 33,6	+ 12,9	- 20,7	+ 17,0	+ 0,3	+ 8,2	+ 25,5	- 4,8
	11 prem. mois	- 29,5	- 9,8	- 39,3	+ 14,2	- 25,1	+ 15,8	+ 0,3	+ 12,5	+ 28,6	- 3,5
	12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2
	2 prem. mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...
	3 prem. mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8
	4 prem. mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8
	5 prem. mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2
	6 prem. mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8
	7 prem. mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1
	8 prem. mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3
	9 prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9
	10 prem. mois	- 29,4	- 10,6	- 40,0	+ 12,7	- 27,3	+ 19,4	+ 1,2	+ 10,3	+ 30,9	- 3,6
	11 prem. mois	- 31,5	- 11,5	- 43,0	+ 14,3	- 28,7	+ 18,0	+ 0,7	+ 13,8	+ 32,5	- 3,8

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

6 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1967 Juin	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
Juillet	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
Août	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1
Septembre	5,6	+ 0,3	2,6	- 0,6	7,3	- 0,4	15,5	- 0,7
Octobre	7,6	+ 1,5	3,4	+ 0,5	7,5	- 0,1	18,5	+ 1,9
Novembre	5,8	+ 0,4	3,2	+ 0,1	7,5	+ 0,1	16,5	+ 0,6
Décembre	7,1	- 0,4	3,2	- 0,1	7,5	- 0,6	17,8	- 1,1
1968 Janvier	10,2	- 0,2	3,1	+ 0,2	7,3	+ 0,2	20,6	+ 0,2
Février	5,7	...	3,2	+ 0,1	7,3	- 0,2	16,2	- 0,1
Mars	5,2	...	3,3	...	7,7	- 0,6	16,2	- 0,6
Avril	6,1	...	3,5	+ 0,2	7,9	- 0,1	17,5	+ 0,1
Mai	6,1	...	3,6	+ 0,1	7,9	+ 0,1	17,6	+ 0,2
Juin	7,1	- 0,3	3,1	- 0,2	7,4	- 0,3	17,6	- 0,8
Juillet	20,6	+ 0,9	3,1	+ 0,1	7,7	+ 0,1	31,4	+ 1,1
Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7
1969 Janvier	12,2	+ 0,2	4,7	+ 0,5	7,9	+ 0,1	24,8	+ 0,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1968		Exercice 1968 : janvier		Exercice 1969 : janvier	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	95,8	95,4	10,2	10,4	12,2	12,0
précompte immobilier	1,2	1,3	0,1	0,1	...	...
précompte mobilier	9,3	8,6	1,1	0,8	1,1	1,1
précompte professionnel	43,3	44,7	4,5	4,7	5,2	5,1
versements anticipés	19,8	19,3	1,6	2,0	3,1	2,5
impôts des personnes physiques (rôles)	13,5	11,9	0,9	0,8	1,2	1,2
impôts des sociétés (rôles)	2,4	3,1	0,2	0,2	0,3	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	5,0	5,0	1,4	1,4	0,9	1,4
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,1	0,1	...	...	...	...
divers ³	1,2	1,4	0,4	0,4	0,4	0,4
II. Douanes et accises	38,7	39,0	3,1	2,9	4,7	4,2
dont : douanes	8,0	8,9	0,8	0,7	0,7	0,7
accises	29,1	29,9	2,2	2,2	3,9	3,5
taxes spéciales de consommat.	1,3	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	92,4	93,5	7,3	7,1	7,9	7,8
dont : enregistrement	7,9	7,7	0,6	0,6	0,7	0,7
successions	4,0	3,9	0,3	0,3	0,3	0,3
timbrés et taxes assimilées	79,7	81,2	6,3	6,2	6,8	6,7
Total ...	226,9	227,9	20,6	20,4	24,8	24,0
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 1,0		+ 0,2		+ 0,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1966 9 premiers mois	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1967 Septembre	5,6	2,6	7,3	15,5	0,06
Octobre	7,6	3,4	7,5	18,5	1,48
Novembre	5,8	3,2	7,5	16,5	0,05
Décembre	7,1	3,2	7,5	17,8	0,12
1968 Janvier	10,2	3,1	7,3	20,6	1,62
Février	5,7	3,2	7,3	16,2	0,04
Mars	5,2	3,3	7,7	16,2	0,27
Avril	6,1	3,5	7,9	17,5	0,68
Mai	6,1	3,6	7,9	17,6	0,07
Juin	7,1	3,1	7,4	17,6	0,98
Juillet	20,6	3,1	7,7	31,4	13,64
Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17
1969 Janvier	12,2	4,7	7,9	24,8	3,12

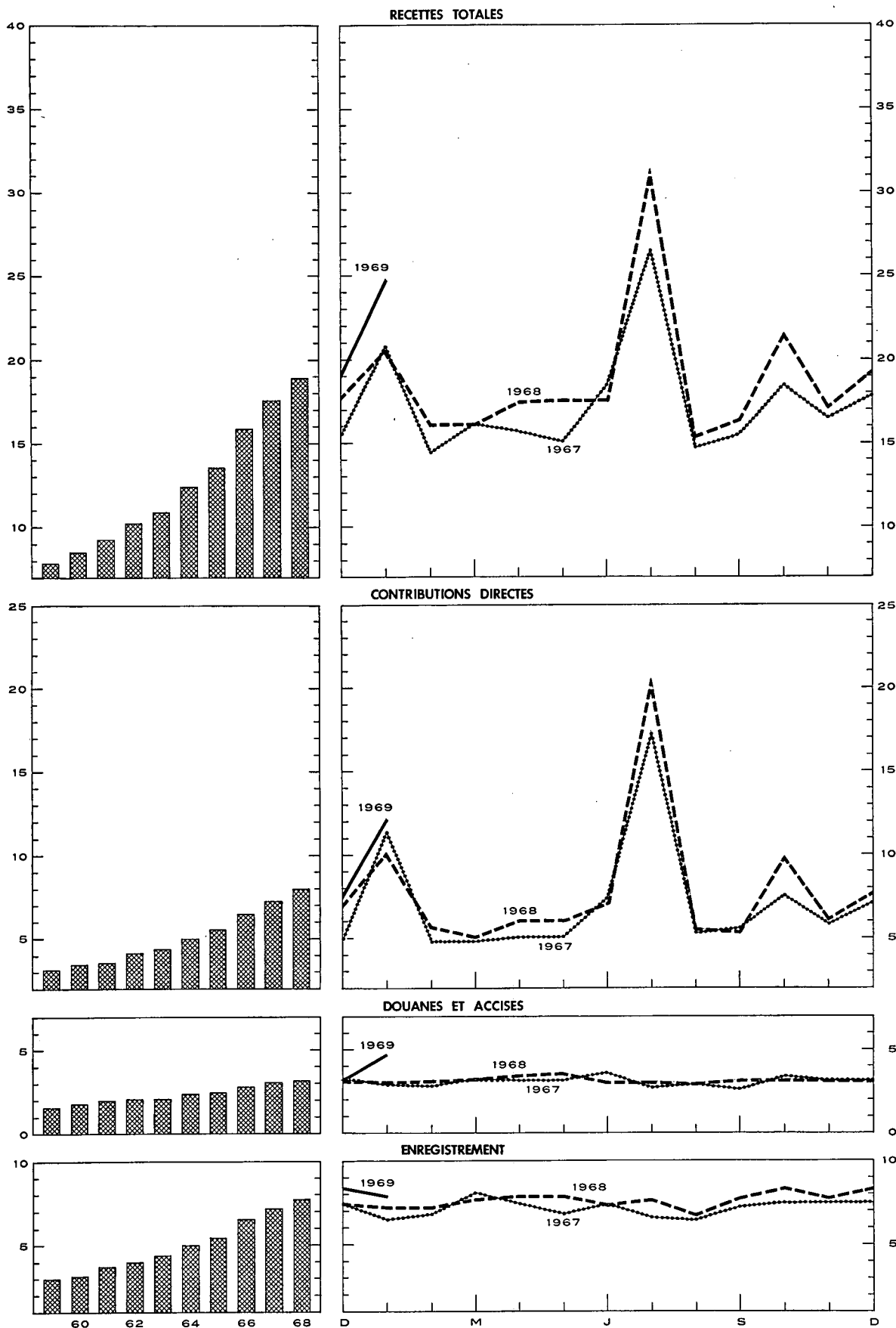
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1967 : « Les budgets de 1967 et 1968 » et XLII^e année, vol. I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Para- étatiques d'exploit- ation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Orga- nismes moné- taires (7)		Fonds des Rentés (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	49,2	—	4,3	—	1,3	5,0	59,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	8,4	—	—	—	—	47,5	—	0,2	—	0,9	—	57,0	
		Obligations	12,6	—	—	—	—	—	—	1,0	15,6	—	—	29,2	
		Autres emprunts à moyen et long terme	8,9	0,1	—	—	—	—	—	107,2	35,2	103,2	—	254,6	
		Divers	—	1,5	1,7	0,1	18,0	—	—	1,6	4,1	0,6	—	27,7	
	(Actions et parts)	(190,9)	(0,8)	(...)	—	(0,3)	—	(0,6)	(—)	(1,2)	(4,5)	(—)	(...)	(198,3)	
	Total ...	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	—	96,7	—	114,3	54,9	106,0	5,0	428,5	
Secteurs nationaux non financiers	Paratétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	0,2	—	—	0,3	—	—	0,1	0,5	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,5	—	—	—	0,1	1,2	—	—	—	0,3	—	2,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	0,4	0,2	—	—	—	0,1	—	0,6	
		Obligations accessibles à tout placeur	15,9	0,5	—	—	4,0	2,0	0,8	3,7	5,0	0,6	—	32,5	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,1	0,7	2,6	—	0,5	4,2	—	0,3	8,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	0,1	—	—	—	—	0,2	—	—	9,5		
	Divers	6,3	—	6,5	0,2	—	—	—	—	—	8,8	—	15,2		
	(Actions et parts) ...	(0,9)	—	(14,7)	(5,5)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(22,7)	
	Total ...	22,7	0,7	6,5	0,4	..	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	0,7	69,0	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	4,2	—	0,8	—	—	45,6	—	—	—	0,1	3,5	54,1	
		Certificats à court terme	—	0,5	—	0,2	16,9	36,8	4,1	4,3	—	6,0	1,5	70,4	
		Obligations accessibles à tout placeur	118,3	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	260,7	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	19,9	58,6	—	3,5	2,1	1,0	85,1	
		Divers	—	0,7	—	—	1,6	6,0	—	—	—	0,6	0,2	9,1	
	Total ...	122,5	3,7	—	2,6	3,3	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	6,2	479,4	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	4,8	—	—	—	—	—	4,8	
		Obligations accessibles à tout placeur	14,4	0,6	—	0,1	—	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	27,0	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	1,1	0,2	—	10,7	2,4	—	14,5	
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	5,0	—	—	—	—	—	—	0,7	—	57,8	63,4	
	Divers	2,1	0,5	2,2	—	—	—	—	—	—	—	0,3	2,3	7,3	
	Total ...	16,5	6,1	2,2	0,1	—	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	2,3	117,0	
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	13,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,7	
		Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3	
		Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,7	—	—	—	9,0	—	1,6	13,2	
		Divers	13,2	—	1,1	—	3,6	—	—	—	0,1	—	—	21,0	
		Total ...	26,9	—	1,1	—	4,3	0,3	0,6	—	1,3	9,2	—	4,5	48,2
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	12,9	—	1,0	—	1,7	1,5	17,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	4,1	—	0,2	—	—	—	4,3	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	—	129,2	—	—	—	—	129,2	
	Obligations	7,8	—	0,9	—	—	—	0,7	0,9	0,3	3,7	0,2	—	14,5	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	11,5	—	—	—	—	8,7	—	—	—	—	20,2	
	Divers	—	0,9	7,4	—	—	—	—	—	—	0,8	0,2	—	9,3	
(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,2)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes monétaires (7)												
		Fonds des Rentas (8)												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organismes d'assurance-vie et caisses de retraite et de pension (10)												
		Organismes publics de crédit monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
(1) = (12)														
	Monnaie	273,4	3,0	3,6	11,2	0,6	—	—	—	3,5	1,8	0,3	...	297,5
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,5	1,2	...	...	...	...	...	2,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	—	66,2
	Dépôts en devises des résidents	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1
	Dépôts sur livrets des résidents	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6
	Dépôts à terme des résidents	29,5	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	29,5
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	...	...	...	15,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,4	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...	...	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	10,9	11,2
	(Actions et parts)	(9,2)	...	(0,2)	...	...	—	(0,7)	...	(0,1)	...	...	(10,2)	(10,2)
	Total ...	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	10,9	474,7
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	7,4	—	—	—	—	—	7,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,4	—	...	...	...	...	0,4
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9
	Total ...	—	...	2,8	...	...	...	7,7	—	...	...	...	0,1	10,6
	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,2	2,3	—	...	—	...	0,6	0,2	...	7,0
	Dépôts sur livrets	148,1	...	—	0,1	0,2	—	...	—	...	...	...	...	148,4
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	...	3,5	—	...	—	...	0,1	...	0,2	6,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,6	...	...	...	...	—	...	—	...	0,4	...	...	12,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,7	9,5
	(Actions et parts)	(1,6)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,6)
	Total ...	171,1	1,0	...	0,8	6,0	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	2,9	183,6
	Réserves de sécurité sociale	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3
	Réserves mathématiques	155,1	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	—	169,5
	Divers	2,7	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	...	2,0	5,1
	Total ...	180,1	...	0,2	...	0,1	14,4	...	...	...	...	...	2,0	196,9
	Dépôts à vue	2,7	...	...	0,2	...	...	0,2	—	...	...	...	...	3,1
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,7
	Dépôts sur livrets	7,0	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	7,0
	Dépôts à terme	2,0	0,5	...	2,9	1,5	...	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1
	Obligations accessibles à tout placeur	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
	Divers	3,5	...	11,6	0,1	...	2,5	...	—	0,4	...	...	4,1	22,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
	Total ...	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	5,8	190,7
		— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	—	22,8
	Total des créances ...	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	42,0	2.416,1

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. I, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 2, février 1967; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	56,4	—	4,3	—	4,7	3,4	69,0	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,1	—	—	—	—	54,7	—	1,0	—	1,0	...	65,8	
		Obligations ...	14,7	...	...	...	...	...	—	1,0	17,5	...	...	33,2
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	10,7	0,1	0,3	...	—	117,8	37,5	110,9	277,4
		Divers	1,6	1,8	0,1	20,1	...	—	0,7	4,8	0,7	29,7
		(Actions et parts) ...	(203,1)	(1,0)	(...)	(...)	(0,7)	(—)	(0,9)	(4,6)	(—)	(...)	(...)	(210,3)	
		Total ..	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	111,1	—	124,9	59,8	117,3	3,4	475,1	
Secteurs nationaux non financiers	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	0,4	...	...	...	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6	—	—	...	...	0,2	1,2	0,2	...	0,1	...	2,2
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	0,1	...	...	0,4	0,1	...	...	...	...	0,6
		Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,4	0,1	3,9	1,8	0,7	3,8	4,9	0,7	...	31,8
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	...	0,1	...	2,0	2,4	...	1,0	5,3	0,4	...	11,5
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	0,1	...	0,6	...	...	0,2	10,0	...	...	10,8
		Divers ...	8,2	...	5,2	0,2	1,8	...	...	...	...	0,3	...	15,7
		(Actions et parts) ...	(0,9)	...	(15,0)	(6,0)	(...)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(23,9)	
		Total ...	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	0,3	73,2
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,8	...	—	1,1	...	...	45,3	...	...	0,1	3,5	53,8
		Certificats à court terme ...	...	0,9	—	0,2	...	14,3	39,6	2,7	4,3	11,4	3,4	76,8
		Obligations accessibles à tout placeur ...	125,6	2,5	—	1,9	2,7	11,0	46,3	3,5	34,6	42,4	7,8	1,3	279,5
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	—	19,0	60,7	...	3,0	2,2	0,7	0,5	86,2
		Divers	0,6	—	...	1,9	0,3	0,3	...	3,1
		Total ...	129,4	4,0	—	3,2	4,6	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	8,7	499,4
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	6,5	...	...	...	...	...	6,5
		Obligations accessibles à tout placeur ...	16,7	0,6	...	0,1	...	0,5	1,0	1,0	2,1	7,4	1,2	...	30,7
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	1,4	0,2	...	11,6	2,4	...	0,1	15,6
		Autres emprunts à moyen et long terme	5,4	0,8	...	62,4	...	68,6
		Divers ...	2,2	0,5	3,0	...	...	...	...	...	0,4	2,7	...	8,9
		Total ...	19,0	6,5	3,0	0,1	...	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	2,8	130,2
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	15,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15,7	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	0,1	...	...	0,3
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,4	...	0,8	...	1,3	10,1	...	2,3	15,0
		Divers ...	17,1	...	1,5	...	4,0	0,8	...	3,8	27,2
		Total ...	32,8	...	1,5	...	4,4	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	6,1	58,2
Etranger (6)		Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	1,5	...	...	...	...	...	1,5
		Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	16,4	...	1,1	...	2,1	2,2	21,7
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	6,6	...	0,2	...	...	...	6,8
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	135,7	...	...	...	...	135,7
		Obligations ...	8,7	...	0,8	1,5	0,9	0,3	3,5	0,2	...	15,9
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	...	8,3	12,2	20,5
		Divers	0,9	7,6	1,0	0,2	...	9,7
		(Actions et parts)	(0,2)	(0,4)	(—)	(1,4)	(—)	(...)	(1,3)	(—)	(...)	(3,3)
		Total ...	8,7	0,9	16,7	...	...	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	2,2	211,9

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	293,9	3,1	3,7	12,1	1,0	—	—	—	2,4	2,1	0,3	...	318,6
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	2,5	1,5	...	0,1	...	0,1	...	4,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	76,6	—	—	—	—	—	—	76,6
	Dépôts en devises des résidents	4,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,4
	Dépôts sur livrets des résidents	42,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,0
	Dépôts à terme des résidents	35,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,4
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	14,3	0,1	—	—	...	...	14,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,3	—	...	—	—	—	—	—	...	0,1	...	...	11,4
	Divers	0,1	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	...	11,4	11,7
	(Actions et parts)	(10,7)	...	(0,2)	...	...	—	(0,6)	...	...	(0,1)	...	...	(11,6)
Total ...	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	11,4	518,6	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...	...
	Certificats à court terme	—	—	—	...	—	...	4,7	—	0,8	—	0,4	—	5,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Total ...	—	...	2,8	...	...	...	4,7	—	0,8	...	0,4	...	8,7	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	4,3	...	...	0,1	2,0	—	—	...	0,4	0,1	...	...	6,9
	Dépôts sur livrets	165,4	...	—	0,3	0,1	—	—	...	...	...	...	...	165,8
	Dépôts à terme	1,3	1,0	...	0,1	3,3	—	—	...	...	0,1	...	0,5	6,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	12,8	—	...	...	—	—	—	...	0,1	0,5	...	...	13,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	4,8	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	8,5
	(Actions et parts)	(2,0)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(2,0)
Total ...	189,2	1,0	...	0,4	5,4	—	0,1	...	0,2	1,0	0,1	4,0	201,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	24,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4
	Réserves mathématiques	167,0	—	—	—	—	15,2	—	—	—	—	—	—	182,2
	Divers	3,8	...	0,3	...	0,1	...	...	...	...	...	2,2	...	6,5
	Total ...	195,2	...	0,3	...	0,1	15,2	...	...	...	...	...	2,2	213,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,2	...	...	0,1	...	—	0,2	—	...	...	...	...	3,5
	Argent à très court terme	—	...	—	0,5	...	1,1	0,2	...	0,3	...	0,6	...	2,6
	Dépôts sur livrets	8,0	—	—	...	...	—	—	...	...	...	...	...	8,0
	Dépôts à terme	2,5	0,7	...	3,7	3,3	0,3	0,5	—	0,2	1,1	...	...	12,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,2	—	1,5	...	0,2	...	1,9
	Obligations accessibles à tout placeur	85,6	0,3	...	0,1	2,8	0,1	11,4	0,2	9,5	21,7	0,7	...	132,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	0,9	3,3	0,8	...	4,0	19,1	...	1,7	29,8
	Divers	3,9	...	12,2	...	...	2,5	...	...	0,4	...	0,1	4,8	23,8
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,1)
	Total ...	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	7,1	214,2
Secteurs indécouverts et ajustements (12)			2,7	3,2	...	1,2	—	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	—	30,8
	(13) = (1) & (12)	Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	48,2	2.634,9

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1966 ¹

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéter- minés et ajustements		
		Entreprises et particuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Orga- nismes moné- taires	Fonds des Rentés	Caisse d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)	(7)	(8)	(9)	(10)			(11)	
											(12)	(13) = (1) à (12)				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—	—	—	...	+ 7,2	—	+ 0,1	—	+ 3,3	- 1,6	+ 9,1	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,7						+ 7,1	—	+ 0,9	—	+ 0,1	—	+ 8,8	
		Obligations ...	+ 2,1						—	—	—	+ 1,9	—	—	+ 3,9	
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	+ 1,8				+ 0,3		—	—	+ 10,6	+ 2,3	+ 7,8	—	+ 22,8	
		Divers ...		+ 0,1	+ 0,1		+ 2,1	+ 8,9			- 0,9	+ 0,7			+ 11,0	
	(Actions et parts) ...	(+ 9,4)	(+ 0,2)	(...)		(- 0,3)	(+ 0,5)	(+ 0,1)	(—)	(- 0,3)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(+ 9,8)	
		Total ...	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1		+ 2,4	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	- 1,6	+ 55,6	
	Para- étatiques d'exploit- ation (2)	Argent à très court terme ...	—		—			- 0,1			+ 0,2				- 0,1	...
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,1		—						+ 0,1			- 0,2		+ 0,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...			+ 0,1					- 0,1						...
		Obligations accessibles à tout placeur ...	- 0,5	- 0,1						- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,1		- 0,7
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—					+ 1,3	- 0,1		+ 0,5	+ 1,1	+ 0,4	- 0,3		+ 2,9
		Autres emprunts à moyen et long terme ...						+ 0,2						+ 1,2		+ 1,4
		Divers ...	+ 1,9		- 1,3			+ 0,1							- 0,1	+ 0,5
	(Actions et parts) ...	(+ 0,1)		(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)		(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 1,2)	
		Total ...	+ 1,5	- 0,1	- 1,2			+ 1,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	- 0,4	+ 4,2	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	- 0,4		—	+ 0,3										- 0,3
		Certificats à court terme ...		+ 0,3	—			+ 0,3	+ 2,8	- 1,4			+ 5,5		+ 7,5	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 7,3		—	+ 0,2	+ 0,9	- 0,5	+ 7,6	- 0,2	+ 1,3	+ 0,4	- 0,6		+ 16,4	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—		—			- 4,6	+ 2,2		- 0,5		- 0,3	+ 0,6	+ 2,6	
Divers ...					+ 0,3						- 0,2	+ 0,1		+ 0,2		
	Total ...	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	- 4,8	+ 12,3	- 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 0,6	+ 21,2		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—		—											...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...														+ 1,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 2,3						+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,8				+ 3,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—					+ 0,2			+ 0,9			+ 0,1		+ 1,1	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		+ 0,4							+ 0,1		+ 4,6			+ 5,1	
Divers ...	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,8								+ 0,1	+ 0,4		+ 1,6		
	Total ...	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8			+ 0,2	+ 2,0	- 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 0,5	+ 13,3		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	+ 2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...														...
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—					- 0,2		+ 0,2		+ 1,1		+ 0,7	+ 1,8		
	Divers ...	+ 3,9		+ 0,4			+ 0,3				+ 0,7		+ 0,9	+ 6,2		
	Total ...	+ 5,9		+ 0,4		+ 0,1		+ 0,2			+ 1,8		+ 1,6	+ 10,0		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—		—			—	+ 1,4							+ 1,4	
	Acceptations et effets commerciaux ...			—			—	+ 3,4	—	+ 0,1		+ 0,4	+ 0,7	+ 4,6		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...						—	+ 2,5	—					+ 2,5		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...						—	+ 6,6	—					+ 6,6		
	Obligations ...						—	+ 0,8				- 0,2		+ 0,6		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	+ 0,3	—	—	—	+ 3,5	—	—	—	—	- 3,5	+ 0,3		
	Divers ...	+ 3,4		+ 0,2			—		—		+ 0,2			+ 3,8		
	(Actions et parts) ...	(+ 2,4)	(...)	(...)			(—)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(+ 2,5)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	+ 21,1	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	+ 1,0	+0,3	...	+ 0,1	+ 0,3	...	+ 1,5	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+10,4	—	—	—	—	—	+ 10,4	
	Dépôts en devises des résidents	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 6,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,4	
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,9	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	-1,2	+ 0,1	—	—	—	- 1,1	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	+ 0,6	
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	—	(...)	—	—	—	(...)	—	—	(...)	—	(+ 0,9)	
Total ...	+32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+11,4	-0,9	+ 0,1	- 1,0	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 44,0	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	-2,6	—	+ 0,8	—	+ 0,3	- 1,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	-0,4	—	—	—	—	- 0,4	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total ...	—	—	—	—	—	—	-3,0	—	+ 0,8	—	+ 0,3	- 1,9		
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,5	—	—	- 0,1	- 0,3	—	—	—	—	- 0,2	—	- 0,1	
	Dépôts sur livrets	+17,3	—	—	+ 0,2	- 0,1	—	—	—	—	—	—	+ 17,5	
	Dépôts à terme	—	—	—	+ 0,1	- 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,4	+ 0,2	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	+ 1,4	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	- 1,1	—	—	- 0,5	—	- 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,7	
(Actions et parts)	(+ 0,4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,4)		
Total ...	+18,1	—	—	- 0,3	- 0,6	- 0,2	—	—	—	- 0,1	—	+ 1,1	+ 17,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	
	Réserves mathématiques	+11,9	—	—	—	—	+ 0,8*	—	—	—	—	—	+ 12,7	
	Divers	+ 1,1	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	+ 1,5	
	Total ...	+15,1	—	+ 0,1	—	—	+ 0,8	—	—	—	—	+ 0,3	+ 16,3	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,5	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	
	Argent à très court terme	—	—	—	+ 0,5	—	+ 1,1	—	—	+ 0,3	—	+ 0,3	+ 1,9	
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	
	Dépôts à terme	+ 0,5	+ 0,2	—	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,3	+0,2	—	- 0,4	+ 0,2	—	+ 3,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	+0,1	—	—	+ 0,7	—	—	+ 0,8	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	—	—	—	+ 1,4	—	+1,6	—	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	+ 12,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	+ 0,1	- 0,2	+0,1	—	+ 0,3	+ 1,2	—	+ 1,9	
	Divers	+ 0,3	—	+ 0,6	- 0,1	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,7	
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	
Total ...	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 1,2	+1,9	—	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 23,5	
Secteurs indétér- minés et ajustements (12)		—	+ 0,5	—	—	+ 0,1	- 3,5	+0,5	—	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	—	
		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
(1) = (12)	Total des créances	+99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+15,5	+45,1	- 1,8	+18,3	+13,4	+23,6	+ 1,0	+226,6

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967.

* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	29,9	1,7	1,7	0,1	18,1	51,5	.....	96,7	—	114,3	54,9	106,0	371,9	5,0	428,5
2. Paraétatiques d'exploitation	22,7	0,7	6,5	0,4	.....	30,3	7,4	6,1	0,8	4,5	9,4	9,9	30,7	0,7	69,0
3. Etat (Trésor)	122,5	3,7	—	2,6	3,3	132,1	52,2	179,7	7,8	41,1	44,6	15,6	288,8	6,2	479,4
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,2	0,1	.....	24,9	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	59,3	88,3	2,3	117,0
5. Sécurité sociale	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,2	...	11,1	4,5	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	218,5	12,2	11,5	3,2	25,7	271,1	61,5	288,8	9,8	174,3	127,1	190,8	790,8	18,7	1.142,1
7. Etranger	7,8	0,9	19,8	.....	.....	28,5	—	155,7	0,9	1,5	4,5	2,1	164,7	1,5	194,7
8. Organismes monétaires	355,1	3,0	3,8	11,2	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,8	0,3	22,3	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	171,1	1,0	...	0,8	6,0	178,9	0,2	0,1	...	0,1	1,1	0,2	1,5	2,9	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	180,1	...	0,2	...	0,1	180,4	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	196,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	93,7	0,7	11,6	3,3	3,8	113,1	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	5,8	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	800,0	4,7	18,4	15,3	10,5	848,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,6	1,0	97,2	21,7	1.056,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	2,1	1,2	18,2	—	22,8
15. Total des créances	1.022,1	20,0	51,1	18,6	37,4	1.149,2	154,2	491,2	11,6	196,7	176,3	194,9	1.070,7	42,0	2.416,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 593,6	— 49,0	— 428,3	— 98,4	— 10,8	+ 7,1	— 40,5	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 20,6	+ 4,2	+ 14,2	+ 19,2	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	34,5	1,9	1,8	0,1	20,4	58,7	.....	111,1	—	124,9	59,8	117,3	413,1	3,4	475,1
2. Paraétatiques d'exploitation	24,1	0,7	5,3	0,4	0,1	30,6	8,9	5,6	0,7	5,4	10,4	11,3	33,4	0,3	73,2
3. Etat (Trésor)	129,4	4,0	—	3,2	4,6	141,2	44,3	192,0	6,2	41,9	44,8	20,3	305,2	8,7	499,4
4. Secteur public non compris ailleurs	19,0	6,5	3,0	0,1	.....	28,6	1,8	7,7	1,0	14,5	9,8	64,0	97,0	2,8	130,2
5. Sécurité sociale	32,8	...	1,5	...	4,4	38,7	0,2	0,8	...	1,3	11,0	...	13,1	6,1	58,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	239,8	13,1	11,6	3,8	29,5	297,8	55,2	317,2	7,9	188,0	135,8	212,9	861,8	21,3	1.236,1
7. Etranger	8,7	0,9	16,7	.....	.....	26,3	—	173,9	0,9	1,6	4,5	2,4	183,3	2,2	211,9
8. Organismes monétaires	387,1	3,1	3,9	12,1	1,0	407,2	79,1	15,8	0,1	2,5	2,2	0,4	21,0	11,4	518,6
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,7	—	0,8	...	0,4	5,9	...	8,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	189,2	1,0	....	0,4	5,4	196,0	.....	0,1	...	0,2	1,0	0,1	1,4	4,0	201,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	195,2	...	0,3	...	0,1	195,6	15,2	...	...	...	...	...	...	2,2	213,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	103,1	0,9	12,2	4,4	7,1	127,7	7,3	13,3	0,2	15,9	41,9	0,9	72,2	7,1	214,2
13. Total des intermédiaires financiers	874,6	5,0	19,2	16,9	13,6	929,3	101,6	33,9	0,3	19,4	45,1	1,8	100,5	24,7	1.156,1
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,7	3,2	...	1,2	7,1	.....	11,4	0,7	6,0	4,3	1,3	23,7	—	30,8
15. Total des créances	1.123,1	21,7	50,7	20,7	44,3	1.260,5	156,8	536,4	9,8	215,0	189,7	218,5	1.169,4	48,2	2.634,9
16. Solde des créances et des dettes	+ 648,0	— 51,5	— 448,7	— 109,5	— 13,9	+ 24,4	— 55,1	+ 17,8	+ 1,1	+ 13,5	— 23,4	+ 4,3	+ 13,3	+ 17,4	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1965

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploita- tion	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisa- tion	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,1	.....	+ 2,4	+ 7,3	+ 8,9	+ 14,3	—	+ 10,6	+ 4,9	+ 11,2	+ 41,0	— 1,6	+ 55,6
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,5	— 0,1	— 1,2	.....	.....	+ 0,2	+ 1,5	— 0,5	— 0,1	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,5	+ 2,8	— 0,4	+ 4,2
3. Etat (Trésor)	+ 6,9	+ 0,3	—	+ 0,5	+ 1,2	+ 8,9	— 4,8	+ 12,3	— 1,6	+ 0,8	+ 0,2	+ 4,7	+ 16,4	+ 0,6	+ 21,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,5	+ 0,5	+ 0,8	.....	.....	+ 3,8	+ 0,2	+ 2,0	— 0,2	+ 1,4	+ 0,8	+ 4,8	+ 8,8	+ 0,5	+ 13,3
5. Sécurité sociale	+ 5,9	...	+ 0,4	...	+ 0,1	+ 6,4	...	+ 0,2	...	...	+ 1,8	...	+ 2,0	+ 1,6	+ 10,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 21,4	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,5	+ 3,7	+ 26,6	+ 5,8	+ 28,3	— 1,9	+ 13,7	+ 8,7	+ 22,2	+ 71,0	+ 0,7	+ 104,3
7. Etranger	+ 3,4	.....	+ 0,5	.....	.....	+ 3,9	—	+ 18,2	...	+ 0,1	...	+ 0,4	+ 18,7	— 2,8	+ 19,8
8. Organismes monétaires	+ 32,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,3	+ 33,4	+ 11,4	— 0,9	+ 0,1	— 1,0	+ 0,4	+ 0,1	— 1,3	+ 0,6	+ 44,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	...	— 3,0	—	+ 0,8	...	+ 0,3	— 1,9	...	— 1,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 18,1	...	...	— 0,3	— 0,6	+ 17,2	— 0,2	.....	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 1,1	+ 17,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,1	...	+ 0,1	...	...	+ 15,2	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 16,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 9,4	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,3	+ 14,5	+ 1,2	+ 1,9	...	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,4	+ 6,5	+ 1,2	+ 23,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 74,6	+ 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 3,0	+ 80,3	+ 13,2	— 2,0	+ 0,1	+ 1,8	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,2	+ 3,2	+ 99,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,5	...	...	+ 0,1	+ 0,6	— 3,5	+ 0,5	...	+ 2,7	+ 2,2	+ 0,2	+ 5,6	—	+ 2,7
15. Total des créances	+ 99,4	+ 1,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 6,9	+ 111,5	+ 15,5	+ 45,1	— 1,8	+ 18,3	+ 13,4	+ 23,6	+ 98,6	+ 1,0	+ 226,6
16. Solde des créances et des dettes	+ 43,8	— 2,5	— 19,8	— 11,2	— 3,1	+ 7,2	— 4,3	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,4	— 2,9	+ 0,1	— 1,2	— 1,7	—

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers 4 (14)		
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat 2 (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 3 (8)		Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (10)			Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres intermédiaires (12)
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)												
1962 Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4	
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7	
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7	
Juin ⁵	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7	
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9	
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4	
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9	
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2	
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2	
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0	
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0	
1965 Mars	292,9	70,0	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9	
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1	
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9	
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3	
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2	
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7	
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5	
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9	
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0	
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1	
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9	
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2	
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9	
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6	
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,6	<i>p</i> 227,5	<i>p</i> 13,1	168,0	182,3	7,8	<i>p</i> 20,9	-15,8	<i>p</i> -17,9	
Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	<i>p</i> 232,1	<i>p</i> 16,9	182,5	196,0	6,8	<i>p</i> 21,7	-16,5	<i>p</i> -18,5	

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris à partir de juin 1963, nouvelle série, le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitres XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1 janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	68,8	69,0	69,7	72,5	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2
2. F.M.I. — Participation	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3
— Prêts ¹	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ⁴ :																				
a) à un an au plus	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8
b) effets commerciaux	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	46,6	52,2	37,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968).

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,0	1,0
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,2	1,2
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,5
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	...	...	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...
b) envers les para-étatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	52,4	40,6
TOTAL DU PASSIF ...	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des para-étatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	76,0	75,9	75,8	75,7	75,6	75,5	74,0	73,0	72,7	70,9	72,5	72,5	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2	76,2	
2. F.M.L. — Participation	15,2	15,2	15,1	15,3	15,2	14,2	14,7	14,5	16,1	16,2	16,3	16,4	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	18,2	13,2	10,3	
— Prêts ¹	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0	5,0	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,8	6,9	3,3	2,7	3,9	...	8,0	6,1	5,0	5,3	6,8	6,2	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2	13,0	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	29,9	31,7	34,0	34,9	35,4	36,7	36,1	35,4	33,1	36,6	33,3	32,0	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1	18,7	
b) en francs belges .....	...	...	...	0,1	0,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	3,1	3,3	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3	0,1
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	129,9	131,7	130,2	130,7	132,3	131,4	137,8	134,0	132,1	134,1	134,0	132,4	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1	123,3	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	0,4	0,5	0,8
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ² :																					
a) à un an au plus	10,0	7,5	7,6	8,8	2,8	5,8	2,7	0,3	3,6	6,3	5,5	10,1	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3	8,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,6	2,7	2,8	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,2	1,0	...	...	...	...	0,8	...	0,2	...	...	0,5	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3	1,8	3,1
b) effets commerciaux	2,4	2,8	2,4	2,4	2,7	2,9	5,0	4,3	3,2	2,7	2,2	2,3	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	4,0	10,0	9,9	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	2,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	1,4	2,5	2,5	2,0	2,1	1,6	0,3	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	51,4	51,6	52,9	54,3	54,9	56,0	53,8	52,7	50,4	51,3	51,7	54,1	46,6	42,0	46,0	52,2	49,5	44,2	37,2	39,9	
TOTAL DE L'ACTIF ...	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-67	31-7-67	31-8-67	30-9-67	31-10-67	30-11-67	31-12-67	31-1-68	29-2-68	31-3-68	30-4-68	31-5-68	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges ¹	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	1,0	6,6	6,1	1,0	2,6
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,6	0,5	0,6	0,7	0,5	0,7	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	1,2	6,8	6,3	1,2	2,8
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,8	4,0	4,1	3,6	3,8	4,0	4,0	4,1	4,0	3,9	4,0	4,2	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0	4,5	p 4,5
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	2,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	176,0	174,7	171,2	172,4	169,5	168,1	173,6	168,1	168,7	170,3	173,0	177,3	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3	178,8	p 173,6
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	0,3	0,2	0,6	—	2,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	54,2	54,7	56,6	58,1	58,1	59,4	56,8	55,7	53,6	54,3	54,7	54,6	46,5	45,4	46,6	52,4	52,0	47,0	40,6	p 41,6
TOTAL DU PASSIF ...	235,0	234,6	233,1	235,9	232,4	235,3	237,9	229,1	227,3	232,3	233,0	237,2	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,2	...	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1
b) effets commerciaux	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	0,9	0,4	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	57,7	55,8	58,8	56,7	63,0	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6
b) en francs belges	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8
b) sur les organismes publics	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3
c) sur les banques de dépôts	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	13,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ¹ :																					
a) à un an au plus	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	p33,2	p28,5
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,5	45,6	46,3	p52,3	p54,5
— autres	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	p33,3	p33,5
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,3	1,3	2,5	2,6	4,0	p 3,8	p 3,8
— autres	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,3	2,2	2,6	p 2,7	p 2,6
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,1	4,2
b) effets commerciaux	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,0
c) avances	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	2,3	2,6	3,1	3,2	3,1	3,8	p 3,8	p 4,4
— autres	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	2,2	2,2	2,7	3,7	3,8	3,4	p 3,4	p 3,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	p 2,0	p 2,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	p16,8	p17,6
— autres	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	p 2,2	p 2,2
D. Autres	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	57,0	62,3	p60,6	p65,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9

¹ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	
b) en francs belges ¹	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5
c) envers les banques de dépôts	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	13,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	
— dépôts en devises	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,4	80,5	86,8	
TOTAL DU PASSIF ...	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	XIII-1	
A. Créances sur l'étranger :																							
1. Or	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 ⁵	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,2	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans lequel le la rubrique est comprise
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3		
— Prêts ¹	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0		
3. Obligations	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	6,1		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	20,7		
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																							
a) en monnaies étrangères	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	103,7		
b) en francs belges	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	18,5		
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des créances sur l'étranger ...	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	240,5	(6)	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7		
2. Autres :																							
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																							
— réserve monétaire	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8		
b) sur les organismes publics	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	5,9		
c) sur les banques de dépôts	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	14,2		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Sur l'Etat : ³																							
a) à un an au plus	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	p 98,9	p 101,2	(7)	
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	p 61,2	p 63,4	(7)	
— autres	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	p 67,3	p 67,5	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																							
a) à un an au plus	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	(8)	
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8	2,8	3,1	4,5	p 4,3	p 4,3	(8)	
— autres	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5	1,9	2,3	2,2	2,2	2,6	p 2,7	p 2,6	(8)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																							
a) acceptations bancaires	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,6	6,1	(9)	
b) effets commerciaux	41,8	41,9	43,7	42,9	44,4	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	78,3	(9)	
c) avances	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	98,1	(9)	
d) obligations :																							
— accessibles à tout placeur	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8	2,3	2,7	3,1	3,2	3,2	4,0	p 4,0	p 4,6	(14)	
— autres	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3	3,0	2,9	3,3	4,2	4,1	3,6	p 3,5	p 3,9	(14)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	—	—	—	—	(11)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																							
a) à un an au plus	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	2,0	2,3	(12)	
b) à plus d'un an :																							
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	p 16,9	p 17,7	(12)	
— autres	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	p 2,3	p 2,3	(12)	
D. Autres	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	112,9	113,6	p 115,7	p 107,2	(14)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6		

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁵ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68		
A. Engagements envers l'étranger :																						Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)	
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2			
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
3. Autres :																							
a) en monnaies étrangères	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9		
b) en francs belges ¹	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,3	40,3		
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des engagements envers l'étranger	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,2	154,4		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																							
1. Pièces et billets ²	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,8		
2. Autres :																							
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5
b) envers les organismes publics	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1		
c) envers les banques de dépôts :																							
— réserve monétaire	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,3		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																							
1. Monnaie fiduciaire ³	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4		(1)
2. Monnaie scripturale :																							
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4		(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8		(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																							
a) détenues par les entreprises et particuliers :																							
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	(2)	
— dépôts en devises	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	(3)	
b) détenues par le Trésor	
4. Emprunts obligataires	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	(13)	
5. Autres :																							
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,3	0,5	1,5	0,1	3,0	0,2	—	—	—	—	(11)	
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)	
D. Autres	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	131,4	127,8	133,3	127,4	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	506,8	510,4	525,1	528,6	559,2	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6		

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

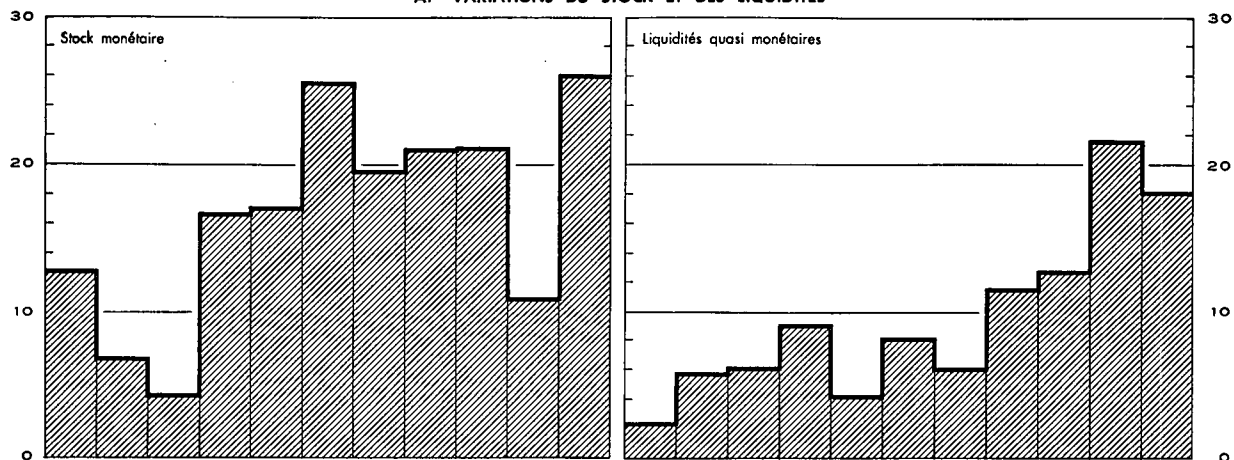
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

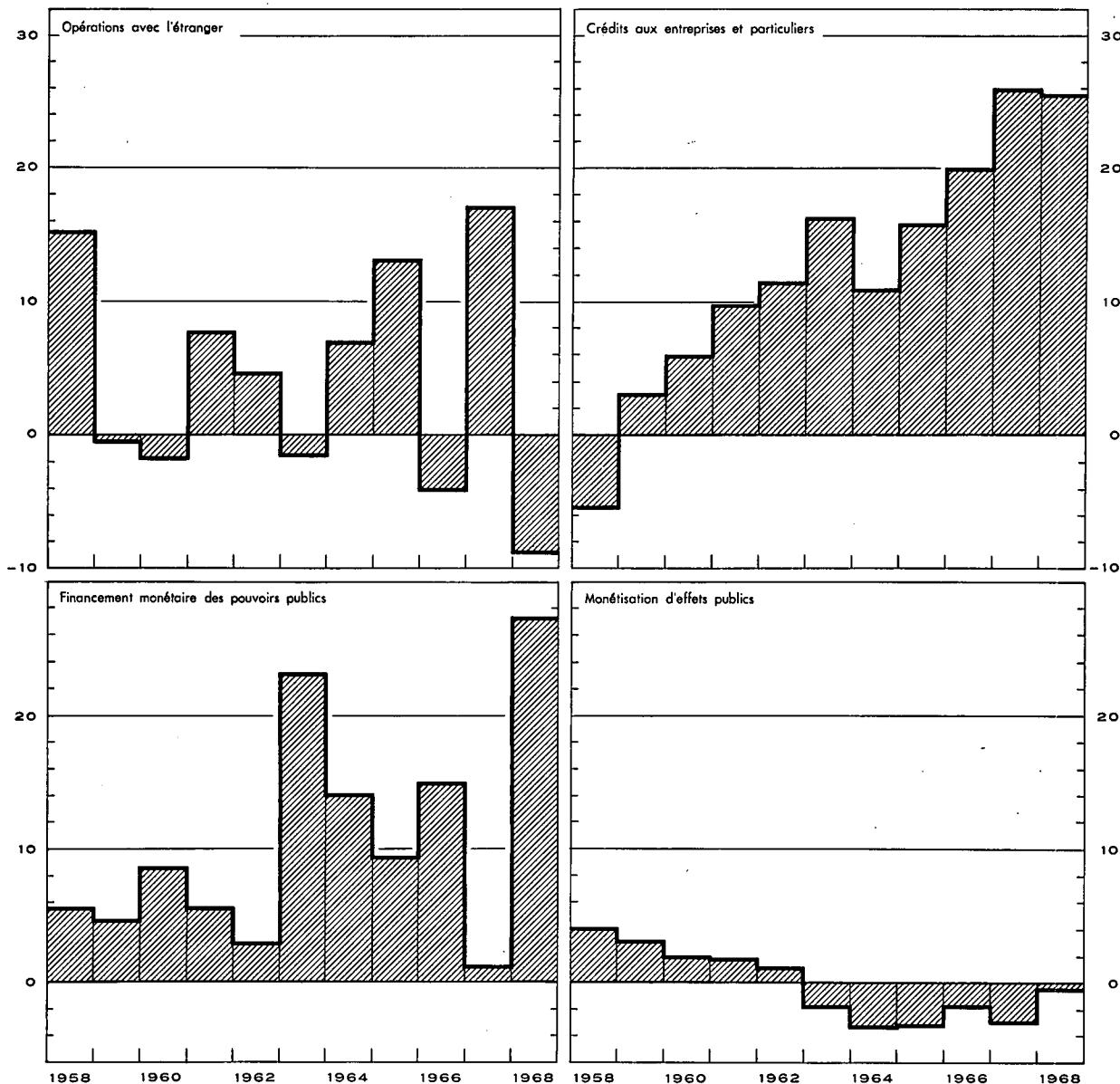
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES (variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers 1 (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat 3 (8)	Autres pouvoirs publics 4 (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1964 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 ^e trimestre	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,8	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 ^e trimestre	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,6	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,3	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	p- 5,9	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	p- 2,4	p+ 0,5	p- 0,5	+ 2,1	p+ 1,5	- 0,5	p- 2,0
4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	p- 4,7	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	p+ 3,9	p+ 3,7	p- 0,2	- 0,2	p+ 0,3	- 0,7	p- 0,7
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	p- 8,7	+ 25,6	+ 0,8	...	p+ 23,9	p+ 3,5	p- 1,2	+ 0,8	p+ 4,5	- 3,0	p- 1,9

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968). — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (5) + (6) + (7) + (8)	(10) = (9) + (3)	(11) = (10) : (9)	
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série ⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	7,2	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Octobre	6,9	173,3	176,0	13,6	0,4	42,6	105,9	148,9	162,5	338,5	52,0
Novembre	6,9	172,1	174,6	15,3	0,2	40,3	110,7	151,2	166,5	341,1	51,2
Décembre	6,8	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Janvier	6,9	172,2	174,5	14,9	0,3	43,7	107,6	151,6	166,5	341,0	51,2
Février	6,9	172,8	175,1	15,7	0,3	40,0	106,8	147,1	162,8	337,9	51,8
Mars	6,9	174,2	176,6	18,4	0,4	39,3	115,3	155,0	173,4	350,0	50,5
Avril	6,8	177,1	179,4	18,6	0,3	46,0	111,3	157,6	176,2	355,6	50,4
Mai	6,8	181,5	183,7	21,5	0,3	41,1	115,7	157,1	178,6	362,3	50,7
Juin	6,8	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Juillet	6,8	183,9	186,1	18,2	0,3	43,6	113,2	157,1	175,3	361,4	51,5
Août	6,9	182,3	185,0	20,6	0,3	41,3	114,6	156,2	176,8	361,8	51,1
Septembre	6,9	180,5	182,7	19,6	0,4	42,4	116,7	159,5	179,1	361,8	50,5
Octobre	6,9	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5
Novembre	6,9	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	50,1
Décembre	6,9	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (soldes courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1960 Année	80,6	- 5,8 ^a	74,8 ^a	+ 8,3	- 4,2 ^a	+ 4,1 ^a	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ^a	77,8 ^a	+12,2	-10,4 ^a	+ 1,8 ^a	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 Année ⁷	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 1 ^{er} trimestre .	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1
2 ^e trimestre .	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0
3 ^e trimestre .	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9
4 ^e trimestre .	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	p+ 0,4	p- 2,2
2 ^e trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	...	+ 1,3	+ 2,6	p- 0,4	p+ 2,3
3 ^e trimestre .	129,8	-39,2	90,6	- 4,7	- 1,7	- 6,4	p- 0,9	p ...	+ 0,4	p- 5,9	p+ 0,7	p- 5,7
4 ^e trimestre .	122,9	-36,8	86,1	- 6,9	+ 2,2	- 4,7	p- 1,0	p ...	+ 1,0	p- 4,7	p+ 6,0	p+ 1,3
				-14,0	+ 3,0	-11,0	p- 3,1	p ...	+ 0,8	p- 8,7	p+ 6,7	p- 4,3

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de 1963, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 des variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Cette diminution et augmentation comptable ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » (col. (5) et (6)).

7 A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux des années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.), XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

**XIII - G. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1 (1)	de la construction et de transactions immobilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempérament 3 (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse 4 (8)	Autres (9)		
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7
Décembre	27,7	13,9	19,8	14,3	118,4	194,1	30,0	14,5	3,9	48,4	242,5

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1968 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1964 Septembre	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre ³	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre ³	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre ³	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968 Mars ³	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin ³	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
Décembre	11,9	84,2	98,0	194,1	7,7	17,2	24,9	4,2	67,0	98,0	169,2	...
B. Crédits à l'étranger												
1964 Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre ³	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars ³	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin ³	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	...
C. Total												
1964 Septembre	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre ³	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre ³	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre ³	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968 Mars ³	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin ³	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6
Décembre	32,1	98,5	111,9	242,5	21,5	23,8	45,3	10,6	74,7	111,9	197,2	...

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Récompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (3) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1964 Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
1964 Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
1965 Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
1965 Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
1965 Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
1966 Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
1966 Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
1967 Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
1967 Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
1967 Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
1968 Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
1968 Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
1968 Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
B. Crédits à l'étranger										
1964 Septembre	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
1964 Décembre	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
1965 Juin	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
1965 Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
1965 Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
1966 Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
1966 Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
1966 Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
1967 Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
1967 Septembre ¹	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
1967 Décembre ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
1968 Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
1968 Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
1968 Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
C. Total										
1964 Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
1964 Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
1965 Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
1965 Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
1965 Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
1966 Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
1966 Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
1967 Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
1967 Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
1967 Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
1968 Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
1968 Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
1968 Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Accep- tations bancaires	Effets commer- ciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Accep- tations bancaires	Effets commer- ciaux	Total (7) = (5) + (6)	Accep- tations bancaires	Effets commer- ciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1964	Septembre ...	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
	Décembre	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965	Mars	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
	Juin	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
	Septembre ...	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
	Décembre	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966	Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
	Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
	Septembre ...	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
	Décembre 4 ...	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
	Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
	Septembre 4 ...	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
	Décembre 4 ...	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	Mars 4	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
	Juin 4	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
	Septembre ...	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
	Décembre ...	11,9	86,1	98,0	196,0	5,8	8,3	14,1	6,1	77,8	98,0	181,9	...

B. Crédits à l'étranger

1964	Septembre ...	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
	Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965	Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
	Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
	Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
	Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
	Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
	Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
	Décembre 4 ...	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
	Septembre 4 ...	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
	Décembre 4 ...	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
	Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
	Septembre ...	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
	Décembre ...	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	...

C. Total

1964	Septembre ...	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
	Décembre	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965	Mars	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
	Juin	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
	Septembre ...	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
	Décembre	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
	Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
	Septembre ...	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
	Décembre 4 ...	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967	Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
	Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
	Septembre 4 ...	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
	Décembre 4 ...	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,8	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	Mars 4	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
	Juin 4	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
	Septembre ...	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6
	Décembre ...	32,1	100,5	111,9	244,5	8,2	12,1	20,3	23,9	88,4	111,9	224,2	...

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescempte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175
Monnaies étrangères	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087
Monnaies étrangères et or à recevoir	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	413	251	118	62	7	—	—	—
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
c) F.M.I. — Participation	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278
— Prêts	—	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975
d) autres accords .....	...	...	...	...	6	...	...	120
Débiteurs pour change et or, à terme ...	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256
Effets de commerce	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694
Avances sur nantissement	74	3.022	1.655	625	34	338	345	572
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	—	—	200
Monnaies divisionnaires et d'appoint	490	326	247	397	455	302	320	266
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	2	1	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514
Immeubles, matériel et mobilier	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437
PASSIF								
Billets en circulation	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	1	5	3	5	18	12	2	4
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	25	27	17	12	14	13	10	9
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	...	...	...	...	—	—	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	445	387	309	329	394	390	316	677
Comptes courants divers	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	200	185	126	161	262	128	271	256
b) autres accords	365	413	333	383	217	325	326	224
<i>Total des engagements à vue ...</i>	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958
Banques belges, réserve monétaire	—	—	—	1.253	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665
Caisse de Pensions du Personnel	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583
Divers	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193
	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437

N. P. - Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1967 6 novembre	1968 4 novembre	1967 4 décembre	1968 9 décembre	1968 8 janvier	1969 6 janvier	1968 5 février	1969 10 février
ACTIF								
Encaisse en or	75.519	76.127	75.506	76.118	73.945	76.151	72.983	76.151
Monnaies étrangères	36.014	19.216	36.792	20.383	35.581	18.774	34.431	19.032
Monnaies étrangères et or à recevoir	15.162	14.926	13.205	13.403	12.412	12.985	11.773	12.523
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	3.000	3.000	3.000	3.000	—	3.000	—
Accords internationaux : (Loi des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations	15.136	18.241	14.236	13.240	14.651	10.278	14.527	10.281
— Prêts ¹	1.875	5.475	1.875	4.975	1.875	4.975	1.875	4.975
c) autres accords	225	46	...	109	...	177	75	20
Débiteurs pour change et or, à terme ...	35.116	24.945	36.467	24.841	35.455	18.926	33.787	20.044
Effets de commerce	5.612	15.736	2.972	19.288	9.034	24.914	7.241	22.607
Avances sur nantissement	2.158	62	1.472	55	32	39	40	35
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968) :								
Effets publics belges	3.450	13.925	7.125	13.425	3.700	14.350	5.275	14.050
Effets publics luxembourgeois	—	...	—	250	—	200	—	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	406	391	394	365	348	256	424	346
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	1	2	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.363	3.512	3.366	3.514	3.367	3.514	3.514	3.633
Immeubles, matériel et mobilier	1.909	1.998	1.909	1.998	1.909	1.998	1.998	2.064
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.163	2.488	2.164	2.481	2.251	2.575	2.408	2.675
Divers	2.007	2.478	2.215	2.407	3.086	2.603	1.083	1.343
	234.117	236.567	236.699	233.854	234.647	226.717	228.435	223.781
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.253	1.155	1.770	1.737	1.620	2.414	1.658	2.168
PASSIF								
Billets en circulation	173.119	178.799	173.042	178.568	174.796	182.417	173.188	177.129
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	19	14	2	15	1	14	15	16
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	12	9	10	9	10	9	10	9
Banques à l'étranger : comptes ordin.	320	6.393	337	5.859	302	709	330	2.353
Comptes courants divers	1.220	1.582	4.145	853	1.689	921	1.187	2.462
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	79	145	188	228	221	244	251	139
b) autres accords	103	185	145	180	237	223	164	279
Total des engagements à vue ...	174.872	187.127	177.869	185.712	177.256	184.537	175.145	182.387
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	50.498	40.032	49.887	38.370	48.098	32.004	45.781	32.629
Caisse de Pensions du Personnel	2.163	2.488	2.164	2.481	2.251	2.575	2.408	2.675
Divers	3.217	3.405	3.412	3.776	3.675	4.086	1.586	2.447
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.967	3.115	2.967	3.115	2.967	3.115	3.115	3.233
	234.117	236.567	236.699	233.854	234.647	226.717	228.435	223.781
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15)	1.253	1.155	1.770	1.737	1.620	2.414	1.658	2.168

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1967 2 ^e trimestre	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
3 ^e trimestre	1.001	61,4	41,3	88,8	192,4	89,4	192,4	562,9	93
4 ^e trimestre	1.004	61,4	41,8	91,7	198,5	89,2	198,5	577,8	93
1968 1 ^{er} trimestre	1.004	62,5	42,3	92,6	204,7	94,0	204,7	596,0	94
2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
3 ^e trimestre	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1967 Octobre	1.003	62,0	41,4	92,1	200,6	90,4	200,6	583,7	93
Novembre	1.004	60,6	41,4	89,9	202,4	91,2	202,4	585,8	94
Décembre	1.004	61,5	42,5	93,0	192,5	86,0	192,5	563,9	93
1968 Janvier	1.004	66,0	42,7	101,6	223,8	103,1	223,8	652,3	94
Février	1.004	62,1	42,3	86,8	200,2	92,7	200,2	579,9	94
Mars	1.004	59,4	42,0	89,4	190,2	86,1	190,2	555,8	93
Avril	1.004	62,4	42,6	98,6	204,2	96,1	204,2	603,1	94
Mai	1.003	62,4	43,3	100,5	219,2	105,6	219,2	644,4	93
Juin	1.003	61,3	43,6	95,1	192,1	91,4	192,1	570,7	93
Juillet	1.004	72,7	42,6	116,5	245,1	118,6	245,1	725,2	93
Août	1.006	60,0	41,7	90,3	197,4	93,1	197,4	578,1	94
Septembre	1.009	61,6	42,1	94,2	195,2	91,0	195,2	575,6	94
Octobre	1.012	65,0	42,2	106,5	231,4	104,9	231,4	574,2	94
Novembre	1.013	61,6	42,8	90,3	200,1	94,0	200,1	584,6	94
Décembre	1.013	65,8	44,2	113,0	218,0	97,5	218,0	647,0	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 30 novembre	1968 30 novembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	1.252	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	9.683	10.493	10.491	10.583	4.939	4.959	10.583	10.466
Prêts au jour le jour	1.650	3.253	4.743	5.559	4.495	4.346	5.559	4.894
Banquiers	22.926	29.786	41.276	49.380	51.194	71.163	49.380	72.637
Maison-mère, succursales et filiales	6.379	3.203	9.235	10.353	9.560	11.730	10.353	13.100
Autres valeurs à recevoir à court terme	9.559	10.746	15.465	16.506	16.237	22.081	16.506	21.086
Portefeuille-effets	84.885	91.587	106.751	118.984	124.678	128.034	118.984	119.034
a) Effets publics	32.375	34.175	39.162	41.099	46.025	43.100	41.099	37.717
b) Effets commerciaux ²	52.510	57.412	67.589	77.885	78.653	84.934	77.885	81.317
Reports et avances sur titres	1.149	1.348	1.245	1.516	1.504	1.708	1.516	1.644
Débiteurs par acceptations	21.292	26.938	28.785	29.484	27.526	32.544	29.484	32.044
Débiteurs divers	50.802	60.186	68.329	82.733	81.208	100.444	82.733	110.343
Portefeuille-titres	74.789	86.447	94.289	110.154	109.794	131.264	110.154	132.211
a) Valeurs de la réserve légale	605	705	789	833	833	905	833	907
b) Fonds publics belges	69.307	80.181	87.264	102.140	101.519	117.887	102.140	119.174
c) Fonds publics étrangers	601	1.354	1.896	2.384	2.700	6.020	2.384	6.129
d) Actions de banques	1.868	1.912	1.904	2.195	2.149	2.832	2.195	3.075
e) Autres titres	2.408	2.295	2.436	2.602	2.593	3.620	2.602	2.926
Divers	3.040	3.184	4.021	5.356	5.041	5.190	5.356	5.574
Capital non versé	—	—	—	—	—	—	—	—
Total disponible et réalisable ...	287.406	327.171	384.630	440.608	436.176	513.463	440.608	523.033
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	43	68	56	114	101	139	114	102
Immeubles	2.134	2.714	3.021	3.300	3.142	3.508	3.300	3.652
Participations dans les filiales immobilières	73	260	258	283	262	450	283	449
Créances sur les filiales immobilières	60	89	115	77	111	88	77	85
Matériel et mobilier	341	375	457	455	495	485	455	465
Total de l'immobilisé ...	2.651	3.506	3.907	4.229	4.111	4.670	4.229	4.753
Total de l'actif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	440.287	518.133	444.837	527.786

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1964 31 décembre	10.978	1966 31 décembre	17.828	1967 30 novembre	19.517	1967 31 décembre	28.046
1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	28.946	1968 30 novembre	27.610	1968 31 décembre	32.035

XIII - 12. — SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Passif

Rubriques	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1967 30 novembre	1968 30 novembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	698	589	835	784	714	1.799	784	1.306
a) Créanciers garantis par des privilèges	—	431	494	493	262	277	493	490
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	—	158	341	291	452	1.522	291	816
Emprunts au jour le jour	2.420	3.433	3.365	5.733	6.316	8.639	5.733	8.739
a) Garantis par des sûretés réelles	1.214	815	666	1.354	1.062	2.063	1.354	2.449
b) Non garantis par des sûretés réelles	1.206	2.618	2.699	4.379	5.254	6.576	4.379	6.290
Banquiers	51.301	57.426	79.174	94.222	95.804	115.903	94.222	119.989
Maison-mère, succursales et filiales	7.065	6.062	10.297	9.963	8.909	9.157	9.963	9.919
Acceptations	21.292	26.937	28.786	29.486	27.527	32.544	29.486	32.044
Autres valeurs à payer à court terme	5.287	6.578	8.012	7.891	9.390	13.100	7.891	13.964
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.254	1.413	1.107	1.320	1.360	1.703	1.320	1.976
Dépôts et comptes courants	164.568	189.447	213.093	244.383	239.613	275.960	244.383	281.371
a) A vue	86.118	92.774	98.921	109.385	105.265	119.220	109.385	122.443
b) A un mois au plus	9.034	11.847	15.035	16.778	16.922	16.598	16.778	18.476
c) A plus d'un mois	29.915	38.487	46.034	50.820	51.560	58.684	50.820	56.319
d) A plus d'un an	731	1.106	1.364	4.364	4.487	6.777	4.364	7.355
e) A plus de deux ans	3.020	3.031	3.016	3.493	3.429	4.910	3.493	5.023
f) Carnets de dépôts	33.743	40.179	46.800	57.739	56.140	67.862	57.739	69.787
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.007	2.023	1.923	1.804	1.810	1.909	1.804	1.968
Obligations et bons de caisse	11.380	11.371	11.978	13.546	13.312	16.362	13.546	16.538
Montants à libérer sur titres et participations	991	977	955	941	940	1.124	941	1.145
Divers	7.752	8.030	10.350	13.108	13.559	14.985	13.108	13.298
Total de l'exigible ...	274.008	312.263	367.952	421.377	417.444	491.276	421.377	500.289
C. Non exigible :								
Capital	9.814	11.245	12.461	14.610	14.049	17.505	14.610	17.859
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.245	1.949	2.298	2.368	2.324	2.618	2.368	2.867
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	607	705	789	833	833	904	833	906
Réserve disponible	4.197	4.306	4.803	5.425	5.418	5.548	5.425	5.589
Provisions	186	209	234	224	219	282	224	276
Total du non exigible ...	16.049	18.414	20.585	23.460	22.843	26.857	23.460	27.497
Total du passif ...	290.057	330.677	388.537	444.837	440.287	518.133	444.837	527.786

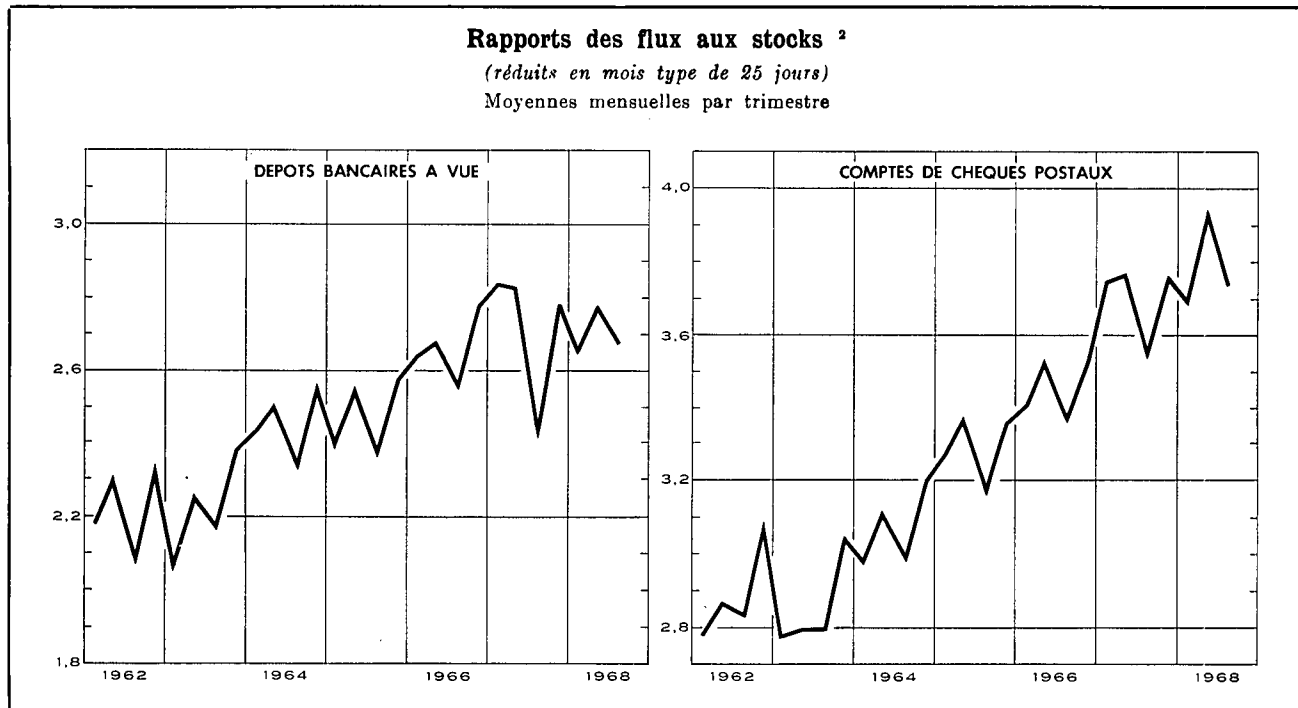
¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**

Rapports des flux aux stocks ²

(réduits en mois type de 25 jours)

Moyennes mensuelles par trimestre



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
<i>(milliards de francs)</i>						
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1967 1 ^{er} trimestre	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 ^e trimestre	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
3 ^e trimestre	193,6	156,4	350,0	2,52	2,45	3,57
4 ^e trimestre	223,4	166,4	389,8	2,78	2,78	3,76
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
1967 Octobre	215,0	160,8	375,8	2,82	2,71	3,62
Novembre	221,1	176,0	397,1	2,65	2,76	4,07
Décembre	234,3	162,4	396,7	2,87	2,87	3,58
1968 Janvier	221,2	178,4	399,6	2,82	2,71	3,91
Février	215,3	165,6	380,9	2,66	2,66	3,73
Mars	214,4	157,4	371,8	2,72	2,62	3,47
Avril	241,7	176,9	418,6	2,90	2,90	3,84
Mai	239,6	194,2	433,8	2,80	2,80	4,30
Juin	233,2	172,4	405,6	2,52	2,63	3,69
Juillet	250,0	180,9	430,9	2,96	2,85	3,92
Août	212,6	160,8	373,4	2,56	2,47	3,65
Septembre	241,2	163,6	404,8	2,72	2,72	3,65
Octobre	242,5	177,6	420,1	2,95	2,73	3,99
Novembre	239,9	176,6	416,5	2,59	2,70	3,93

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
valeur nominale										
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	—	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	—	...	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	—	302	...
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	—	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	—	1.961	...
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	—	2.190	...
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	—	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	—	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	—	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	—	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	—	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

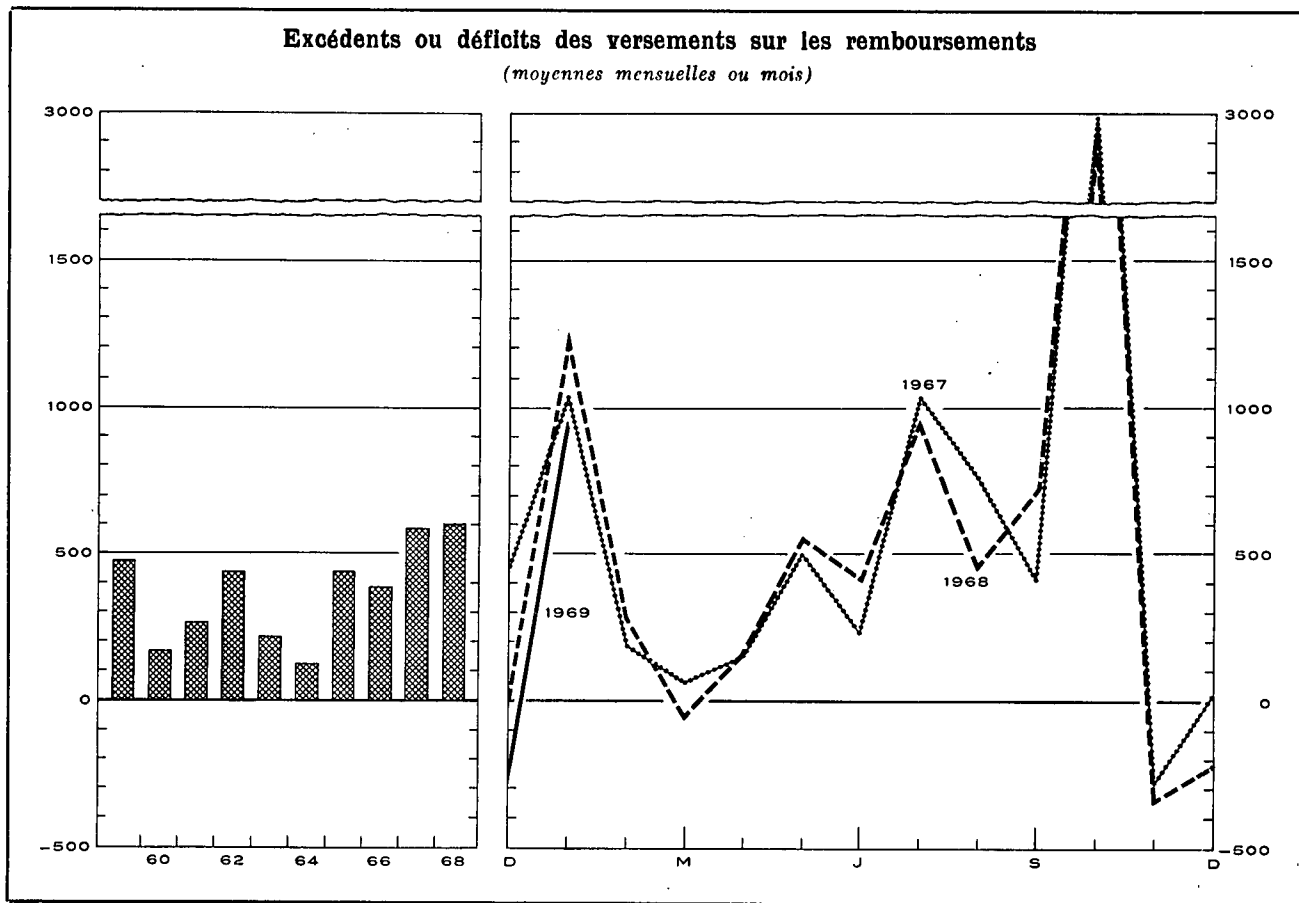
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Soldes des dépôts à fin de période 2 (4)
1958	18.912	14.316	4.596	66.700
1959	21.939	16.232	5.707	74.442
1960	21.840	19.786	2.054	78.887
1961	22.799	19.585	3.214	84.638
1962	25.995	20.717	5.278	92.654
1963	26.388	23.788	2.600	97.980
1964	28.229	26.757	1.472	102.395
1965	32.450	27.211	5.239	112.192
1966	37.449	32.817	4.632	120.322
1967	45.363	38.294	7.069	131.137
1968 p	50.923	43.749	7.174	142.300

	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	4.558	p 5.144	3.305	p 4.195	1.253	p 949	132.389	p 143.249
Février	3.732		3.439		293		132.682	
Mars	3.763		3.808		- 45		132.637	
Avril	3.917		3.761		156		132.793	
Mai	4.342		3.779		563		133.356	
Juin	3.971		3.546		425		133.781	
Juillet	4.733		3.777		956		134.737	
Août	3.682		3.210		472		135.209	
Septembre	4.270		3.545		725		135.934	
Octobre	6.919		3.988		2.931		138.865	
Novembre	3.281		3.621		-340		138.525	
Décembre	p 3.755		p 3.970		p -215		p 142.300	

1 A partir de 1968, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.. Pour l'année 1968, les intérêts capitalisés s'élèvent à 8.990 millions de F (estimation).

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,3
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant ³	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires ² ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs ² ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements	1,8	2,0	2,6	3,1	3	3
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille	—	—	—	—	6,2	5,9
PASSIF						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants ⁴	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

³ A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,1 ²	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques ³	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	4,6 ²	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

¹ Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 ¹	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 ²	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1967 Juin	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0
Juin NS ²	47,9	16,1	18,0	82,0												
Juillet	48,4	16,1	18,3	82,8	8,7	52,6	0,7	62,0	14,5	1,2	...	0,5	0,6	12,9	29,7	91,7
Août	49,5	16,4	18,6	84,5												
Septembre	49,8	16,5	19,0	85,3												
Octobre	49,9	16,7	19,3	85,9												
Novembre	50,3	16,9	19,8	87,0												
Décembre	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,8	1,4	...	0,5	0,7	13,2	30,6	93,8
1968 Janvier	52,6	17,5	20,3	90,4	8,3	56,6	0,8	65,7	16,0	3,0	...	0,5	1,6	13,6	34,7	100,4
Février	53,5	17,6	20,9	92,0												
Mars	53,2	17,9	21,5	92,6												
Avril	53,3	17,7	21,8	92,8												
Mai	53,9	17,8	22,1	93,8												
Juin	54,6	18,1	22,4	95,1												
Juillet	55,3	18,1	22,8	96,2												
Août	56,4	18,2	23,2	97,8												
Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2												
Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4												
Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4												

¹ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

² A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

³ Y compris des certificats émis par le Fonds des Rentes et des emprunts du Fonds des Routes détenus par les caisses d'épargne privées.

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1962	1963	1964	1965	1966	1967
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2
2° garantis par banques et organismes financiers	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6
3° dont le risque est à charge de l'Institution	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	0,3	0,5	0,3
Crédits commerciaux	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0
Placements divers à court terme	10,7	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0
PASSIF						
Obligations	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4
Bons de caisse	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5

¹ Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs	débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533
1966 Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205
1967 Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912
Avril	4.564	787	175	141	1.103	22	784	806	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126
Août	5.124	651	267	131	1.049	41	823	864	5.309	83.733	8.320	2.228	4.654	3.370
Septembre	5.309	882	161	116	1.159	18	1.030	1.048	5.420	84.773	8.790	2.427	4.579	4.177
Octobre	5.420	1.143	183	151	1.477	24	1.333	1.357	5.540	85.172	9.342	1.923	5.348	5.076
Novembre	5.540	1.077	332	213	1.622	48	1.232	1.280	5.882	86.476	8.624	2.322	4.708	5.491
Décembre	5.882	823	144	235	1.202	42	1.239	1.281	5.803	87.089	8.925	3.333	3.063	4.287
1968 Janvier	5.803	848	256	166	1.270	34	1.196	1.230	5.843	87.088	8.630	2.482	4.427	7.821
Février	5.843	776	268	177	1.221	29	1.120	1.149	5.915	88.075	9.685	3.312	3.418	4.682
Mars	5.915	825	157	353	1.335	34	1.301	1.335	5.915	88.988	9.880	3.298	3.729	4.742
Avril	5.915	884	306	180	1.370	40	892	932	6.353	89.243	10.066	2.607	4.758	5.073
Mai	6.353	1.184	162	600	1.946	14	1.540	1.554	6.745	90.600	10.353	3.763	3.571	6.589
Juin	6.745	1.158	87	177	1.422	28	1.230	1.258	6.909	91.810	10.749	3.815	3.346	3.581
Juillet	6.909	1.039	254	251	1.544	55	1.358	1.413	7.040	92.207	11.138	2.678	4.700	7.300
Août	7.040	1.151	117	243	1.511	17	1.136	1.153	7.398	93.473	10.980	3.021	4.766	2.750
Septembre	7.398	1.218	374	224	1.816	46	1.467	1.513	7.701	95.004	11.036	4.440	3.920	4.648
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604
Décembre	7.998	960	220	238	1.418	39	1.803	1.842	7.574	98.448	10.236	4.086	3.316	5.119

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1963	1964	1965	1966	1967
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7
Valeurs étrangères	1,9	1,9	2,0	2,2	2,2	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9
Actions de sociétés belges ...	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1967 2 ^e trimestre .	5,12
3 ^e trimestre .	4,49
4 ^e trimestre .	5,03
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24
4 ^e trimestre .	5,62

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1966*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques	2,2	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,5	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois ³ ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,2	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴ (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	— 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁶	3,5 ⁶	3,5	7,8
	r 1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	r 1966	0,4	2,1	— 1,7	—	— 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,4	2,3	12,0
3. Organismes paraétatiques de crédit	1962	...	2,7	— 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	— 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	r 1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	r 1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,3	0,2	0,1	11,8
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,6	0,1	0,5	12,6
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	— 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	— 0,5	—	— 0,5	0,9	0,5	0,4	— 0,1
	r 1965	2,0	2,7	— 0,7	—	— 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	r 1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	r 1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	r 1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,3	5,1	8,2	36,0
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,6	8,7	6,9	52,3

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966 et 1967, qui s'élevaient respectivement à « Organismes paraétatiques de crédit » : néant et - 0,2 milliard « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal » 0,6 milliard et 1,4 milliard, ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	Rendement pour le porteur	
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale
1967	Janvier	9	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17	—	7,14
	Janvier	30	6,75 — 7,00 ³	100,00	5 a. 7 1/2 m. ou 11 a. 7 1/2 m.	5.800	6,86	6,76	6,92
	Janvier	30	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08	—	7,06
	Février	20	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	—	7,07	7,14
	Mars	22	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,92	6,85	6,97
	Avril	17	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08	—	7,06
	Mai	10	6,75 — 7,00 ⁵	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92	6,85	6,96
	Juin	15	6,75 — 7,00 ⁶	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.960	6,88	6,74	6,91
	Juin	15	7,00	99,50	14 ans 7 1/2 mois	5.330	7,08	—	7,06
	Août	28	6,75 — 7,00 ⁷	99,00	5 ou 10 ans	800	n.d.	6,99	7,10
	Septembre	18	6,75 — 7,00 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	500	—	6,85	6,97
	Octobre	2	6,75 — 7,00 ⁸	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82	6,75	6,86
	Novembre	6	7,00	99,50	12 ans	2.000	n.d.	—	7,12
	Décembre	4	6,75	99,50	12 ans	6.000	6,83	—	6,81
						65.100			
1968	Janvier	8	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	6,50 — 6,75 ⁹	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	6,50 — 6,75 ¹⁰	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	6,75	99,00	14 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86
						65.350			
1969	Janvier	9	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	6,50 — 6,75 ¹¹	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93

¹ Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission. Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt avant retenues fiscales à la source.

³ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 1/2 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁴ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

⁵ Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

⁶ Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 8 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

⁷ Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

⁸ Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.

⁹ Intérêts : 6,50 % pendant 7 ans, ensuite 6,75 % pendant les 8 dernières années.

¹⁰ Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, ensuite 6,75 % pendant les 6 dernières années.

¹¹ Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, ensuite 6,75 % pendant les 7 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1965	Janvier	29	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrétés, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) ²	Dettes reprises du Congo ³	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) ²
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libras des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1
Septembre	310,3	8,6	68,0	41,5	428,4	13,2	42,4	55,6	484,0	35,1	519,1	3,5	522,6
Octobre	319,1	8,0	60,1	45,1	432,3	13,1	42,7	55,8	488,1	34,9	523,0	3,5	526,5
Novembre	317,9	8,0	68,3	43,7	437,9	13,0	42,6	55,6	493,5	34,8	528,3	3,5	531,8
Décembre	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968 Janvier	315,4	8,5	63,2	47,5	434,6	12,9	42,5	55,4	490,0	40,4	530,4	3,5	533,9
Février	324,3	8,5	62,7	43,6	439,1	12,7	42,2	54,9	494,0	40,4	534,4	3,4	537,8
Mars	323,7	8,5	67,0	44,1	443,3	12,5	42,2	54,7	498,0	40,2	538,2	3,3	541,5
Avril	322,7	8,5	67,1	43,8	447,1	12,3	42,2	54,5	501,6	40,5	542,1	3,3	545,4
Mai	322,1	8,5	77,6	43,6	451,8	12,3	42,2	54,5	506,3	40,4	546,7	3,3	550,0
Juin	326,4	8,5	75,6	44,3	454,8	12,1	42,2	54,3	509,1	40,3	549,4	3,3	552,7
Juillet	330,3	8,5	60,5	45,3	444,6	12,0	42,2	54,2	498,8	40,2	539,0	3,3	542,3
Août	329,7	8,3	68,1	42,8	448,9	11,8	43,2	55,0	503,9	40,1	544,0	3,2	547,2
Septembre	340,2	9,3	60,3	43,8	453,6	11,7	43,1	54,8	508,4	40,0	548,4	3,1	551,5
Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7
Novembre	336,1	9,2	75,2	43,0	463,5	11,6	43,4	55,0	518,5	39,7	558,2	3,0	561,2
Décembre	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969 Janvier	332,9	10,1	71,2	49,1	463,3	11,3	43,4	54,7	518,0	47,3	565,3	3,0	568,3

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
Etat 2	231,8	238,8	250,8	268,0	277,1	66,6 ³	64,4 ³	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	298,4 ³	303,2 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³
Organismes publics de crédit non monétaires 4	106,1	113,2	120,0	132,3	144,5	21,9	23,1	25,0	27,0	29,3	128,0	136,3	145,0	159,3	173,8
Paraétatiques d'exploitation	26,5	28,3	28,3	27,6	29,8	6,5	6,2	6,5	7,9	9,1	33,0	34,5	34,8	35,5	38,9
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8	9,8	11,7	13,2	15,0	16,8
Secteur public non compris ailleurs	26,8	27,2	26,5	30,3	36,5	10,6	11,1	13,1	14,1	14,5	37,4	38,3	39,6	44,4	51,0
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	10,1	10,1	11,4	11,5	0,8	0,8	0,8	—	—	10,9	10,9	10,9	11,4	11,5

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966	1962	1963	1964	1965	1966
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	212,2	214,2	229,0	245,5	265,0	5,8	5,4	6,0	6,9	8,7	218,0	219,6	235,0	252,4	273,7
Paraétatiques d'exploitation	3,2	3,5	3,4	3,5	3,6	0,4	0,5	0,2	0,2	0,2	3,6	4,0	3,6	3,7	3,8
Secteur public non compris ailleurs 6	1,7	1,9	1,9	2,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	2,0	2,0	2,2	2,2
Sécurité sociale	1,7	1,5	2,6	4,8	6,7	0,8	1,2	1,5	1,3	1,6	2,5	2,7	4,1	6,1	8,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	49,3	51,7	52,3	61,5	64,7	59,5 ³	58,6 ³	59,3 ³	60,9 ³	62,0 ³	108,8 ³	110,3 ³	111,6 ³	122,4 ³	126,7 ³
Fonds des Rentes	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5	—	—	—	—	—	6,9	7,5	5,9	5,4	5,5
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	44,1	48,1	47,0	50,0	51,4	15,8	17,7	19,9	20,9	22,2	59,9	65,8	66,9	70,9	73,6
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	62,4	69,1	73,6	75,4	78,7	30,7	31,7	34,4	37,8	39,6	93,1	100,8	108,0	113,2	118,3
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,7	10,0	9,9	10,0	10,2	2,3	1,3	0,6	0,7	1,1	12,0	11,3	10,5	10,7	11,3
Total ...	391,2	407,5	425,6	458,2	487,9	115,4	116,5	122,0	128,8	135,5	506,6	524,0	547,6	587,0	623,4

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964, 1965 et 1966.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965 et 1966 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

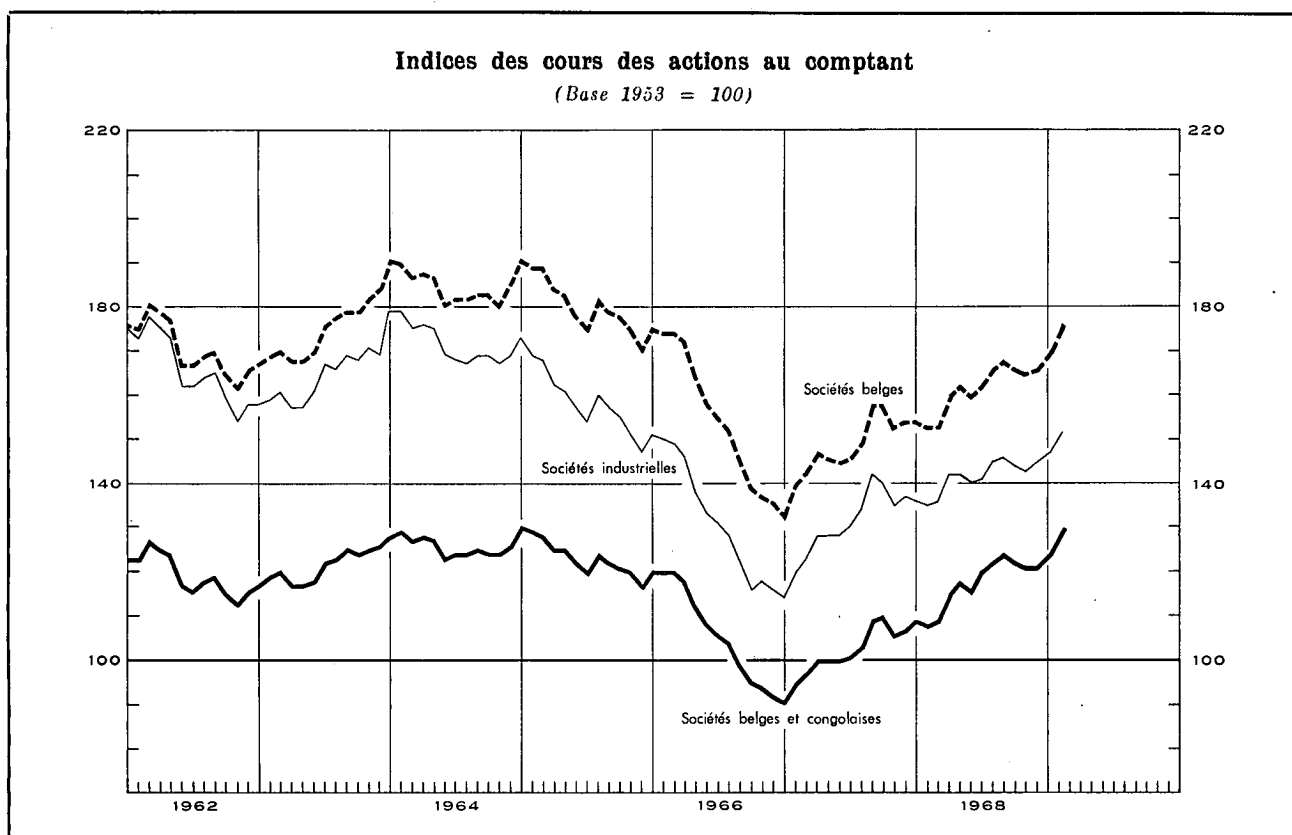
6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1961-1962.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions					Taux de rendement 3 5							
		Au comptant				A terme	Valeurs belges							
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Ensemble	Sociétés industrielles		Sociétés industrielles				
			Ensemble	Sociétés industrielles		en %								
(Base 1953 = 100) 2 4														
1959 Moyenne mensuelle ...	105	137	166	156	129	3,4	3,4							
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2							
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4							
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4							
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3							
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0							
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5							
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2							
1967 Moyenne mensuelle ...	81	102	148	130	105	4,2	4,0							
1968 Moyenne mensuelle ...	134	117	161	141	137	3,8 ⁶	3,8 ⁶							
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	119	160	109	124	154	170	136	147	114	155	3,9	3,6	4,0	3,5
Février	95		108	129	153	176	135	152	120	162	4,0	3,6	4,0	3,5
Mars	144		109		153		136		123		3,8		3,8	
Avril	123		115		160		142		129		3,9		3,8	
Mai	161		118		162		142		139		3,9		3,8	
Juin	143		116		160		140		136		3,9		3,7	
Juillet	156		120		162		141		145		3,8		3,6	
Août	128		122		166		145		146		3,7		3,6	
Septembre	144		124		168		146		150		3,7		3,6	
Octobre	129		122		166		144		146		3,8		3,7	
Novembre	134		121		165		143		144		3,8		3,7	
Décembre	133		121		166		145		148		3,8		3,8	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques 4

1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555

Sociétés financières et immobilières 5

1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.602	1.206

Industrie des fabrications métalliques

1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.352	147

Métallurgie du fer

1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410

Industrie textile

1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	281	20

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	r 896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	845	58
Industrie chimique									
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	r 595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	458	36
Electricité									
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866
Industrie du charbon									
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	85	18
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	r57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	r61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.706	3.683

Notes voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	r 1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	r58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	r62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.545	3.795

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,8	3,3
12 mois (avec supplément) ⁶	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3
1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.283	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Perles		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1966 Janvier	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1
1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1

C. — Total général ⁴

1966 Janvier	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) ⁶	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4
1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	n.d.	p 3.057	p 2.722	p 335	p 3.728	p 4.063	n.d.	p 24.023

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	n.d.	p 86	p 57	p 29	...	p 29	n.d.	p 44

Total général

1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	n.d.	p 3.143	p 2.779	p 364	p 3.728	p 4.092	n.d.	p 24.067

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

-- Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1965 9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois	22.797	7.226	6.126	13.352	540	8	500	508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	1.313	2.385	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	<i>p</i> 3.057	<i>p</i> 13.156	86	15	<i>p</i> 86	<i>p</i> 101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	958	...	...	...
1967 Mars	1.291	388	1.256	1.644	...	...	...	...
Avril	1.226	477	258	735	...	...	...	...
Mai	1.027	365	62	427	31	...	...	...
Juin	10.770	431	36	467	15	15	...	15
Juillet	2.243	593	...	593	...	...	...	...
Août	638	105	...	105	...	...	...	...
Septembre	1.580	1.220	...	1.220	...	...	...	...
Octobre	2.215	860	125	985	...	...	...	...
Novembre	3.910	3.236	580	3.816	...	...	...	...
Décembre	6.841	1.740	...	1.740	40	...	...	...
1968 Janvier	1.584	500	...	500	...	...	...	...
Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	2.403	404	400	804	900	...	...	...
Avril	3.355	677	...	677	...	...	...	...
Mai	6.814	1.990	150	2.140	525	...	...	...
Juin	<i>p</i> 17.283	965	...	965	36	...	2.000	2.000
Juillet	<i>p</i> 479	174	...	174	...	...	...	...
Août	<i>p</i> 668	229	15	244	...	...	...	...
Septembre	<i>p</i> 3.313	3.048	...	3.048	...	...	...	...
Octobre	<i>p</i> 853	400	400	800	...	...	...	...
Novembre	<i>p</i> 4.973	4.225	...	4.225	...	...	...	...
Décembre	<i>p</i> 5.543	2.011	30	2.041	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		
1959	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.565	2.982	2.346	136	3.092	1.108	6.682	...
1967 2 ^e trimestre	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 ^e trimestre	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
4 ^e trimestre	1.895	1.874	3.094	1.783	...	3.961	1.119	6.863	...
1968 1 ^{er} trimestre	2.604	1.560	3.198	2.050	...	4.599	713	7.362	...
2 ^e trimestre	2.206	1.611	2.952	2.358	95	3.236	1.080	6.769	...
3 ^e trimestre	1.921	1.864	2.701	2.524	301	2.304	1.357	6.486	...
4 ^e trimestre	1.791	1.212	3.044	2.424	144	2.213	1.266	6.047	...
1967 Juin	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...
Octobre	1.378	2.817	2.803	2.085	...	3.846	1.067	6.998	...
Novembre	1.779	1.616	3.482	1.743	...	4.249	885	6.877	...
Décembre	2.524	1.180	3.010	1.519	...	3.797	1.398	6.714	...
1968 Janvier	2.630	1.615	3.239	1.784	...	5.200	500	7.484	...
Février	1.902	1.819	3.236	2.523	...	3.651	783	6.957	...
Mars	3.235	1.263	3.121	1.873	...	4.886	860	7.619	...
Avril	2.445	1.997	2.421	2.406	...	3.286	1.171	6.863	...
Mai	1.798	1.412	3.425	2.604	98	3.066	867	6.635	...
Juin	2.389	1.432	2.994	2.056	188	3.365	1.206	6.815	...
Juillet	1.702	2.364	2.368	2.819	149	1.696	1.770	6.434	...
Août	1.622	1.606	2.918	2.348	61	2.649	1.088	6.146	...
Septembre	2.456	1.613	2.822	2.399	708	2.576	1.208	6.891	...
Octobre	1.186	2.019	2.523	2.511	79	1.780	1.358	5.728	...
Novembre	1.732	1.177	3.237	2.660	118	2.174	1.194	6.146	...
Décembre	2.452	438	3.341	2.108	235	2.675	1.213	6.231	...
1969 Janvier	1.584	545	3.354	2.432	201	2.111	739	5.483	...
Février	4.497	125	3.478	2.330	211	4.776	783	8.100	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et repris par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Réescampte et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1964	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1968	86,6	1,7	21,2	10,8	120,3
1964 1 ^{er} trimestre	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 ^e trimestre	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 ^e trimestre	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7
4 ^e trimestre	87,3	1,2	21,4	16,0	125,9

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescampte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. - - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1967 3 ^e trimestre	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
4 ^e trimestre	39	3	214	1.616	430	1.619	644	716	135	2.335	779
1968 1 ^{er} trimestre	39	3	254	1.640	416	1.643	670	761	135	2.404	805
2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1967 Juin	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août	39	3	280	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre	39	3	273	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732
Octobre	39	3	240	1.580	434	1.583	674	732	139	2.315	813
Novembre	39	3	199	1.577	423	1.580	622	693	132	2.273	754
Décembre	39	3	204	1.691	433	1.694	637	723	134	2.417	771
1968 Janvier	39	3	284	1.738	439	1.741	723	790	142	2.531	865
Février	39	3	232	1.581	409	1.584	641	745	130	2.329	771
Mars	39	3	246	1.602	400	1.605	646	759	132	2.364	778
Avril	39	3	232	1.696	443	1.699	675	835	139	2.534	814
Mai	39	3	221	1.761	458	1.764	679	851	146	2.615	825
Juin	39	2	191	1.578	464	1.580	655	768	133	2.348	788
Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	146	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 866 jours 1	autres effets publics 2
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50
19 décembre .	4,50	4,50	4,00 ³	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
1969 6 février	4,50	4,50	4,00 ³	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,75	6,—	6,25
6 mars	5,00	5,00	4,50 ³	5,75	6,25	7,00	7,00	—	6,50	6,75	7,00

* Quotité de l'avance au 28 février 1969

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 874 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

3 A partir du 1-1-1969 le taux d'escompte pour les acceptations visées représentatives d'exportations vers des pays de la C.E.E. a été porté à 4,50 % et à partir du 6-8-1969 à 5,00 %.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹		A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁷		
			1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
1962	2,14										
1963	2,31										
1964	3,35	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1968	2,84	1968 Févr. ..	3,40	3,70	4,10	4,50	4,61	1968 13 fév.	4,90	5,00	5,00
1968 Février	2,63	Mars ..	3,20	3,55	3,95	4,40	4,40	12 mars	4,75	4,90	4,90
Mars	2,45	Avril ..	2,95	3,35	3,75	4,20	4,26	9 avril	4,65	4,75	4,80
Avril	2,73	Mai ...	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	14 mai	4,70	4,75	4,75
Mai	2,78	Juin ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	11 juin	4,70	4,75	*
Juin	2,64	Juillet ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	9 juillet	4,70	4,75	4,75
Juillet	3,22	Août ..	2,95	3,35	3,75	4,25	4,25	13 août	4,70	*	*
Août	2,79	Sept. ..	3,00	3,40	3,80	4,35	4,32	10 sept.	4,75	*	4,75
Septembre	2,80	Oct. ...	3,10	3,60	4,10	4,50	4,43	8 oct.	4,85	4,90	4,90
Octobre	3,04	Nov. ...	3,50	4,00	4,50	4,80	4,71	12 nov.	5,00	5,10	5,10
Novembre	3,23	Déc. ...	4,00	4,50	5,00	5,25	4,91	10 déc.	5,25	5,30	5,30
Décembre	3,36	1969 Janv. ..	4,40	4,90	5,40	5,60	5,44	1969 14 jan.	5,45	5,50	5,50
1969 Janvier	3,90	Févr. ..	4,70	5,20	5,70	5,90	5,80	11 fév.	5,90	*	5,90
Février	3,16										

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8283).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 81-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1958 5 juin	0,50	1,00	1,80	2,20	2,60
3 juillet	0,50	0,95	1,55	1,95	2,35
28 août	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15
1959 8 janvier	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1958 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	—
1959 1 ^{er} janvier	3,00	—	2,00	—
1960 1 ^{er} janvier	3,00	0,30	2,00	0,20
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					
	Dettes unifiées (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1 ^{re} s.	3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 à 6,75 %	5,50 à 6,25 %	5 à 7 %	3 à 7 %		
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—	—	—
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1967 Décembre	4,06	5,54	5,59	5,71	5,70	5,62	—	—	6,54	6,69	6,63
1968 Janvier	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
Février	4,06	5,62	5,49	5,68	5,68	5,63	—	—	6,60	6,68	6,65
Mars	4,06	5,59	5,26	5,54	5,61	5,53	—	—	6,51	6,61	6,57
Avril	4,06	5,46	5,20	5,48	5,56	5,46	6,56	—	6,51	6,60	6,57
Mai	4,06	5,40	5,12	5,46	5,62	5,42	6,51	—	6,47	6,56	6,53
Juin	4,06	5,35	5,15	5,50	5,69	5,42	6,54	6,47	6,44	6,57	6,52
Juillet	4,06	5,49	5,22	5,41	5,64	5,48	6,59	6,52	6,52	6,59	6,57
Août	4,06	5,38	5,17	5,45	5,63	5,42	6,52	6,48	6,45	6,59	6,52
Septembre	4,06	5,58	5,21	5,49	5,64	5,52	6,63	6,58	6,58	6,59	6,60
Octobre	4,06	5,68	5,31	5,66	5,70	5,62	6,58	6,59	6,58	6,64	6,62
Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63
Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67
1969 Janvier	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
Février	4,06	5,87	5,45	5,64	5,81	5,74	6,65	6,63	6,71	6,75	6,74
Mars	4,06	5,94	5,56	5,66	5,86	5,80	6,69	6,72	6,76	6,79	6,79

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Non compris les emprunts perpétuels. — 2 Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. : — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—				
Juin													26	6,—		
Septembre .													10	5,50		
Octobre ...													12	5,—		
Novembre .													13	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50				
Mai													6	3,50		
Juillet			17	3,50												
Août													11	4,—		
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—								
Juin											4	4,50			3	2,50
Juillet																
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet															10	3,—
Septembre .													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—							2	7,—		
Juillet													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50							20	5,—	18	6,50		
1969 Février ...							27	8,—								
Mars													3	7,—		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	} 12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 29 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 4 janvier	1969 9 janvier	1968 8 février	1969 6 février
ACTIF					
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	25.442	16.328	25.327	16.327
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	4.708	1.246	4.686	1.354
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	4.423	1.216	4.409	1.216
<i>Autres opérations</i>	260	285	30	277	138
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.335	1.244	1.335	1.244
Monnaies divisionnaires	7	25	30	30	32
Comptes courants postaux	1.194	1.581	1.696	1.029	1.357
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	4.003	3.855	3.855	3.452
Portefeuille d'escompte	25.185	26.371	39.677	25.396	40.071
Mobilisation de créances sur la France					
Effets représentatifs de crédits à court terme :					
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	2.830	2.126	2.693	3.154
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	1.810	3.001	1.764	2.869
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	7.502	10.999	7.611	10.708
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :					
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	3.015	5.226	2.647	5.011
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	2.246	5.011	1.184	4.805
Mobilisation de créances sur l'étranger					
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	4.645	8.144	5.262	8.206
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	4.323	5.170	4.235	5.318
Effets négociables achetés en France ⁵ .	3.443	1.342	8.169	3.448	7.512
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	208	—	...	—
Avances sur titres	86	88	142	90	139
Effets en cours de recouvrement	1.638	1.428	1.137	827	1.320
Divers	1.815	1.567	4.965	1.698	4.249
Total ...	78.186	77.870	88.261	77.493	86.829
PASSIF					
Engagements à vue :					
Billets au porteur en circulation	70.508	69.939	71.847	68.536	71.054
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	3.811	6.130	5.292	6.971
Autres comptes créditeurs	1.761	1.594	4.300	1.519	3.948
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	205	2.817	201	2.496
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.389	1.482	1.318	1.451
Capital de la Banque	250	250	250	250	250
Divers	2.061	2.276	5.734	1.896	4.606
Total ...	78.186	77.870	88.261	77.493	86.829

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1965 February 28	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1968 January 10	1969 January 8	1968 February 7	1969 February 5
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	-------------------	--------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.638	2.788	2.888	3.038	3.088	3.288	3.038	3.138
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.300	3.050	3.150
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.300	3.050	3.150

Notes Issued :								
In Circulation	2.604	2.784	2.869	3.016	3.064	3.236	3.002	3.106
In Banking Department	46	16	31	34	36	64	48	44
Total ...	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.300	3.050	3.150

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	233	380	458	526	446	487	406	549
Other Securities :								
Discounts and Advances	72	70	93	88	102	69	182	81
Securities	26	28	27	31	30	51	31	39
Notes	46	16	31	34	36	64	48	45
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	378	495	610	680	615	672	668	715

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	4	4
Public Deposits	11	13	12	13	12	12	10	12
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	97	201	218	216	227	218	231
Other Deposits :								
Bankers	262	272	268	302	250	274	292	311
Other Accounts	86	94	110	128	119	141	129	142
Total ...	378	495	610	680	615	672	668	715

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1968 January 10	1969 January 8	1968 February 7	1969 February 5
ASSETS								
Gold certificate account	13.436	12.674	11.481	10.026	11.477	10.025	11.384	10.025
Cash	129	298	360	207	370	203	416	235
Discounts and advances	137	173	141	188	70	180	236	1.154
Acceptances :								
Bought outright	75	69	75	58	73	57	63	49
Held under repurchase agreement	112	124	89	...	...	...	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	34	38	...	...	...	5	3
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	9.100	11.803	15.975	18.756	15.510	18.541	15.843	17.820
Certificates .....	...	4.351	...	...	...	...	...	...
Notes	24.828	21.302	26.918	28.706	26.918	28.706	26.952	28.706
Bonds	6.550	6.199	6.087	5.475	6.087	5.475	6.130	5.475
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	48.515	52.722	48.925	52.001
Held under repurchase agreement	290	627	132	...	...	...	397	58
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	48.515	52.722	49.322	52.059
Total loans and securities	41.092	44.682	49.455	53.183	48.658	52.959	49.626	53.265
Cash items in process of collection	6.915	7.879	8.465	9.417	7.799	9.659	7.161	8.772
Bank premises	103	107	112	113	112	112	112	113
Other assets	977	1.418	2.153	2.894	2.119	2.791	2.221	2.803
Total assets ...	62.652	67.058	72.026	75.840	70.535	75.749	70.920	75.213
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	37.074	39.339	41.642	44.726	41.237	44.166	40.415	43.066
Deposits :								
Member bank reserves	18.447	19.794	20.999	21.773	19.733	21.722	21.217	22.612
U.S. Treasurer - general account	668	416	1.123	703	1.471	762	1.019	414
Foreign	150	174	135	216	165	216	148	119
Other	355	588	663	747	485	469	437	481
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	21.854	23.169	22.821	23.626
Deferred availability cash items	4.667	5.369	5.972	6.020	5.878	6.695	5.921	6.609
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	306	399	322	379
Total liabilities ...	61.550	65.918	70.830	74.580	69.275	74.429	69.479	73.680
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	551	570	598	630	602	628	607	635
Surplus	551	570	598	630	598	630	598	630
Other capital accounts .....	...	...	...	...	60	62	236	268
Total liabilities and capital accounts ...	62.652	67.058	72.026	75.840	70.535	75.749	70.920	75.213
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	144	191	156	109	164	111	131	100

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1968 8 januari	1969 6 januari	1968 5 februari	1969 10 februari
ACTIVA								
Goud	6.080	6.327	6.234	6.166	6.166	6.115	6.060	6.115
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.435	1.096	1.119	2.023	2.004	920	1.598	716
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	31	44	53	50	51	24	281	5
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	7	78	203	124	171	48	104
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	346	704	1.139	895	912	1.613	908	1.572
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	16	157	234	283	74	368	135	627
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	14	30	22	20	20	28	22	29
Belegging van kapitaal en reserves	173	164	162	183	176	223	181	227
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	17	15	20	24	27	18	21	15
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.554	9.480	9.254	9.410
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	6.927	7.682	8.245	8.558	8.172	8.514	8.074	8.339
Bankassigntaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	853	525	437	873	974	523	781	629
's Rijks schatkist	665	394	326	775	884	473	712	567
Banken in Nederland	138	91	76	43	26	17	15	14
Andere ingezetenen	50	40	35	55	64	33	54	48
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	79	64	56	57	55	52	50	51
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	73	57	50	48	43	45	46	45
Andere niet-ingezetenen	6	7	6	9	12	7	4	6
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	14	13	13	13	19	13	11	7
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	165	163	171	209	171	209	171	209
Diverse rekeningen	54	77	119	117	143	149	147	155
Totaal ...	8.112	8.544	9.061	9.847	9.554	9.480	9.254	9.410
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	65	71	72	34	34	23	33	23

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1968 dicembre p	1967 ottobre	1968 ottobre	1967 novembre	1968 novembre
Oro in cassa	1.502	1.509	1.500	1.827	1.498	1.740	1.495	1.779
Cassa ¹	24	35	44	37	45	33	42	35
Portafoglio ²	720	939	1.243	1.333	819	902	874	904
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	311	664	1.209	1.337	742	1.052	792	892
Prorogati pagamenti	93	95	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	1.982	2.129	2.474	2.086	2.532	2.286	2.518	2.165
Disponibilita in divisa all'estero .....	...	—	—	...	—	—	—	—
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	405	619	747	1.035	594	639	682	640
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	211	241	365	528	271	403	295	436
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	377	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	913	537	166	287	68	252	...	539
Servizi diversi per conto dello Stato	33	59	61	92	39	65	41	65
Spese	102	133	157	159	90	110	94	114
Totale attivo ...	6.673	7.299	8.305	9.060	7.037	7.821	7.172	7.908
Circolazione dei biglietti ⁵	4.283	4.595	5.126	5.390	4.281	4.695	4.311	4.742
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	41	62	52	110	28	34	27	46
Conti correnti liberi	157	172	256	186	76	39	64	46
Conti correnti vincolati	1.738	1.933	2.162	2.425	2.157	2.372	2.192	2.362
Creditori diversi	340	391	537	773	390	555	425	582
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	...	44	...
Servizi diversi per conto dello Stato .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	7	8	9	9	8	9	8	9
Fondo di riserva straordinario	4	5	6	7	6	6	6	6
Rendite	103	133	157	160	91	111	95	115
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.673	7.299	8.305	9.060	7.037	7.821	7.172	7.908
Depositanti di titoli e valori	4.991	6.338	7.340	8.089	6.453	7.128	7.189	7.126
¹ Comprese monete di Stato	1	22	24	14	27	15	26	16
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	387	414	441	472	435	466	438	467
— istituti speciali	293	314	335	358	329	351	331	353
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	308	661	1.208	1.332	738	1.047	787	887
— privati	1	1	1	3	1	4	1	3
⁴ Compresi BOT	107	108	153	80	21	86	55	83
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	1	2	n.d.	2	2	1	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	22	27	28	20	18	15	17	21

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1967 31 Dezember	1968 31 Dezember	1968 5 Januar	1969 7 Januar	1968 7 Februar	1969 7 Februar
AKTIVA								
Gold	17.371	16.905	16.647	17.881	16.647	17.880	16.237	17.881
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	8.111	9.775	10.353	11.503	8.454	8.657	9.425	6.540
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	892	1.084	1.953	3.134	2.015	3.143	1.807	3.163
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	—	1.000	3.715	1.500	3.715	1.500	3.700
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.344	3.256	2.448	3.969	2.448	3.969	2.546	4.068
darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.	508	420	331	243	331	243	331	243
b) an Weltbank	1.446	1.446	1.447	1.644	1.447	1.644	1.545	1.743
c) an I.W.F.	1.390	1.390	670	2.082	670	2.082	670	2.082
Deutsche Scheidemünzen	130	166	200	191	228	207	262	254
Postcheckguthaben	409	425	418	470	344	345	213	187
Inlandswechsel	4.650	5.031	2.922	2.139	2.709	2.239	3.208	4.412
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	345	711	...	5	...	...	40	...
Lombardforderungen	696	938	950	875	88	179	23	106
Kassenkredite	1.408	1.164	2.220	1.344	931	1.172	52	267
Wertpapiere	1.151	1.095	2.317	1.688	2.298	1.667	2.092	1.224
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	7.617	7.804	6.438	6.148	6.786	6.108	7.474	6.538
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.001	3.741	3.639	4.053	3.639	4.043	3.638	3.960
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.285	2.462	1.534	783	1.534	768	1.534	768
Sonstige Aktiva	433	357	830	813	531	411	360	362
	51.843	54.914	53.869	58.711	50.152	54.503	50.411	53.430
PASSIVA								
Banknotenumlauf	29.455	30.770	31.574	32.499	29.734	30.880	28.379	30.217
Einlagen von	18.671	19.784	17.628	21.255	15.985	18.480	17.552	18.245
Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...	16.241	17.386	15.179	17.579	14.007	15.504	14.107	15.490
Öffentlichen Einlegern	2.165	2.109	2.115	3.299	1.664	2.659	3.197	2.490
Andere inländischen Einlegern	265	289	334	377	314	317	248	265
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	452	552	643	365	374	479	372	351
Einlagen ausländischer Einleger	418	494	506	322	315	372	303	313
Sonstige	34	58	137	43	59	107	69	38
Rückstellungen	1.475	1.690	1.925	2.110	1.925	2.110	1.925	2.110
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	861	963	1.080	1.180	1.080	1.180	1.080	1.180
Sonstige Passiva	639	863	729	1.012	764	1.084	813	1.037
	51.843	54.914	53.869	58.711	50.152	54.503	50.411	53.430

XX . 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 5 janvier	1969 7 janvier	1968 7 février	1969 7 février
ACTIF								
Encaisse or	13.164	12.297	13.370	11.356	13.165	11.356	12.477	11.459
Devises	853	2.060	1.987	5.601	1.805	4.319	1.229	1.491
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	429	519	174	108	174	108	174	108
Portefeuille effets sur la Suisse	139	158	142	288	141	128	104	108
<i>Effets de change</i>	130	141	142	281	141	127	104	108
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	9	17	...	7	...	1	...	...
Avances sur nantissement	39	109	86	160	34	49	9	13
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	432	1.442	432	1.442	432	1.552
Titres	93	182	182	181	182	181	182	181
<i>pouvant servir de couverture</i>	2	...	9	17	9	17	9	17
<i>autres</i>	91	182	173	164	173	164	173	164
Correspondants :	81	97	87	122	48	18	46	25
<i>en Suisse</i>	66	82	72	100	30	1	13	8
<i>à l'étranger</i>	15	15	15	22	18	17	33	17
Autres postes de l'actif	33	68	59	57	40	50	46	50
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	16.021	17.651	14.699	14.987

PASSIF								
Fonds propres	57	58	59	60	59	60	59	60
Billets en circulation	10.043	10.651	11.327	12.047	10.706	11.485	10.047	10.809
Engagements à vue	3.215	3.431	4.145	6.414	4.239	5.164	3.562	3.156
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	3.005	2.982	3.811	5.776	3.663	4.437	3.109	2.352
<i>Autres engagements à vue</i>	210	449	334	638	576	727	453	804
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	1.035	—	—	—	—	—	—
Engagements à terme	602	389	550	233	600	375	600	375
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	20	2	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	291	356	438	561	417	567	431	587
Total ...	15.263	15.922	16.519	19.315	16.021	17.651	14.699	14.987

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 novembre 1967	30 novembre 1968	31 janvier 1968	31 janvier 1969
I. Or en lingots et monnayé	2.720	4.057	3.150	4.116	3.006	4.047
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	38	42	34	43	40	50
III. Bons du Trésor réescomptables	1.335	70	439	67	1.458	67
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	72	62	75	62	72	62
V. Dépôts à terme et avances :	6.231	9.949	5.772	8.132	5.384	8.467
a) à 3 mois au maximum	5.755	6.004	5.036	4.125	5.061	4.909
b) à 3 mois au maximum (or)	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	440	} 3.945	639	} 4.007	244	} 3.558
d) de 6 à 9 mois	21		68		21	
e) de 9 à 12 mois	15		29		58	
f) à plus d'un an	—		—		—	
VI. Autres effets et titres :	1.941	1.563	2.103	1.687	2.204	1.518
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	295	299	306	299	289	289
b) de 3 à 6 mois	20	} 118	27	} 117	19	} 128
c) de 6 à 9 mois	77		10		80	
d) de 9 à 12 mois	11		78		18	
e) à plus d'un an	—		—		—	
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.345	999	1.410	1.149	1.632	967
b) de 3 à 6 mois	83	} 147	162	} 122	85	} 134
c) de 6 à 9 mois	53		6		50	
d) de 9 à 12 mois	34		81		8	
e) à plus d'un an	23		23		23	
VII. Actifs divers	1	20	1	5	1	1
<i>Total actif ...</i>	12.338	15.763	11.574	14.112	12.165	14.212

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 novembre 1967	30 novembre 1968	31 janvier 1968	31 janvier 1969
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
II. Réserves	45	75	45	75	45	75
1. Fonds de Réserve Légale	12	12	12	12	12	12
2. Fonds de Réserve Générale	23	38	23	38	23	38
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	10	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	15	—	15	—	15
III. Dépôts (or) :	5.032	5.543	4.411	5.328	5.031	5.308
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	183	226	131	264	103	209
c) de 6 à 9 mois	—		—		97	
d) de 3 à 6 mois	52		142		7	
e) à 3 mois au maximum	3.172	2.665	2.443	2.614	2.500	2.678
f) à vue	995	2.066	1.207	1.889	1.712	1.830
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois	17	—	17	—	17	—
c) de 6 à 9 mois	—		—		—	
d) de 3 à 6 mois	55		86		27	
e) à 3 mois au maximum	375	97	252	97	214	97
f) à vue	183	489	133	464	354	494
IV. Dépôts (monnaies) :	6.228	8.241	6.052	6.813	5.943	6.951
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	13	—	13	—	13	—
b) de 9 à 12 mois	47	1.942	95	2.028	46	2.158
c) de 6 à 9 mois	89		10		133	
d) de 3 à 6 mois	377		355		409	
e) à 3 mois au maximum	5.273	5.714	4.453	3.555	4.054	3.959
f) à vue	99	32	135	17	109	18
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	8	—	8	—	8	—
b) de 6 à 9 mois	—	90	—	89	—	17
c) de 3 à 6 mois	—		27		45	
d) à 3 mois au maximum	305	447	939	1.101	1.110	781
e) à vue	17	16	17	23	16	18
V. Effets :	573	1.466	604	1.463	684	1.455
a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	158	—
b) de 6 à 9 mois	—	937	—	983	—	820
c) de 3 à 6 mois	—		—		307	
d) à 3 mois au maximum	573	529	604	480	219	635
VI. Divers	104	75	106	71	106	78
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Provision	231	238	231	237	231	220
<i>Total passif ...</i>	12.338	15.763	11.574	14.112	12.165	14.212

¹ Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.Y.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
III. — Agriculture et pêche.		3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
1. Production agricole	III - 1	X. — Marché des changes.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
IV. — Industrie.		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
5. Construction : données annuelles	IV - 5	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1965 ...	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1965 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1965 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
VII. — Prix et indices des prix.		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	4. Stock monétaire	XIII - 4
4. Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situations globales des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans des Caisses d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans de la Caisse de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme ..	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 2. — Demandes et offres d'emploi
IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs.
	}	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs.
	}	Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
